

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



Union-Discipline-Travail

MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SALUBRITE



PROJET D'APPUI A LA SECURITE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT (PASEA)

**PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR) DES PERSONNES TOUCHEES PAR LES
TRAVAUX DE REHABILITATION ET DE PROTECTION DE LA RETENUE D'EAU DE SURFACE A
MULTI-USAGE DE KORHOGO (SITE DU BARRAGE DE KORHOGO)**

RAPPORT FINAL

FEVRIER 2025

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	5
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	6
LISTE DES PHOTOS.....	6
RESUME EXECUTIF.....	11
EXECUTIVE SUMMARY	16
I - INTRODUCTION	21
1.1 Description du projet	21
1.2. Description du sous-projet	22
1.3. Objectifs du Plan de Réinstallation	22
1.4. Méthodologie d'élaboration du PAR.....	23
II. IMPACTCT DU PROJET	25
2.1. Zone d'influence du projet.....	25
2.2. Identification des impacts	27
2.3. Personnes et biens affectées par le projet.....	33
III – CADRE LEGISLATIF DE LA REINSTALLATION	36
3.1. Politique et régulation nationale	36
3.2. Politique de la Banque mondiale en matière de réinstallation involontaire	40
3.3. Comparaison entre la législation nationale et la Norme Environnementale et Sociale N°5 (NES N°5) de la Banque Mondiale	41
IV- ETUDE SOCIO-ECONOMIQUE	61
4.1 Profil socio-économique des gérants d'activités commerciales et artisanales.	61
4.2 Profil socio-économique des chefs de ménage.....	63
4.3 Profil socio-économique des exploitants agricoles	65
V – ANALYSE DE LA SITUATION DE VULNERABILITE <i>des PAP exploitant(e)s agricoles</i>	69
5.1 Définition des critères de vulnérabilité.....	69
5.1.2. Vulnérabilité consécutive à la perte entière de leurs moyens de subsistance	69
5.1.3. Vulnérabilité sociale et physique	69
5.2 .Résultat de l'analyse de la vulnérabilité.....	69
VI- REINSTALLATION, INDEMNISATION ET ASSISTANCE	70
6.1 Rappel des Principes généraux	70
6.2 Critères d'éligibilité et droits.....	71
6.3 Date butoir d'éligibilité	73

6.4	Matrice des droits aux indemnisations	75
VII	– ESTIMATION DES COMPENSATIONS	79
7.1	Estimation du coût de l'indemnisation des terrain urbains.....	79
7.2	Estimation du coût de l'indemnisation des bâtis	79
7.3	Estimation du coût d'indemnisation des Cultures maraichères et des arbres fruitiers	79
7.4	Estimation des pertes de revenus commerciaux et artisanaux.....	80
7.5	Indemnisation pour perte de revenus locatifs	81
7.6	Evaluation du cout des indemnisations pour perte de logement	81
7.7	Assistance au déménagement	81
7.8	Prise en compte des sites d'adoration.....	82
VIII	– MESURES DE REINSTALLATION ET LES COUTS DES COMPENSATIONS	82
8.2.	Mesure de compensation pour la perte d'infrastructures à usage d'habitation ou à usage commercial ou artisanal.....	83
8.3.	Indemnisation pour perte de revenus commercial ou artisanal.....	84
8.4.	Indemnisation pour perte de revenus locatifs pour les ménages.....	84
8.5.	Aide au logement	85
8.6.	Assistance au déménagement.....	85
8.7.	Coût d'indemnisation pour perte de cultures agricoles et des arbres fruitiers	86
IX	– MESURES DE RESTAURATION DES MOYENS DE SUBSISTANCE	87
X	– CONSULTATION DE LA COMMUNAUTE AFFECTEE ET DIVULGATION DES INFORMATIONS.....	112
10.1.	Stratégie d'engagement et de communication avec les parties prenantes	112
10.2.	Consultation de la communauté et participation de la population.....	112
10.3.	Consultation des parties prenantes institutionnelles	113
10.4.	Entretiens avec les chefs de quartiers	113
10.5.	Réunions publiques avec les communautés des quartiers riverains.....	113
10.6.	Entretiens de groupes avec les femmes.....	114
10.7.	Réunion de consultation des PAP	116
10.8.	Divulgence d'informations.....	118
XI	– SUIVI ET EVALUATION	123
11.1.	Suivi interne	123
11.2.	Suivi-évaluation externe	124
XII	– plan de mise en oeuvre DU PAR	127

12.1. Cadre institutionnel et organisationnel de mise en œuvre	127
12.2. Dispositif de mise en œuvre de ce PAR	130
<input type="checkbox"/> Comités de Suivi du PAR.....	130
<input type="checkbox"/> Cellules d'Exécution du PAR (CE-PAR).....	131
XIII- MECANISME DE GESTION DES PLAINTES	134
XIV – CALENDRIER DE MISE ŒUVRE DU PAR	134
XV– COUTS ET BUDGET DU PAR.....	140
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	143
BIBLIOGRAPHIE	144

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AGR	:	Activités Génératrices de Revenus
BM	:	Banque mondiale
CPR		Cadre de Politique de Réinstallation
CSI	:	Comité de suivi des Indemnisations
CE-PAR	:	Cellule d'Exécution du Plan d'Action et de Réinstallation
MCLU	:	Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme
MEDD	:	Ministère de l'Environnement et du développement Durable
MGP		Mécanisme de Gestion des Plaintes
NES	:	Normes Environnementales et sociales
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
PAP	:	Personne Affectée par le Projet
PAR	:	Plan d'Action et de Réinstallation
PRMS	:	Plan de restauration des moyens de subsistance
PASEA	:	Projet d'Appui à la Sécurité de l'Eau et de l'Assainissement
VBG	:	Violences Basées sur le Genre

TABLE DES ILLUSTRATIONS

LISTE DES PHOTOS

Photo 1 : Vue de la table de séance	113
Photo 2 : Vue des chefs de service participant à la rencontre.....	113
Photo 3 : vues des activités de consultation de la population.....	114
Photo 4 : Vues de la consultation des femmes dans les différents quartiers	116
Photo 5 : Vues de la consultation des PAP du quartier Mongaha	117
Photo 6 : Consultation des PAP des quartiers Cocody barrage, Sozoribougou et Koko.....	118

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Budget global du PAR.....	Error! Bookmark not defined.
Tableau 2 : Proposition d'activités autorisées et interdites	26
Tableau 3 : Catégories de PAP affectées par le projet	33
Tableau 4 : Analyse des écarts entre le cadre juridique national et la NES N°5	43
Tableau 5 Répartition des ménages selon le document d'identité disponible	63
Tableau 6 : Répartition des ménages selon le revenu mensuel	64
Tableau 7 : Répartition des PAP chef de ménage selon le type de compensation souhaité	65
Tableau 8 : Répartition <i>des exploitant(e)s agricoles</i> selon le statut matrimonial.....	66
Tableau 9 : Répartition <i>des exploitant(e)s agricoles</i> selon le niveau de revenu.....	67
Tableau 10 : Préférence <i>des exploitant(e)s agricoles</i> pour la compensation.....	68
Tableau 11 : Répartition des PAP vulnérables par catégorie	69
Tableau 12 : Matrice des droits aux indemnités	75
Tableau 13 : Compensation pour perte de revenus commerciaux des acteurs des secteurs formel et informel	81
Tableau 14 : Coût des besoins matériels pour les rituels.....	82
Tableau 15 : Cout des indemnités pour pertes de terrains urbains non bâtis	82
Tableau 16 : Cout des indemnités pour pertes de terrains bâtis.....	83
Tableau 17 : Cout des indemnités pour pertes de bâtis à usage d'habitation.....	83
Tableau 18 : Cout d'indemnisation pour pertes de bâtis à usage commercial.....	83
Tableau 19 : Coût des indemnités pour pertes de revenus commerciaux ou artisanaux	84
Tableau 20: Cout des indemnités pour pertes de revenus locatifs	84
Tableau 21 : Aide au logement	85
Tableau 22 : Assistance au déménagement aux gérants d'activité commerciale ou artisanale	85
Tableau 23 : Aide au déménagement des ménages.....	86
Tableau 24 : Coût d'indemnisation pour pertes de cultures agricoles.....	86
Tableau 25 : Catégories de PAP éligibles au PRMS par genre.....	Error! Bookmark not defined.
Tableau 26 : Coût prévisionnel des mesures de restauration des moyens de subsistance	Error! Bookmark not defined.
Tableau 27 : Cadre institutionnel du projet.....	127
Tableau 28 : Composition de la Cellule d'exécution du PAR.....	132
Tableau 29 : Niveaux du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP).....	Error! Bookmark not defined.
Tableau 30 : Calendrier d'exécution du PAR	136
Tableau 31 : Coût global du PAR	140

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Zones d'implantation des bâtis.....	29
Figure 2 :Zones d'implantation des activités agricoles et des arbres fruitiers.....	32
Figure 3: Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP).....	Error! Bookmark not defined.

DEFINITION DES TERMES

Les expressions et termes techniques utilisés dans le rapport sont définis de la manière suivante :

Acquisition de terres : « L'acquisition de terres » se réfère à toutes les méthodes d'obtention de terres aux fins du projet, qui peuvent inclure l'achat ferme, l'expropriation et l'acquisition de droits d'accès, comme des servitudes ou des droits de passage. Elle peut également se définir comme : a) l'acquisition de terres inoccupées ou inutilisées, que le propriétaire foncier tire ou non ses revenus ou sa subsistance de ces terres ; b) la saisie de terres domaniales utilisées ou occupées par des individus ou des ménages ; et c) la submersion de terres ou l'impossibilité d'utiliser des terres ou d'y accéder par suite du projet. « La terre » comprend tout ce qui pousse ou est fixé en permanence au sol, comme les cultures, les bâtiments et d'autres aménagements, ainsi que les plans d'eau qui s'y trouvent (Cadre Environnemental et Social (CES) de la Banque mondiale, NES N°5, page 53).

Aide à la réinstallation : désigne les mesures prises pour garantir que les personnes touchées par le projet qui pourraient avoir besoin d'être physiquement relogées reçoivent une aide sous forme d'allocation de déménagement, un logement résidentiel ou en location, selon ce qui est possible et selon les exigences, pour aider à la réinstallation lors du relogement. C'est également, dans le cas d'un déplacement économique, une aide qui sera suffisante pour que les personnes affectées par le projet qui n'ont aucun droit légal ni revendications légitimes sur les terres ou les biens qu'elles occupent ou qu'elles utilisent puissent rétablir leurs moyens de subsistance dans un autre lieu., (CES, NES N°5, page 58 et paragraphe 34c).

Cadre de Réinstallation : document qui décrit précisément les principes, les modalités d'organisation et les critères de conception de la réinstallation qui doivent s'appliquer aux composantes ou aux sous-projets devant être préparés durant la mise en œuvre du projet. Une fois que les sous-projets ou les composantes individuelles du projet auront été définis et que l'information nécessaire sera rendue disponible, ce cadre sera élargi pour tenir compte des risques et effets potentiels du projet. Les activités du projet qui entraîneront des déplacements physiques et/ou économiques ne démarreront pas tant que ces plans spécifiques n'auront pas été mis au point et approuvés par la Banque. (CES, NES N°5, page 63).

Indemnisation : lorsque l'acquisition¹ de terres ou les restrictions à leur utilisation (qu'elles soient temporaires ou permanentes) ne peuvent être évitées, l'emprunteur offrira aux personnes touchées une indemnisation au coût de remplacement, ainsi que d'autres aides nécessaires pour leur permettre d'améliorer ou, au moins, de rétablir leurs niveaux de vie ou moyens de subsistance (CES, NES N°5, paragraphe 12, pages 55-56).

Coût de remplacement : est défini comme une méthode d'évaluation qui établit une indemnisation suffisante pour remplacer les actifs, plus les coûts de transaction nécessaires associés au remplacement desdits actifs. Là où existent des marchés qui fonctionnent, le coût de remplacement

¹ Selon la Note de bas de page n°1, la NES 5 ne s'applique pas aux transactions commerciales consensuelles et officielles pour lesquelles le vendeur a une véritable possibilité de refuser de vendre le terrain et de le conserver, et est pleinement informé des options qui s'offrent à lui et de leurs implications

correspond à la valeur marchande établie à partir d'une évaluation immobilière indépendante et compétente, plus les coûts de transaction. Là où des marchés fonctionnels font défaut, le coût de remplacement peut être déterminé par d'autres moyens, tels que le calcul de la valeur de production des terres ou des actifs productifs, ou de la valeur non amortie du matériau de substitution et de la main-d'œuvre à utiliser pour la construction des structures ou d'autres actifs immobilisés, plus les coûts de transaction. Dans tous les cas où le déplacement physique se traduit par la perte de logement, le coût de remplacement doit être au moins suffisant pour permettre l'achat ou la construction d'un logement qui réponde aux normes minimales de qualité et de sécurité acceptables pour la communauté. La méthode d'évaluation appliquée pour déterminer le coût de remplacement doit être consignée dans les documents pertinents de planification de la réinstallation. Les coûts de transaction incluent les frais administratifs, les frais d'enregistrement ou d'acte, les frais de déménagement raisonnables et tous autres frais semblables imposés aux personnes concernées. Pour assurer une indemnisation au coût de remplacement, il peut se révéler nécessaire d'actualiser les taux d'indemnisation prévus dans les zones du projet où l'inflation est élevée ou le délai entre le calcul des taux d'indemnisation et le versement de l'indemnisation est important. (CES, Glossaire, page 54).

Date butoir ou date limite d'admissibilité : l'emprunteur n'est pas tenu d'indemniser ni d'aider les personnes qui empiètent sur la zone du projet après la date limite d'admissibilité, à condition que cette date ait été clairement fixée et rendue publique (CES, NES N°5, paragraphe 30, page 58).

Réinstallation involontaire : l'acquisition ou l'imposition de restrictions à l'utilisation de terres dans le cadre d'un projet peuvent entraîner un déplacement physique (déménagement, perte de terrain résidentiel ou perte de logement), un déplacement économique (perte de terres, d'actifs ou d'accès à des actifs, qui donne notamment lieu à une perte de source de revenus ou de moyens de subsistance), ou les deux. L'expression « réinstallation involontaire » se rapporte à ces effets. La réinstallation est considérée comme involontaire lorsque les personnes ou les communautés affectées n'ont pas le droit de refuser l'acquisition de terres ou les restrictions à l'utilisation des terres qui sont à l'origine du déplacement. (CES, Glossaire, page 105).

Expropriation (expulsion forcée) : se définit comme l'éviction permanente ou temporaire, contre leur volonté, de personnes, de familles et/ou de communautés de leurs foyers et/ou des terres qu'elles occupent, sans leur fournir une forme appropriée de protection juridique ou autre, ni leur permettre d'avoir accès à une telle protection, y compris toutes les procédures et tous les principes applicables en vertu de la NES N°5. L'exercice par un Emprunteur du droit d'expropriation pour cause d'utilité publique, d'appropriation ou de pouvoirs semblables ne sera pas considéré comme une expulsion forcée à condition qu'il se conforme aux exigences de la législation nationale et aux dispositions de la NES N°5, et qu'il soit mené d'une manière compatible avec les principes fondamentaux d'une procédure équitable (y compris en donnant un préavis suffisant, des possibilités réelles de déposer plainte et d'action en recours, et en s'abstenant d'employer une force inutile, disproportionnée ou excessive). (CES, Glossaire, page 104).

Groupes vulnérables : individus ou groupes qui risquent davantage de souffrir des effets du projet et/ou sont plus limités que d'autres dans leur capacité à profiter des avantages d'un projet. Ces individus ou ces groupes sont aussi plus susceptibles d'être exclus du processus général de consultation ou de ne pouvoir y participer pleinement, et peuvent exiger de ce fait des mesures et/ou une assistance spécifique. A cet égard, il faudra tenir compte de considérations liées à l'âge, notamment les personnes âgées et les mineurs, y compris dans les cas où ceux-ci pourraient être

séparés de leur famille, de leur communauté ou d'autres individus dont ils dépendent. (NES N°1, note 28, P.19).

Moyens de subsistance : renferment l'éventail complet des moyens que les individus, les familles et les communautés mettent en œuvre pour gagner leur vie, tels que l'occupation d'un emploi salarié, la pratique de l'agriculture, de la pêche, de la cueillette, d'autres moyens de subsistance fondés sur les ressources naturelles, le petit commerce et le troc. (CES, NES N°5, pages 53 et 105).

Personnes Touchées par le Projet (PTP) : toute personne dont la terre, les biens ou les moyens de subsistance ont été impactés par le projet recensé avant la date limite et affectée par un projet, qui de ce fait a droit à une compensation. En plus des personnes physiquement déplacées, la notion inclut aussi les personnes qui sont impactées économiquement (par exemple une perte de terres, d'actifs ou d'accès à ces actifs, qui donne notamment lieu à une perte de source de revenus ou d'autres moyens de subsistance) ou l'accès à certaines ressources naturelles qu'elles utilisaient auparavant. En somme, elles sont des personnes admises à bénéficier d'une indemnisation et d'une aide. (CES N°5, paragraphe 20, Page 57).

Amélioration des moyens de subsistance : dans le cas de projets ayant un impact sur les moyens de subsistance ou la création de revenus, il sera élaboré un plan de restauration des mesures de subsistance pour rétablir leurs revenus ou moyens de subsistance. Ce plan établira les prestations auxquelles les personnes et/ou les communautés touchées ont droit, en portant une attention particulière aux questions de genre et aux besoins des couches vulnérables de ces communautés, et fera en sorte que ces prestations soient accordées d'une manière transparente, cohérente et équitable. Il intégrera des mécanismes de suivi de l'efficacité des mesures appliquées pour préserver les moyens de subsistance, tant pendant la mise en œuvre du projet qu'au moment de l'évaluation réalisée au terme de celui-ci. L'atténuation des déplacements économiques sera considérée comme terminée une fois que l'audit d'achèvement aura conclu que les personnes ou les communautés touchées ont reçu toutes les aides auxquelles elles pouvaient prétendre, et qu'elles ont des possibilités suffisantes de rétablir leurs moyens de subsistance. (CES, NES N° 5, paragraphe 33, page 59).

Plan de Réinstallation (PR) : c'est un document qui est conçu de manière à atténuer les impacts négatifs du déplacement et à mettre en évidence les possibilités de développement, quel que soit le nombre de personnes touchées par le projet. Le PR contient un budget de réinstallation et un échéancier de mise en œuvre, et définir les droits de toutes les catégories de personnes touchées (y compris les communautés hôtes). Une attention particulière y sera portée aux questions de genre et aux besoins des populations pauvres et des groupes vulnérables. (CES, NES N°5, paragraphe 26, page 58).

Restrictions à l'utilisation de terres : désignent les limitations ou interdictions d'utilisation de terrains agricoles, résidentiels, commerciaux ou d'autres terrains, qui sont directement imposées et mises en œuvre dans le cadre du projet. Il peut s'agir de restrictions à l'accès à des aires protégées et des parcs établis par voie juridique, de restrictions à l'accès à d'autres ressources communes, de restrictions à l'utilisation des terres dans des zones de servitude d'utilité publique ou de sécurité. (CES, NES N°5, page 53).

RESUME EXECUTIF

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités pour l'atteinte des objectifs du Plan National de Développement (PND) 2021-2025, notamment la réduction des inégalités régionales (Pilier V du PND), le Gouvernement de Côte d'Ivoire a sollicité auprès de la Banque mondiale (Bm), un prêt de 250 millions USD soit 156 Milliards de FCFA pour le financement du Projet d'Appui à la Sécurité de l'Eau et de l'Assainissement (PASEA).

Le PASEA a pour Objectif de Développement du Projet (ODP) de renforcer la gestion intégrée des ressources en eau, améliorer la gouvernance et la viabilité financière du secteur de l'hydraulique urbaine et accroître l'accès à des services améliorés d'eau potable et d'assainissement dans certaines régions de la Côte d'Ivoire. Le Projet d'Appui à la Sécurité de l'Eau et de l'Assainissement s'exécutera à travers les composantes ci-après.

- Composante 1 : Gestion et Mobilisation des ressources en eau pour tous les usages ;
- Composante 2 : Amélioration de l'accès à l'eau potable ;
- Composante 3 : Amélioration de l'accès à l'assainissement et à l'hygiène ;
- Composante 4 : Renforcement du cadre institutionnel au niveau national et gestion de projet ;
- Composante 5 : CERC.

Par la nature, la localisation, les caractéristiques et l'envergure des activités envisagées dans le cadre de sa mise en œuvre, le PASEA est potentiellement associé à des risques et impacts environnementaux et sociaux y compris sécuritaires majeurs et classé « projet à risque élevé » selon la législation nationale et les critères de classification environnementale et sociale de la Banque mondiale. Ce qui déclenche l'application des Normes Environnementales et Sociales (NES) de la Banque mondiale pour prévenir les risques et atténuer les impacts négatifs qui pourraient découler de la mise en œuvre du projet sur l'environnement et la population.

L'existence des activités anthropiques autour du barrage constitue une véritable source de pollution du plan d'eau. En effet, le lac du barrage se présente comme le réceptacle de tous les déchets provenant des habitations et des activités environnantes. Il s'agit d'effluents liquides provenant des douches et toilettes des maisons, des ordures ménagères charriées par les eaux de ruissellement. Aussi, l'usage de produits chimiques comme outils de pêche par les pêcheurs constitue une source potentielle de contamination du barrage.

Pour faire face à cette situation, le projet prévoit la mise en place d'un périmètre de protection et des ouvrages d'assainissement. Les périmètres de protection proposés sont les suivants :

- Zone de servitude (PHE+25) : c'est un périmètre de 25 m autour du barrage à partir du niveau des plus Hautes Eau ;

Les principales pertes possibles identifiées dans le contexte du Projet concernent la perte définitive (i) de terrains urbains, (ii) la destruction d'habitations, (iii) le déplacement d'activités commerciales et artisanales, (iv) la destruction de cultures maraîchères.

Un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) assorti d'un plan d'action de restauration des moyens de subsistance (PRMS) des personnes affectées par la réhabilitation de la retenue d'eau de Korhogo est

élaboré pour prévenir et atténuer les impacts négatifs qui découleront de la mise en œuvre du projet sur l'environnement humain et/ou socioéconomique dans les zones d'intervention du projet, conformément aux exigences du cadre de réinstallation (CR) du projet et des dispositions de la NES n°5 de la Banque mondiale, relatives à l'Acquisition de terres, restriction à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire.

Des mesures de compensation de ces biens perdus aux coûts de remplacement de l'actif perdu et des mesures d'accompagnements sont proposées aux PAP, conformément aux dispositions de la norme environnementale et sociale n°5, de la Banque mondiale et de la législation nationale avec une application stricte de la NES n°5 là où les divergences apparaissent.

Un Plan de Restauration des Moyens de Subsistance (PRMS) a été élaboré dans le cadre du présent PAR pour soutenir les personnes qui perdent leurs moyens de subsistance du fait du projet, et leur fournir une assistance à la réinstallation pour garantir leur capacité à générer des revenus et à améliorer leur niveau de vie, de production et l'ensemble de leurs moyens de subsistance, indépendamment des indemnisations qu'elles reçoivent. Les PAP seront réinstallées sur trois périmètres maraîchers.

En effet, trois sites ont été identifiés par le consultant en charge de l'élaboration du PAR : (i) site 1, coordonnées GPS (9.3791347/-5.6793791), (ii) site 2, coordonnées GPS (9.4607194 / -5.66958100) site 3 coordonnées GPS (9.4476720 / -5.70444449). Tous ces sites sont situés à au moins 5 km de la ville de Korhogo. Ils sont tous longés par un cours d'eau, le LOWOO pour le site 1 Gbolokaha et le Mignoune pour les deux sites Kapa-Kassounanvogo. Sur les sites de réinstallation identifiés, un total de 17 personnes a été intégré en tant que Personnes Affectées par le Projet (PAP). Cela inclut trois propriétaires de terres agricoles pour les aspects fonciers, ainsi que 14 exploitants agricoles utilisant ces terrains pour leurs activités.

▪ **Personnes éligibles aux mesures de restauration des moyens de subsistance**

Le périmètre de protection retenu dans le cadre de la mise en œuvre du projet est la zone de servitude de 25 m autour du barrage qui correspond au périmètre de protection immédiat du plan d'eau. Dans ce périmètre, plusieurs personnes seront affectées par le projet. Comme indiqué dans la NES 5, il s'agit des personnes qui :

- a) ont des droits légaux formels sur les terres ou biens visés ;
- b) n'ont pas de droits légaux formels sur les terres ou les biens visés, mais ont des revendications sur ces terres ou ces biens qui sont ou pourraient être reconnus en vertu du droit national ;
- c) n'ont aucun droit légal ni de revendications légitimes sur les terres ou les biens qu'elles occupent où qu'elles utilisent.

Deux catégories de PAP impactées par le projet sont éligibles aux mesures d'accompagnement prévues dans le cadre du PRMS. Ces PAP perdent leur source de revenu et sont :

Mille trente-cinq (1035) exploitants agricoles dont les activités maraîchères, leur source de revenu, s'étalent sur une période de 7 mois allant de décembre à juin de chaque. Pour répondre aux exigences de la NES n°5, des terres de remplacement ayant les mêmes caractéristiques

- Trente (30) gérants d'activités commerciales ou artisanales actives dans de petits commerces installés dans la voie publique. Ces activités commerciales ou artisanales identifiées dans la zone des travaux constituent leur source de revenus. Leur réinstallation sur un nouveau site propice au commerce demeure au menu des échanges avec les autorités locales. Des appuis financiers leur seront offerts pour restaurer leurs moyens de subsistance.

Les mesures de restauration des moyens de subsistance proposées ici sont relatives à une réinstallation (i) des mille trente-cinq (1035) PAP sur un nouveau site (périmètre maraîcher), et (ii) un appui transitoire aux trente (30) gérants d'activités commerciales. Plusieurs mesures sont proposées pour la restauration des moyens de subsistance de ces PAP, qui sont :

- Pour les exploitants agricoles : (i) l'acquisition, l'aménagement et l'équipement des terres de remplacement, (ii) fourniture d'intrants et de petits matériels, (iii) renforcement des capacités en technique de production agricole ;
- un appui financier pour la période transitoire aux gérants d'activités commerciales ;

Le paiement des compensations doit être fait avant le démarrage des travaux de réhabilitation et de protection du barrage et ce, pour toutes les PAP éligibles formellement recensées avant la date butoir. Dans le cadre de ce projet, la date limite d'éligibilité aux compensations est fixée au lundi 8 mai 2023. Cette date a été documentée et communiquée par voie de presse et par affichage dans les chefferies et à la préfecture de Korhogo. Outre les compensations liées aux pertes de biens, des mesures spécifiques sont à mettre en œuvre pour agir sur la vulnérabilité sociale et économique des PAP.

Des voies de recours privilégiant le règlement à l'amiable des plaintes seront mises en place à travers un mécanisme de gestion des plaintes. La procédure administrative et judiciaire n'est pas exclue et n'intervient que lorsque le règlement à l'amiable n'a pas prospéré.

La mise en œuvre du PAR sera assurée par une ONG locale outillée dans l'accompagnement social des projets en collaboration étroite avec les comités de suivi de la mise en œuvre du PAR et l'expert en sauvegarde sociale du UCP-PASEA.

Le budget de la mise en œuvre du présent PAR y compris le Plan de Restauration des Moyens de Subsistance s'élève à cinq milliards six cent neuf millions trois cent vingt-sept mille quatre soixante-dix-neuf francs (5 609 327 479 FCFA), décomposé comme suit :

Tableau 1 : Budget global du PAR

	DESIGNATIN	EFFECTIF	BUDGET EN FCFA
1	INDEMNISATION		
1.1	Indemnisation des cultures agricoles site du projet	1035	276 456 927

1.2	Indemnisation des cultures agricoles sites de réinstallation	14	15 796 110
1.3	Indemnisation de terrains urbains non bâtis	66	281320000
1.4	Indemnisation terrain bâtis	79	422310000
1.5	Indemnisation de bâtis à usage d'habitation	83	979379569
1.6	Indemnisation de bâtis à usage commercial	23	47666774
1.7	Indemnisation des propriétaires de lots urbains	147	703 630 000
1.8	Indemnisation des propriétaires de bâtis	108	1 041 835 393
1.9	Besoin matériel pour rituel	4	1152000
1.10	Indemnisation pour perte de revenus locatif	13	1 106 500
1.11	Indemnisation pour perte de logement	48	2 745 000
1.12	Indemnisation pour perte de revenu commercial et artisanal	30	15 675 000
1.13	Assistance au déménagement	131	6 550 000
1.14	Indemnisation des arbres fruitiers	01	867 913
1.10	Total 1 : Indemnisations		3 796 491 186
2	RESTAURATION DES MOYENS DE SUBSISTANCES		
2.1	Acquisition de terre de remplacement en ha	03	645 500 000
2.2	Fourniture d'intrants et petits matériels	1035	38 295 000
2.3	Fourniture de petits matériels	1035	27 437 500
2.4	Renforcement des capacités en techniques de production agricole et techniques commerciales, marketing	1065	98 662 500
2.5	Appui financier transitoire pour exploitants agricoles	1035	186 300 000
2.5	Appui financier pour le déplacement des PAP et de leurs produits	1035	127 425 000
2.6	Recrutement de chauffeurs de tricycle	75	33 750 000
2.7	Total 2 : Restauration des moyens de subsistance		1 156 897 432
3	FONCTIONNEMENT DES INSTANCES DE SUIVI DU PAR		
3.1	Frais de fonctionnement des organes du PAR (CE, Comité de suivi, comités quartier) - Prise en charge de la tenue des sessions de gestion des plaintes (4 comités) ;		15 000 000

	- Prise en charge des comités pour les sortie terrain pour vérification de plaintes		
3.2	Bureautique : registre de plainte, photocopie, bloc-notes, cartouche d'encre		1 000 000
3.3	Formation des membres de comités de gestion des plaintes		5 000 000
3.4	Total 3 : Fonctionnement des instances de suivi du PAR		21 000 000
4	RECRUTEMENT D'UNE ONG DE SUIVI		
4.1.	Frais de recrutement de l'ONG d'appui		95 000 000
4.2	Total 4 : Frais de recrutement d'une ONG		95 000 000
5	EVALUATION		
5.1	Evaluation à mi-parcours		15 000 000
5.2.	Evaluation finale		15 000 000
5.3	Total 5 : Evaluation		30 000 000
	TOTAL MISE EN ŒUVRE DU PAR		5 099 388 618
	Contingence (10%)		509 938 861
	BUDGET GLOBAL		5 609 327 479

EXECUTIVE SUMMARY

As part of the implementation of its activities to achieve the objectives of the 2021-2025 National Development Plan (NDP), including the reduction of regional inequalities (Pillar V of the NDP), the Government of Côte d'Ivoire has requested the World Bank (WB), a loan of USD 250 million or 156 billion FCFA for the financing of the Water and Sanitation Security Support Project (PASEA).

The ASEP has as its Project Development Objective (PDO) to strengthen integrated water resources management, Improve the governance and financial sustainability of the urban water sector and increase access to improved drinking water and sanitation services in certain areas of Côte d'Ivoire. The Water and Sanitation Security Support Project will be implemented through the following components.

- Component 1: Management and Mobilization of Water Resources for All Uses;
- Component 2: Improving access to safe water;
- Component 3: Improving access to sanitation and hygiene;
- Component 4: Strengthening the institutional framework at national level and project management;
- Component 5: CERC.

Due to the nature, location, characteristics and scope of activities envisaged in its implementation, EAPSM is potentially associated with major environmental and social risks and impacts including safety and classified as a "high risk project" according to national legislation and the World Bank's environmental and social classification criteria. This triggers the application of the World Bank's Environmental and Social Standards (ESN) to prevent risks and mitigate negative impacts that may arise from the implementation of the project on the environment and population.

The existence of these anthropogenic activities around the dam is a real source of pollution of the water body. The dam lake is a receptacle for all waste from homes and surrounding activities. These are liquid effluents from house showers and toilets, household waste carried by runoff. In addition, the lake of the dam is highly exposed to the risks of contamination due to the possible use by fishermen of dangerous chemicals in their fishing areas.

To cope with this situation, the project provides for the establishment of a perimeter protection and sanitation works. The proposed protection perimeter concerns the Easement Zone (PHE+25): a 25 m perimeter around the dam, starting from the highest water level.

The main potential losses identified in the context of the Project are related to the permanent loss (i) of urban land, (ii) destruction of housing, (iii) displacement of commercial and artisanal activities, (iv) destruction of market crops.

A Resettlement Action Plan (RAP) for the Korhogo Water Dam with a Livelihood Restoration Action Plan Affected people is developed to prevent and mitigate negative impacts that will result from the implementation of the project on the human and/or socio-economic environment in the project areas, as per the requirements of the Resettlement Framework (RF) of the Project and the provisions of World Bank ENS 5, on Land Acquisition, Restriction on Land Use and Involuntary Resettlement.

Measures to compensate for these lost assets at the cost of replacing the lost asset and accompanying measures are proposed to PLAs, in accordance with the provisions of World Bank Environmental

and Social Standard 5 and national legislation with strict application of NES 5 where discrepancies arise. A Livelihood Restoration Plan will be developed under this RAP to support people who lose their livelihoods as a result of the project and provide resettlement assistance to ensure their ability to generate income and improve their standard of living, production and all their livelihoods regardless of the compensation they receive.

Two alternatives are possible under this PRMS:

- the relocation of PAPs who wish to do so on a vegetable garden perimeter. Two sites were identified by the RAP consultant: (i) site 1 GPS coordinates (9.3664400/-5.6528521), (ii) site 2 GPS coordinates (9.3615367/-5.6510158). Both sites are located at least 14Km from the town of Korhogo in the bed of the river KPASSE on which is built the dam of Sologo. Consultations will be conducted with the PAPs to obtain their opinion on this alternative.
- The conversion to an activity at the choice of the PAP for the rest. Consultations were conducted by the consultant responsible for drawing up the PAR with the PAPs on the reconversion activities of their choice. These exchanges will be developed by the NGO, which will be responsible for monitoring the implementation of the RAP.

▪ **Persons eligible for livelihood restoration measures**

The protection perimeter chosen for the project is the 25 m easement area around the dam, which corresponds to the immediate protection perimeter of the water body. Within this scope, several people will be affected by the project. As indicated in ESS5, these are those who:

- (a) have formal legal rights to the land or property in question.
- (b) have no formal legal rights to the land or property in question but have claims on such land or property that are or could be recognized under national law.
- (c) have no legal rights or legitimate claims to the land or property they occupy or use.

Two categories of PAP affected by the project are eligible for accompanying measures under the PRMS. These PAPs lose their source of income and are:

- One thousand thirty-five (1035) farmers whose market gardening activities, their source of income, span a period of 7 months from December to June of each. To meet the requirements of NES 5, replacement land with the same or more productive characteristics, identified at approximately fourteen (14) kilometres from the city of Korhogo, will be developed to accommodate those PAPs who wish to do so.
- Thirty (30) managers of commercial or craft activities in small businesses located on public roads. These commercial or craft activities identified in the work area constitute their source of income. Their relocation to a new site conducive to trade remains on the agenda of discussions with local authorities. Financial support will be provided to restore their livelihoods.

The livelihood restoration measures proposed here are related to (i) relocation of the 1,035 (one thousand thirty-five) PAPs to a new site (garden area), and (ii) transitional support for the 30 (thirty)

business managers. Several measures are proposed for the restoration of the livelihoods of these PAPs, which are:

- For farmers: (i) the acquisition, development and equipment of replacement land, (ii) the provision of inputs and small materials, (iii) capacity building in agricultural production technology.
- Financial support for the transitional period to business holders

Compensation must be paid before the start of dam rehabilitation and protection work for all eligible PAPs formally identified before the deadline. This is the final date for eligibility for compensation, set at Monday 8 May 2023. This date has been documented and communicated through the press and by posting in the chiefdoms and to the prefecture of Korhogo. In addition to compensation for property losses, specific measures are needed to address the social and economic vulnerability of PAPs.

Recourse mechanisms for the amicable resolution of complaints will be put in place through a complaint management mechanism. The administrative and judicial procedure is not excluded and only occurs when the amicable settlement has not prospered.

The implementation of the RAP will be carried out by a local NGO equipped to provide social support for projects in close collaboration with the committees monitoring the implementation of the RAP and the expert in social protection of the UCP-PASEA.

The budget for the implementation of this PAR including the Livelihood Restoration Plan amounts to five billion six hundred and nine million three hundred and twenty-seven thousand four and seventy-nine francs (5,609,327,479 FCFA), broken down as follows:

Table 1 : Overall RAP budget

	DESIGNATION	EFFECTIF	BUDGET EN FCFA
1	INDEMNISATION		
1.1	Compensation for agricultural crops on the project site	1035	276 456 927
1.2	Compensation for agricultural crops on resettlement sites	114	15 796 110
1.3	Compensation for undeveloped urban land	66	281320000
1.4	Compensation for developed land	79	422310000
1.5	Compensation for buildings for residential use	83	979379569
1.6	Compensation for buildings for commercial use	23	47666774
1.7	Compensation for owners of urban lots	147	703 630 000
1.8	Compensation for owners of buildings	108	1 041 835 393
1.9	Material requirement for ritual	4	1152000

1.10	Compensation for loss of rental income	13	1 106 500
1.11	Compensation for loss of housing.	48	2 745 000
1.12	Compensation for loss of commercial and craft income	30	15 675 000
1.13	Assistance with moving	131	6 550 000
1.14	Compensation for fruit trees	01	867 913
1.10	Total 1 : Compensation		3 796 491 186
2	RESTORATION OF LIVELIHOODS		
2.1	Acquisition of replacement land in ha	03	645 500 000
2.2	Provision of inputs	1035	38 295 000
2.3	Provision of small equipment	1035	27 437 500
2.4	Capacity building in agricultural production techniques and commercial techniques, marketing	1065	98 662 500
2.5	Transitional financial support for farmers	1035	186 300 000
2.6	Financial support for the movement of PAPs and their products	1035	127 425 000
2.7	recruitment of tricycle drivers	75	33 750 000
2.8	Total 2 : Restoration of livelihoods		95
3	OPERATION OF PAR MONITORING BODIES		
3.1	Operating costs of PAR bodies (CE, Monitoring Committee, neighborhood committees) - Support for holding complaints management sessions (4 committees); - Support for committees for field trips to verify complaints 15,000,000		15 000 000
3.2	Office automation: complaint register, photocopy, notepad, ink cartridge		1 000 000
3.3	Training of members of complaint management committees		5 000 000
3.4	Total 3 : Operation of PAR monitoring bodies		21 000 000
4	RECRUITMENT OF A MONITORING NGO		

PLAN DE REINSTALLATION (PR) DES PERSONNES TOUCHEES PAR LES TRAVAUX DE REHABILITATION ET DE PROTECTION DE LA
RETENUE D'EAU DE SURFACE A MULTI-USAGE DE KORHOGO (SITE DU BARRAGE DE KORHOGO)

4.1.	Recruitment costs of the support NGO		60 000 000
4.2	Total 4 : Recruitment costs of an NGO		60 000 000
5	EVALUATION		
5.1	Mid-term evaluation		15 000 000
5.2.	Final evaluation		15 000 000
5.3	Total 5 : Evaluation		30 000 000
	TOTAL IMPLEMENTATION OF PAR		5 099 388 618
	Contingency (10%)		509 938 861
	OVERALL BUDGET		5 609 327 479

I - INTRODUCTION

1.1 Description du projet

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités pour l'atteinte des objectifs du Plan National de Développement (PND) 2021-2025, notamment la réduction des inégalités régionales (Pilier V du PND), le Gouvernement de Côte d'Ivoire a sollicité auprès de la Banque mondiale (BM), un prêt de 250 millions USD soit 156 milliards de FCFA pour le financement du Projet d'Appui à la Sécurité de l'Eau et de l'Assainissement (PASEA).

Le PASEA a pour Objectif de Développement du Projet (ODP) de renforcer la gestion intégrée des ressources en eau, améliorer la gouvernance et la viabilité financière du secteur de l'hydraulique urbaine et accroître l'accès à des services améliorés d'eau potable et d'assainissement dans certaines régions de la Côte d'Ivoire. Le Projet d'Appui à la Sécurité de l'Eau et de l'Assainissement s'exécutera à travers les composantes ci-après.

- Composante 1 : Gestion et Mobilisation des ressources en eau pour tous les usages ;
- Composante 2 : Amélioration de l'accès à l'eau potable ;
- Composante 3 : Amélioration de l'accès à l'assainissement et à l'hygiène ;
- Composante 4 : Renforcement du cadre institutionnel au niveau national et gestion de projet ;
- Composante 5 : CERC.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante 1 du projet, les ouvrages de retenues d'eau de surface multi-usages de Ouangolodougou, Katiola, Niakara (Kafiné), Korhogo, Boundiali (Gbémou) et Tengréla ont été retenus. Ces ouvrages demeurent les seules sources d'eau sûre pour répondre aux différents usages ; eau potable, agriculture, élevage, loisirs des populations à ces ouvrages.

Toutefois, il a été constaté le manque d'entretien de ces ouvrages, qui avec les impacts du changement climatique contribuent à la diminution de la quantité et de la qualité de ces eaux qui sont nécessaires au développement de ces localités.

C'est donc pour assurer la sécurité durable de l'eau de ces zones, qu'il est prévu, la réhabilitation de ces ouvrages et la mise en place des périmètres de protection pour assurer la préservation des retenues.

Par la nature, la localisation, les caractéristiques et l'envergure des activités envisagées dans le cadre de sa mise en œuvre, du Projet d'Appui à la Sécurité de l'Eau et de l'Assainissement (PASEA) est potentiellement associé à des risques et impacts environnementaux et sociaux y compris sécuritaires majeurs. Dès lors, le projet est classé « projet à risque élevé » selon la législation nationale et les critères de classification environnementale et sociale de la Banque mondiale. Systématiquement, les Normes Environnementales et Sociales (NES) de la Banque mondiale sont pertinentes pour s'appliquer au projet afin de prévenir les risques et atténuer les impacts négatifs qui pourraient découler de la mise en œuvre du projet sur l'environnement et la population.

De plus, les sous-projets de réhabilitation et protection des ouvrages de retenues d'eau de surface

multiusage dans les villes de Ouangolodougou, Katiola, Kafiné, Korhogo, Boundiali et Tengréla dans les régions du Tchologo, du Hambol, du Poro et de la Bagoué à l'instar de toute intervention opérant des modifications au plan environnemental et social, induiront des impacts sur les composantes biophysiques et humaines en termes de perturbation du cadre de vie, génération de déchets solides et liquides, insécurité liée aux travaux, acquisition de terre ; d'où la nécessité de réaliser en amont une évaluation environnementale et sociale. Ces études ont montré que les sous-projets pourraient avoir d'importants impacts sociaux négatifs. Elles ont donc proposé la réalisation de Plans de Réinstallation (PR) conformément aux dispositions de la législation environnementale nationale et aux NES 5 du Cadre Environnemental et Social (CES) de la Banque mondiale.

1.2. Description du sous-projet

Le sous-projet consiste en la réhabilitation de l'ouvrage existant et la réalisation de travaux de sécurisation des périmètres de protection. De manière précise, les travaux à réaliser sont les suivants :

- ✓ la réhabilitation de la digue ;
 - ✓ la réalisation du Génie Civil de l'ouvrage de prise d'eau ;
 - ✓ la réhabilitation des équipements : remplacement des équipements défectueux et modernisation des armoires de commande et pupitre d'asservissement ;
 - ✓ les travaux de dragage de la cuvette (613 513 m³ de sédiments) ;
 - ✓ la réalisation de deux (02) piézomètres ;
 - ✓ la réalisation de deux (02) bornes géodésiques ;
 - ✓ la création de piste de servitude de la retenue sur un linéaire de 3800 ml ;
 - ✓ la réalisation de trois (03) digues de correction ou pièges sable ;
-
- ✓ la création de 2 Km de fossés de garde pour évacuer les eaux de ruissellement des zones urbaines en aval du barrage.

Au regard de l'occupation du site du projet, ces différents travaux vont engendrer des déplacements physiques et économiques. En effet, dans l'emprise de ces différents travaux, on distingue des maisons d'habitation, des activités économiques telles que la pêche, les cultures agricoles, des activités commerciales et artisanales etc. Dès lors, la réalisation des travaux entraînera de nombreuses pertes. Il s'agit de destruction de bâtis, de perte de logements, d'expropriation de lots urbains, de perte d'exploitations agricoles ou maraîchères et de perte d'activités commerciales. D'où, la réalisation d'un plan de réinstallation pour atténuer ces effets négatifs du projet.

1.3.Objectifs du Plan de Réinstallation

Le Plan d'Action de Réinstallation (PAR) de l'ouvrage de retenue d'eau de Korhogo vise à prévenir et atténuer les impacts négatifs qui découleront de la mise en œuvre du projet sur l'environnement humain et/ou socioéconomique dans les zones d'intervention de travaux. Et ce, conformément aux exigences du cadre de réinstallation (CR) du projet et des dispositions de la NES n°5 de la Banque mondiale, relative l'Acquisition de terres, restriction à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire.

En effet, l'expérience et la littérature des déplacements physiques et économiques dans le cadre de la mise en œuvre de projets de développement montrent que s'ils ne sont pas atténués, peuvent entraîner des risques majeurs pour l'économie, la vie sociale et pour l'environnement : les systèmes de production peuvent être démantelés, les populations entières peuvent sombrer dans la pauvreté si elles perdent leurs sources de revenus et leurs ressources productives, les institutions sociales et les

réseaux sociaux peuvent être affaiblis voire disparaître.

C'est pour cela que la réinstallation involontaire doit être évitée. Si elle ne peut être évitée, elle doit être minimisée et des mesures appropriées doivent être préparées et mises en œuvre afin d'atténuer les effets négatifs des projets sur les populations déplacées et les communautés d'accueil. C'est pourquoi, selon la NES n°5, la réinstallation a pour objectifs de :

- Éviter la réinstallation involontaire ou, lorsqu'elle est inévitable, la minimiser en envisageant des solutions de rechange lors de la conception du projet ;
 - Éviter l'expulsion forcée ;
 - Atténuer les effets sociaux et économiques néfastes de l'acquisition de terres ou des restrictions à l'utilisation qui en est faite, grâce aux mesures ci-après :
 - a) assurer une indemnisation rapide au coût de remplacement des personnes spoliées de leurs biens ;
 - b) aider les personnes déplacées à améliorer, ou au moins rétablir en termes réels, leurs moyens de subsistance et leur niveau de vie d'avant leur déplacement ou celui d'avant le démarrage de la mise en œuvre du projet, l'option la plus avantageuse étant à retenir ;
 - Améliorer les conditions de vie des personnes pauvres ou vulnérables qui sont déplacées physiquement en leur garantissant un logement adéquat, l'accès aux services et aux équipements, et le maintien dans les lieux ;
 - Concevoir et mettre en œuvre les activités de réinstallation involontaire comme un programme de développement durable, en fournissant suffisamment de ressources d'investissement pour permettre aux personnes déplacées de tirer directement partie du projet selon la nature de celui-ci ;
- Veiller à ce que l'information soit bien disséminée, que de réelles consultations aient lieu et que les personnes touchées participent de manière éclairée à la planification et la mise en œuvre des activités de réinstallation.
- Dans le cadre de la présente étude, plusieurs efforts ont été déployés par le consultant pour minimiser les impacts du projets. Le projet prévoit trois emprises des travaux qui correspondent aux différents périmètres de protection proposés par le projet. Ce sont :

- (i) le périmètre de protection considérant un périmètre de 25 m de large autour du barrage ;
- (ii) les deux autres périmètres de protection proposés sont :
 - ✓ 300 m de large à partir des plus hautes eaux ;
 - ✓ 1000 m autour du barrage.

Dans le souci de réduire au maximum ou de minimiser les impacts du projet, le périmètre de protection qui se limite à 25 m à partir des plus hautes eaux a été retenu. L'étroitesse de l'emprise par rapport aux deux derniers permet de réduire considérablement les impacts du projet.

1.4. Méthodologie d'élaboration du PAR

La méthodologie de préparation du PAR repose sur l'observation directe du milieu à travers les visites des sites, la collecte de données documentaires sur la zone du projet, la consultation des

parties prenantes dans la zone du projet, l'inventaire des biens, le recensement des personnes affectées par le projet, et le traitement et l'analyse des données socio-économiques.

✓ *Recherche documentaire et préparation de l'enquête*

L'élaboration du PAR a démarré avec la collecte et l'analyse de données documentaires sur le projet et sa zone. Elle a consisté à la consultation des documents du projet. Notamment, le TDR, le CPR ainsi que des rapports et autres documentations techniques antérieurement préparés sur la zone du projet.

✓ *Visites de sites et préparation de l'enquête*

Des visites de sites ont permis de préparer la phase d'inventaire des biens, la préparation des outils de collecte de données, le recensement et l'enquête socio-économique. Ces visites de sites ont été appuyées par la réalisation de survol de drone afin de mieux apprécier l'ampleur des impacts.

✓ *Enquête socio-économique*

- Enquêtes socioéconomiques et recensement des PAP ont été conduits sur la base du logiciel KoboCollect,
- Mesures des bâtis pour l'expertise immobilière (relevés, calculs des coûts),
- Expertise agricole (relevés, calculs des coûts),
- Consultation des personnes touchées pour présenter les résultats des enquêtes et mener les discussions sur les modalités d'indemnisation,
- Etablissement de la liste finale des PAP et des coûts d'indemnisation.

✓ *Consultation des parties prenantes*

Concernant l'élaboration des mesures pour la restauration des moyens de subsistance, des concertations ont été réalisées avec :

- ✓ les bénéficiaires à travers des focus group sur leur réinstallation économique et leur besoin d'appui à la réinstallation, notamment (i) le choix du métier pour la reconversion, (ii) l'identification du secteur d'activité de reconversion, (iii) les besoins de renforcement des capacités individuelles en vue de conduire une activité pérenne... Des groupes de discussions ont été organisés avec les PAP agriculteurs/maraichers et les gérants d'activités économiques ou artisanales, bénéficiaires du PRMS. Les échanges ont eu lieu le 12, 18, 20/10/2023, le 12 février 2024 ;
- ✓ les autres parties prenantes partenaires de mise en œuvre du PRMS, notamment :
 - (i) les structures compétentes de formation (ANADER, structures de microfinances) ;
 - (ii) les acteurs institutionnels et autres animateurs des secteurs d'activité identifiés : (i) la chambre d'agriculture, (ii) l'Office de la commercialisation des produits vivriers, le centre de métier de Korhogo

- (iii) les ONG/Associations actives dans la zone d'intervention du projet dont l'ONG Animation Rurale de Korhogo (ARK), au service du monde rural dans le nord depuis plus de 25ans. En effet, l'ONG ARK enregistre à son actif une bonne pratique en matière d'appui à la réinstallation. Elle avait contribué à la reconversion de trente-sept (37) femmes exploitantes de carrière artisanale de granite en plein air qui ont perdu leur activité dans le cadre du Projet de Renforcement de l'Alimentation en Eau Potable dans le centre urbain de Korhogo et Ferkessédougou (2017)

Cette bonne pratique pourrait être revue et reconduite au profit des trente (30) gérants d'activités commerciales recensées dans l'emprise du projet.

✓ *Rédaction du rapport du PAR*

Les informations documentaires et les données collectées lors de l'enquête socio-économique sont consignées dans le rapport du PAR.

II. IMPACT DU PROJET

2.1 . Zone d'influence du projet

- *Périmètre de Protection Immédiat*

L'article 1er du Code de l'eau indique que le Périmètre de Protection Immédiat (PPI) est matérialisé par une aire clôturée où toute activité, installation ou dépôt sont interdits en dehors de ceux explicitement autorisés. L'article 6 du décret n°2013-440 du 13 juin 2013 déterminant le régime juridique des périmètres de protection des ressources en eau, des aménagements et ouvrages hydrauliques viennent compléter et préciser que ces activités, installations ou dépôts doivent être conformes au but pour lequel l'espace a été défini. Il ressort que le PPI a pour vocation d'empêcher la détérioration des aménagements et ouvrages hydrauliques et de protéger la ressource de toutes substances polluantes.

Conformément aux dispositions du décret précité, les limites du PPI ne peuvent excéder une distance d'un kilomètre autour de la ressource. Il faut indiquer que cette délimitation prend en compte une servitude de 25 mètres sur chaque rive de la ressource.

L'analyse des dispositions sur le PPI dans le droit ivoirien et dans certaines législations étrangères donne de constater que c'est un espace clôturé. Cette délimitation matérielle assortie de plaques d'avertissement a pour but d'empêcher l'intervention de toutes activités étrangères et non compatibles avec l'exploitation de la ressource et l'entretien des ouvrages. Une lecture combinée des dispositions du décret du 29 septembre 1928 portant réglementation du domaine public et des servitudes d'utilité publiques et des textes précités montre que cet espace clôturé fait l'objet d'une stricte protection où les activités anthropiques ne sont pas tolérées.

- *Périmètre de Protection Rapproché*

Une définition générale du Périmètre de Protection Rapproché (PPR) est donnée par l'article 1er du Code de l'eau. Le PPR s'entend de l'aire où peut être interdit ou réglementé toute activité ou tout

dépôt de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux. L'article 8 du décret de 2013 ajoute que cette protection vise également les aménagements et ouvrages hydrauliques.

L'article 9 du décret n°2013-440 du 13 juin 2013 déterminant le régime juridique des périmètres de protection des ressources en eau, des aménagements et ouvrages hydrauliques indique que les limites du PPR ne peuvent excéder une distance de 5 kilomètres autour de la ressource en eau, l'aménagement et de l'ouvrage hydrauliques. L'institution de ce périmètre vise à protéger et à maintenir la ressource captée sur le plan qualitatif et quantitatif. En raison de l'importance du PPR, le Code de l'Eau précise que cet espace peut faire l'objet d'expropriation par les pouvoirs publics au profit du gestionnaire de la ressource. Cette possibilité est offerte pour renforcer la protection du point de captage.

Au-delà de l'espace du PPI défini, le régime appliqué aux activités dans le PPR est celui de la réglementation, voire de l'interdiction. En effet, l'article 8 du même décret permet de réglementer ou d'interdire certaines activités dans l'intérêt de la conservation de la qualité des ressources en eau, des aménagements et ouvrages hydrauliques.

- *Périmètre de Protection Eloigné*

Le Périmètre de Protection Eloigné (PPE) est défini par l'article 1er du Code de l'Eau comme une aire où les activités peuvent être réglementées si elles présentent un risque de pollution. Ces limites ne peuvent excéder une distance de 10 kilomètres autour de la ressource en eau, de l'aménagement et de l'ouvrage hydraulique. Sa délimitation est une possibilité laissée à l'appréciation des pouvoirs publics en ce que le PPE vise à renforcer le régime de protection du PPR si les circonstances locales la rendent nécessaire.

Le PPE a ainsi pour objectif la surveillance de l'utilisation des terres dans l'environnement éloigné de la ressource. Ce périmètre complémentaire permet une sécurité durable pour la protection contre les pollutions permanentes ou diffuses dans la zone d'alimentation du captage.

Selon les précisions de l'article 10 du décret de 2013 précité, le texte délimitant les limites du PPE peut réglementer ou interdire un certain nombre d'activités dans cette zone. Cette action doit être menée après un recensement complet des principales activités à risque menées au-delà du PPR.

Le tableau suivant met en exergue certaines activités susceptibles d'être réglementées ou interdites selon les différents périmètres susmentionnés.

Tableau 2 : Proposition d'activités autorisées et interdites

Activités Autorisées	Activités Interdites
PPI	
Les activités d'exploitation et de maintenance de la station de traitement Activités de pêche artisanale sans utilisation de produits polluants	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les habitations privées et locaux des services publics. ▪ Les activités agricoles. ▪ Élevage d'animaux et transhumance de bétail.
PPR	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les habitations privées et locaux des services publics. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les dépotoirs d'ordures ;

Activités Autorisées	Activités Interdites
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les exploitations agricoles utilisant les intrants biologiques. ▪ L'aménagement de terrain de sport et autres aires de loisirs. ▪ La construction de voie de circulation routière. ▪ La coupe d'arbres. ▪ Les lignes électriques. ▪ Chemins de fer. ▪ Parkings (sauf bordure affluent de la retenue). ▪ Pêche, pisciculture, aquaculture. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'épandage de fertilisants chimiques ; ▪ Activités de restauration ; ▪ Incinération à l'air libre de déchets solides.
PPE	
Toutes les activités anthropiques existantes	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Toutes les activités anthropiques polluantes existantes ou futures non conformes aux réglementations en vigueur notamment d'un point de vue qualité d'eau.

2.2. Identification des impacts

Les travaux de réhabilitation de l'ouvrage de retenue d'eau existant, la réalisation de travaux de sécurisation des périmètres de protection autour du barrage ainsi que les travaux d'aménagement d'ouvrages hydro-agricole et piscicole entraîneront de nombreux impacts négatifs sur les populations et leurs biens dans les zones d'intervention du projet. Ces impacts seront identifiés en fonction des zones touchées et des catégories de personnes affectées par le projet.

2.2.1. Zones touchées par le projet

Situé en plein centre urbain, l'ouvrage de retenue d'eau de Korhogo est à cheval sur les quartiers de Mongaha à l'ouest, Cocody barrage au nord, Sonsoribougou au nord-est et à l'Est et le quartier KOKO au sud.

Initialement déclarés impropres à l'habitat selon les informations collectées auprès de la direction régionale de la construction et du logement, ces différents quartiers bénéficient depuis 2008, d'un lotissement initié par les chefs de quartiers avec l'appui des autorités administratives locales. Ces lotissements ont été ensuite approuvés par le ministère de la construction, du logement et de l'Urbanisme. Ces quartiers aujourd'hui, sont dotés d'infrastructures collectives notamment ; l'adduction d'eau potable, l'électrification urbaine, etc. Le point commun de ces quartiers, c'est la voirie qui est entièrement en terre.

La nature des travaux à réaliser dans le cadre du présent projet recommande quelques clarifications en termes de sites du projet. On distingue le site des travaux de réhabilitation de l'ouvrage existant et les sites des travaux de création d'ouvrages.

- Sites des travaux de réhabilitation

Les sites des travaux de réhabilitation concernent le site du barrage, les infrastructures existantes ainsi que les zones périphériques qui bordent le barrage. Cette zone est située entre les limites des plus basses eaux en période d'étiage et la zone de servitude de 25 m définie à partir de la limite des plus hautes eaux (PHE) autour du plan d'eau. Elle est caractérisée par la présence d'une multitude d'activités maraîchères, des terrains nus, des maisons d'habitations. Sur le plan d'eau, il se pratique la pêche traditionnelle à la ligne et à la pirogue.

✓ *Zone d'activités agricoles et de pâturage*

La zone d'activités agricoles est essentiellement occupée par les cultures maraîchères (Tomate, choux, concombre, etc.). Installées pour la plupart sur de faibles superficies (280 m² en moyenne par PAP) de terres, ces exploitations agricoles sont majoritairement cultivées par des femmes. Ces femmes, pour grande majorité, résident dans les quartiers périphériques du dit projet.

L'accès à la terre dans cette zone se fait de génération à génération. En effet, les occupants actuels ont hérité des terres de leurs parents qui travaillaient ces terres. L'accès à ces terres par une personne étrangère à la famille détentrice peut se faire par négociation ou par des arrangements. Mais, cette occupation ne peut qu'être temporaire. Aucune possibilité d'achat de terre n'est admise. Ce qui fait que les premières familles occupantes restent toujours les détenteurs.

Les terres occupées par les cultures maraîchères, au regard de la législation ivoirienne, relèvent du domaine public à l'intérieur du périmètre de 25 mètres autour du barrage. Ce périmètre est d'utilité publique. De ce fait, ces terres ne feront pas l'objet d'expropriation

On signale également dans cette zone, l'arrivée massive en période sèche, de troupeaux de bœuf en quête d'eau pour s'abreuver et d'herbes fraîches pour se nourrir. Ces troupeaux de bœufs sont principalement issus de l'élevage de transhumance provenant essentiellement du Mali et du Burkina Faso. On y trouve également des bœufs des éleveurs locaux.

✓ *Zone d'habitation et de commerce*

La zone d'habitation et de commerce est une zone lotie. Elle se caractérise par la présence de terrains urbains bâtis et non bâtis. Il s'agit de propriétés privées individuelles. Plusieurs ménages s'y sont installés. On distingue des ménages propriétaires des bâtiments d'habitation et des ménages locataires. Il existe également dans cette zone quelques activités commerciales et artisanales.

Sur le plan d'eau, il existe une activité de pêche artisanale. Cette pêche est à la fois pratiquée par les hommes et des femmes essentiellement issus de la communauté des Bozo, une communauté d'origine malienne. La pêche constitue l'activité principale de ces hommes et femmes. On en dénombre une soixantaine de personnes.

L'existence de ces activités anthropiques sur le lac et autour du barrage constitue une véritable source de pollution du plan d'eau et d'envasement de la retenue. En effet, le lac du barrage se présente comme le réceptacle de tous les déchets provenant des habitations et des activités environnantes. Il s'agit d'effluents liquides provenant des douches et toilettes des maisons, des ordures ménagères et autres apports solides charriés par les eaux de ruissellement.

De plus, il existe un risque potentiel de contamination des eaux du barrage par des produits chimiques dangereux avec la pratique de pêche.

On retient aussi le barbotage du plan d'eau et le risque de transmission de maladies lié à l'utilisation de la zone du barrage par les éleveurs locaux et transhumants, comme zone de pâturage et d'abreuvement de leurs animaux. En effet, la région du PORO, dont le chef-lieu est la ville de Korhogo, est une zone d'élevage. Cet élevage est dominé par l'élevage de bovin. Selon la Direction régionale des ressources animales et Halieutique, l'élevage de bovins est le plus dominant. Il compte un effectif de 140 000 têtes et 2524 éleveurs dans le département de Korhogo.

C'est pour faire face à ces différentes situations que le projet prévoit la mise en place d'un périmètre de protection et la réalisation des ouvrages d'assainissement. Les périmètres de protection proposés sont les suivants :

- Zone de servitude (PHE+25) : c'est un périmètre de 25 m autour du barrage à partir du niveau des plus Haute Eau

A l'intérieur de ce périmètre, il est prévu la réalisation d'infrastructures de protection de la ressource afin de réduire les risques de pollution de la ressource. Toutes les activités ainsi que toutes les installations humaines sources de pollution seront entièrement déplacées et les nouvelles implantations strictement interdites.

- Périmètre de protection immédiat (PPI) : ce périmètre correspond à un rayon de 300 m autour du barrage

Dans cette zone, les activités sources de pollution seront également interdites et les implantations humaines actuelles susceptibles de polluer la ressource seront déplacées, interdites ou réglementées en fonction du niveau de dangerosité des rejets.

- Périmètre de protection rapproché (PPR) : il correspond à 1000 m de rayon autour du plan d'eau.

A l'intérieur de ce périmètre, les activités humaines seront réglementées afin de réduire les risques de pollution de l'eau.

- Sites des travaux de création d'ouvrages

Outre les périmètres de protection et de sécurisation du barrage, le projet prévoit d'aménager un périmètre hydro-agricole de 13 hectares en aval du barrage pour réinstaller les maraîchers déplacés en amont du barrage. Il est également prévu la création d'un étang piscicole de 1,25 ha sur un site situé plus bas pour les pêcheurs.

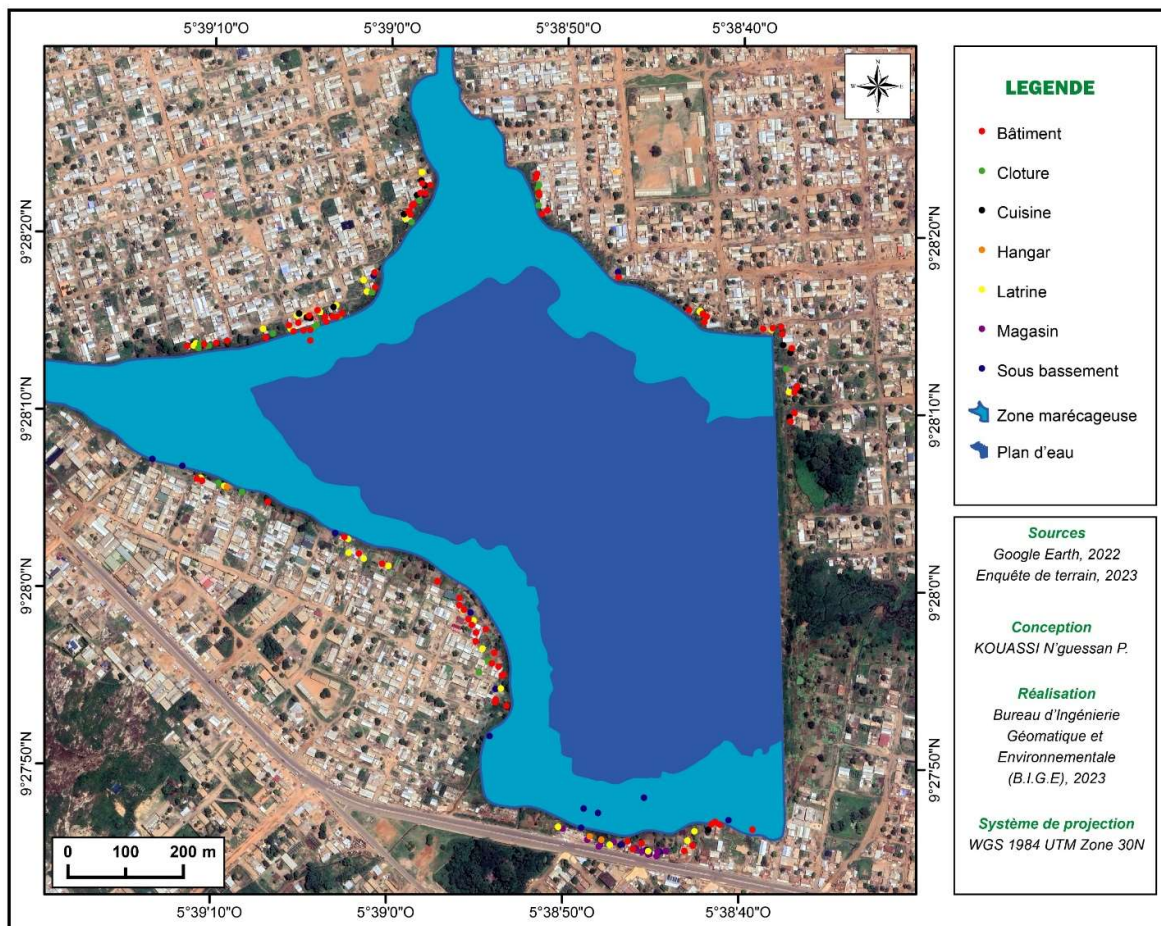
Malheureusement, les sites choisis pour accueillir les différents ouvrages sont soumis à de nombreuses contraintes. En effet, le site d'aménagement du futur périmètre hydro-agricole est entièrement occupé par des exploitants agricoles. La réalisation de l'ouvrage à cet endroit nécessitera dès lors le déplacement de ces derniers. Un second de remplacement identifié en aval de l'ancien barrage de Natio est également confronté à la même problématique.

Pour le site d'aménagement de l'étang piscicole, le premier identifié plus loin en aval du barrage de Korhogo, est un bois sacré interdit de tout accès. Un second site identifié en aval du site de l'ancien barrage de Natio est actuellement occupé par des activités maraîchères. La réalisation du projet sur ce site engendrera le déplacement des occupants actuels.

Les démarches entreprises auprès des autorités administratives et coutumières de la ville de Korhogo n'ont pas donné de résultat satisfaisant. Il n'existe pas de site disponible pour la réalisation de ces ouvrages.

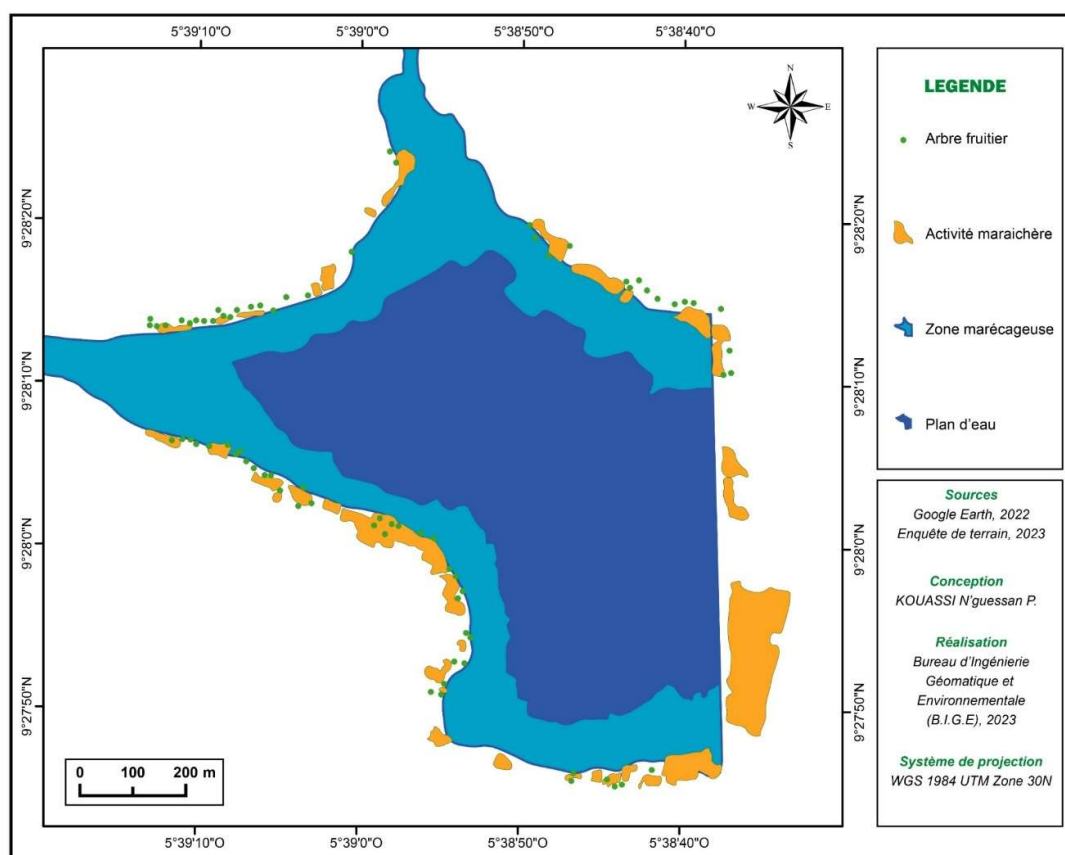
Les figures ci-dessous présentent les zones d'intervention et les biens impactés par le projet.

Figure 1 : Zones d'implantation des bâtis



Source : Google Earth, modifié par le consultant PAR Korhogo 2023

Figure 2 : Zones d'implantation des activités agricoles et des arbres fruitier



Source : Google Earth, modifié par le consultant PAR Korhogo 2023

2.3. Personnes et biens affectées par le projet

Comme indiqué plus haut, le périmètre de protection retenu dans le cadre de la mise en œuvre du projet est la zone de servitude de 25 m autour du barrage, qui correspond au périmètre de protection immédiat du plan d'eau. Dans ce périmètre, plusieurs personnes seront affectées par le projet. Comme indiqué dans la NES 5, il s'agit des personnes qui :

- a) ont des droits légaux formels sur les terres ou biens visés ;
- b) n'ont pas de droits légaux formels sur les terres ou les biens visés, mais ont des revendications sur ces terres ou ces biens qui sont ou pourraient être reconnus en vertu du droit national ;
- c) n'ont aucun droit légal ni de revendications légitimes sur les terres ou les biens qu'elles occupent ou qu'elles utilisent. Le recensement décrit au paragraphe 20 déterminera le statut des personnes touchées.

Le tableau suivant présente de manière détaillée les catégories de personnes affectées par le projet.

Tableau 3 : Catégories de PAP affectées par le projet

N°	Catégories de PAP	Effectifs de PAP impactées				Description des impacts
		Hommes	Femmes	Absents	Total	
1. Personnes affectées par la perte de terrains et/ou d’infrastructures à usage d’habitation						
1.1.	Propriétaires de lots urbains non bâtis	127	17	1	145	Perte de lots urbains non mis en valeur
1.2.	Chefs de ménage Propriétaires de bâtis non résident	27	0	0	27	Perte de lots, de bâtis et de revenu locatif
1.3.	Chefs de ménage Propriétaire de bâtis résidents	49	6	1	56	Perte de lots, de bâtis et logement
1.4.	Chefs de ménage Locataires de bâtis	32	17	0	49	Perte de logement
Sous Total Ménages		235	40	2	277	
2.Personnes affectées par la perte d’infrastructures à usage commercial et artisanal						
2.1.	Gérant d’activités commerciales propriétaires de bâtiments	15	6	02	23	Perte de bâtis et de lieu d’activités Perte de revenus commerciaux et artisanaux
2.2.	Gérant d’activités commerciales locataire de bâtis	01	00	0	01	Perte de lieux d’activité, perte de revenus commerciaux et artisanaux

N°	Catégories de PAP	Effectifs de PAP impactées				Description des impacts
		Hommes	Femmes	Absents	Total	
2.3.	Gérant d'activités commerciales propriétaires de Bâts déplaçables	4	2	0	06	Perte de revenus commerciaux et artisanaux
Sous Total Commercial et artisanal		20	8	2	30	
3. Exploitants agricoles propriétaires d'activités maraîchères et d'arbres fruitiers						
3.1	Exploitants agricoles propriétaires d'activités maraîchères	51	984	0	1035	Perte de culture et de revenus
3.2	Exploitants agricoles propriétaires d'arbres fruitiers	0	0	0	0	Perte de 77 pieds de manguiers
3.3	Propriétaires des sites de réinstallation	3	0	0	3	Perte de terres et revenus
3.4	Exploitants agricoles des sites de réinstallation	14	0	0	14	Perte de parcelles agricoles
Sous-total activités agricoles et arbres fruitiers		51	984	0	1035	
Total		323	1032	04	1359	

NB : Les sites identifiés pour accueillir 1,25 ha d'étang piscicole et 13 ha de périmètre hydro-agriculture ne sont pas disponibles.

Il est important de souligner que des arbres fruitiers (77 arbres fruitiers) ont été identifiés dans l'emprise du projet, sans qu'aucun propriétaire n'ait pu être formellement identifié. Par conséquent, le projet attribuera ces arbres fruitiers à la communauté, et le montant correspondant à leur évaluation sera conservé sous scellé en attendant de clarifier l'identité du propriétaire.

À ces PAP s'ajoutent deux autres catégories de personnes qui pourraient subir une restriction d'accès aux ressources du barrage, qui sont les pêcheurs (59 personnes) et les éleveurs locaux et transhumants. Des mesures d'atténuation sont prévues à leur profit dans le PAR.

Impacts du projet

Activités sources d'impacts

- la création de piste de servitude de la retenue sur un linéaire de 3800 ml et les travaux de dragage de la cuvette (613 513 m3 de sédiments);
- Ces activités du projet entraîneront :
- la perte de plusieurs hectares de terre de cultures et des lots urbains ;
- La destruction de 323 bâts servant d'habitation et de sièges d'activités commerciales et artisanales ;

- La destruction et la perte définitive de 29,1857 hectares de cultures maraîchères appartenant à 1035 exploitants et activités commerciales et artisanales ;
- La perte de logement et le déplacement pour 156 ménages propriétaires et locataires de bâtis
- risques de conflits entre les populations riveraines et le Projet en cas d'exclusion de ces dernières dans l'accès aux opportunités offertes par le Projet (emplois, services divers) ;
- risques de Violences Basées sur le Genre/Exploitations et Abus Sexuels/Harcèlement sexuel (VBG/EAS/HS) et de Violences contre les Enfants (VCE) ;
- risques de propagation des Infections sexuellement transmissibles, du VIH/SIDA, des grossesses non désirées ;
- nuisances sonores liées au déroulement des travaux divers ;
- risque de profanation de biens sacrés : au cours des entretiens avec les chefferies de Mongaha et de Cocody Barrage, il a été signalé, la présence de biens sacrés à proximité du site du barrage. Il s'agit du site d'adoration du génie protecteur de la rivière sur laquelle le barrage est construit. Pendant les travaux, ces biens pourraient être exposés aux risques de profanation.

Pour ces sites, des rituels seront faits par les autorités coutumières pour procéder à leur déplacement hors de l'emprise des travaux. Les exigences liées à ces rites sont consignées dans un procès-verbal de la rencontre tenue entre le consultant, l'équipe du projet et les autorités coutumières du village de Korhogo en date du 17 avril 2024. Il s'agit de patrimoines culturels déplaçables selon les autorités coutumières consultées.

A l'entame des travaux, l'entreprise devrait s'assurer auprès du garant des sites sacrés que les rituels ont été faits avant le démarrage effectif des travaux de génie civil

En ce qui concerne les pêcheurs, des mesures de gestion ont été définies dans le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) et seront prises en compte dans les PGES-Chantier des entreprises qui seront retenues pour les travaux. En effet, pendant les travaux, les pêcheurs continueront leur activité dans la mesure où la pêche ne sera pas interdite sur le lac du barrage. Des dispositions sont prévues dans l'exécution des travaux de réhabilitation pour maintenir cette activité. Aucune perte de revenu liée à cette activité n'est à envisager.

2.3.1.2.Périmètre de protection et les impacts du projet

Pour réduire voire éliminer les sources de pollution du barrage, trois périmètres de protection ont été envisagés dans le cadre de cette étude. Ces différents périmètres de protection sont rappelés comme suit :

- Zone de servitude (PHE+25) : c'est un périmètre de 25 m autour du barrage à partir du niveau des plus Hautes Eaux ;
- Périmètre de protection immédiat (PPI) : ce périmètre correspond à un rayon de 300 m autour du barrage ;
- Périmètre de protection rapproché (PPR) : il correspond à 1000 m de rayon autour du plan d'eau.

Dans ces périmètres, des activités ou installations humaines devront être interdites ou déplacées en vue d'assurer la protection des ressources en eau et de l'ouvrage hydraulique. Au regard de la densité de l'occupation humaine autour du barrage à réhabiliter et à protéger, les périmètres de protection retenus ont fait l'objet d'analyse pour retenir celui qui est susceptible d'entraîner le moins d'impacts possibles. Sur cette base, il a été retenu le périmètre de protection qui prend en compte 25 m autour du barrage. C'est-à-dire la zone de servitude réglementaire définie par le Décret du 29 septembre 1928, portant réglementation du domaine d'utilité publique et servitudes publiques (modifié par décrets du 7 septembre 1935 et du 3 juin 1952) Le décret N°2021-679 du 03 novembre 2021, portant réglementation des servitudes des ouvrages d'eau potable d'assainissement et de drainage de réseaux électriques de gazoducs et d'oléoducs.

Ce choix a permis de réduire les impacts à 1035 exploitants de maraîchers et 132 ménages, 66 propriétaires de terrains nus, 30 activités commerciales et artisanales, au lieu de 1620 ménages pour le périmètre de protection de 300 m et 5400 ménages pour le périmètre de protection de 1000 m autour du barrage.

Outre ce qui précède, les éleveurs locaux et transhumants perdront définitivement l'accès au barrage, consécutivement à la mesure d'interdiction des troupeaux.

III – CADRE LEGISLATIF DE LA REINSTALLATION

3.1. Politique et régulation nationale

En Côte d'Ivoire, la réinstallation involontaire est régie par un cadre juridique purement national ainsi que des conventions internationales en matière de protection sociale et environnementale ratifiées par le pays. Dans le cadre de la présente étude, les textes ci-après tirés du CPR restent applicables. Ce sont :

Lois

- Loi n° 2016-886 du 8 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire.
- Loi n°98-750 du 23 décembre 1998 relative au Domaine Foncier Rural, modifiée en son article 26 par la loi 2004-412 du 14 août 2004, qui reconnaît les droits de propriété acquis avant le 23 décembre 1998 par des étrangers ou des personnes morales.
- Loi n°2013-655 du 13 septembre 2013 modifiant l'article 6 de la loi 98-750 du 23 décembre 1998, en prolongeant la période de délivrance des certificats fonciers jusqu'en 2023 et en portant à 5 ans le délai prévu pour la consolidation des droits des concessionnaires.
- Loi n° 2019-868 du 14 octobre 2019 modifiant la loi n°98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural, telle que modifiée par les lois n°2004-412 du 14 août 2004 et n°2013-655 du 13 septembre 2013. (1) version du Secrétariat Général du Gouvernement ou (2) version publiée au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire.
- Loi 2020-624 du 14 août 2020 instituant le Code de l'Urbanisme et du Domaine foncier urbain.
- Loi n° 96-766 du 3 octobre 1996 portant Code de l'environnement.

Décrets

- Décret n° 96-894 du 08 novembre 1996 déterminant les règles et procédures applicables aux études relatives à l'impact environnemental des projets de développement
- Décret n°2016-788 du 12 octobre 2016 relatif aux modalités d'application de l'ordonnance n°2016-588 du 03 août 2016 portant titre d'occupation du domaine public
- Décret du 25 novembre 1930 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique

- Décret du 29 septembre 1928, portant réglementation du domaine d'utilité publique et servitudes publiques (modifié par décrets du 7 septembre 1935 et du 3 juin 1952)
- Décret n°2014-25 du 22 janvier 2014 modifiant le décret n°2013-224 du 22 mars 2013 portant réglementation de la purge des droits coutumiers sur le sol pour intérêt général
- Décret n° 95-817 du 29 septembre 1995 fixant les règles d'indemnisation pour destruction de cultures
- Décret n° 2013-224 du 22 mars 2013 portant réglementation de la purge de droits coutumiers sur le sol pour intérêt général

Arrêtés

- Arrêté interministériel n°28 MINAGRA/MEF du 12 mars 1996 portant fixation du barème d'indemnisation des cultures détruites.
- Arrêté interministériel n° 247IMINAGRIIMPMEFIMPMB du 17 juin 2014 portant fixation du barème d'indemnisation des cultures détruites.
- Arrêté interministériel n°453/MINADER/MIS/MIRAH/MEF/MCLU/MMG/MEER/MPEER/SEPMBPE du 01 août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural et abattage d'animaux d'élevage.

En Côte d'Ivoire, la propriété foncière est essentiellement régulée par **la Constitution, le Code foncier rural, et le Code foncier urbain.**² **La Constitution**, modifiée le 17 mars 2020, garantit le droit de propriété : « Nul ne doit être privé de sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique et sous la condition d'une juste et préalable indemnisation » (Art. 15). De plus, la Constitution dispose que le domicile est inviolable et que les atteintes ou restrictions ne peuvent y être apportées que par la loi (Art. 4). En ce qui concerne le domaine foncier, celui-ci fait l'objet d'une campagne d'immatriculation et de formalisation, dont les modalités diffèrent dans le cadre rural et urbain. Ces spécificités se répercutent dans la définition de la propriété et dans les procédures d'expropriation.

- Concernant le foncier rural : il est régulé par le Code foncier rural de 1998 modifié en 2004, qui a pour objectif de formaliser les droits fonciers coutumiers par l'immatriculation de ces terres au registre foncier suite à une procédure publique. Le Code foncier rural a été complété par une série de décrets adoptés en 1999 et 2000.³ En milieu rural, la propriété est établie par l'immatriculation de la terre au registre foncier et par le certificat foncier pour les terres du domaine coutumier (Art. 4). L'occupation sans titre n'est reconnue que dans le cadre de la procédure d'immatriculation des droits coutumiers en milieu rural, par la constatation de l'existence continue et paisible de ces droits (Art. 8).
- Concernant le foncier urbain, il est régulé par le Code de l'urbanisme et du foncier urbain (ci-après le Code foncier urbain), qui requiert de l'Etat et des collectivités territoriales qu'elles planifient, organisent et utilisent les sols pour assurer des conditions de vie et d'habitat durables avec des services publics adaptés (Art. 4). En zone urbaine, les droits coutumiers sont plus restreints car ils ne sont constitués que de droits d'usage et non pas de propriété, et ne peuvent être cédés (Art. 168). Les occupants sans titre de terrains bâtis et habités paisiblement depuis plus de 20 ans avaient la possibilité de solliciter leur régularisation jusqu'en 2022 (Art. 293). Enfin, l'occupation du domaine public à une fin contraire au schéma directeur d'urbanisme est illégale et les autorités peuvent ordonner le déguerpissement des parcelles occupées illégalement (Art. 18).

² Les régulations sur l'expropriation et sur la purge des droits fonciers est détaillée dans le paragraphe suivant.

³ Décret n°99-593 du 13 octobre 1999, Décret n°99-594 du 13 octobre 1999, Décret n°99-595 du 13 octobre 1999, et Arrêté n°085-MINAGRA du 15 juin 2000

On note que **le droit coutumier est pris en compte par le droit formel**, mais de manière limitée en milieu urbain. En milieu rural, les droits d'usages peuvent être détenus par un groupe de personnes qui peuvent voir ce droit reconnu collectivement (Art. 10).

En Côte d'Ivoire, les modalités d'acquisition foncière qui peuvent affecter la réalisation d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) sont scindées en 3 procédures distinctes : **l'expropriation en milieu rural, l'expropriation en milieu urbain et la purge des droits coutumiers**.

- En milieu rural, l'expropriation est régulée par le décret du 26 novembre 1930 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire en Afrique occidentale française, modifié par décret du 16 juin 1931 et décret du 20 décembre 1933. La procédure d'expropriation ne peut être prononcée qu'autant que l'utilité publique du projet a été déclarée et constatée selon le droit, c'est-à-dire par une déclaration d'utilité publique ou un acte qui autorise un projet (Art. 3). Par la suite, un acte de cessibilité identifiant les propriétés impactées est adopté (Art. 5) suite à la réalisation d'une enquête publique (Art. 6) et la description du projet doit être déposée à la mairie accueillant le projet pendant un mois afin que les personnes affectées puissent consulter la documentation du Projet et la commenter. Suite à la publication de l'acte de cessibilité, les propriétaires et autres intéressés (titulaires de droits réels, occupants et usagers notoires) disposent d'un délai de 2 mois pour se faire connaître à l'administration puis ils sont convoqués pour négocier le montant des indemnités proposées. En cas de désaccord, l'expropriation et le montant de l'indemnité sont ordonnés par le pouvoir judiciaire. L'expropriation prend fin avec la signature du procès-verbal ou le rendu de l'ordonnance d'expropriation et l'indemnité est versée immédiatement.
- En milieu urbain, l'expropriation pour cause d'utilité publique est fixée par le Code foncier urbain aux articles 238 à 271. Les étapes sont les mêmes, mais les biens impactés et leurs propriétaires sont identifiés par un arrêté des ministres en charges de l'exécution du projet et non un acte de cessibilité (Art. 245). Une autre différence est que l'indemnité doit être payée dans les 5 jours qui suivent la décision judiciaire, même si le transfert de propriété n'intervient qu'après paiement de l'indemnité.
- Concernant la purge des droits coutumiers : cette procédure est distincte de l'expropriation. Le foncier coutumier (individuel et collectif) reste régulé par le droit coutumier (Art. 2) et sa prise en compte est assurée par la procédure de purge des droits coutumiers régulée par le décret n°2013-224.4 Cette procédure uniquement administrative est menée par une Commission administrative nommé par le ministre de l'urbanisme et le ministre de l'économie et des finances. Cette Commission procède à une enquête contradictoire pour recenser les droits coutumiers et leurs détenteurs, propose une compensation et dresse un procès-verbal résumant ces éléments (Art. 11).

Le droit foncier fixe les principes de compensation et de réinstallation détaillés ci-après. Dans le cadre de l'expropriation en milieu rural, l'indemnité comprend le dommage actuel, certain et direct, et prend en compte la valeur du bien avant la date d'expropriation et les améliorations effectuées jusqu'à un an après l'arrêté de cessibilité (Art. 4 et 13). Dans le cadre de droits coutumiers, l'indemnité est définie en fonction de la valeur du bien et est partagée entre le propriétaire et l'usufruitier. En milieu urbain, le Code foncier urbain est plus précis en ce qu'il détaille que l'indemnité judiciaire doit couvrir l'intégralité du préjudice direct, matériel et les frais causés par l'expropriation (Art. 263), mais ces

dispositions se limitent aux indemnités versées dans le cadre de la phase judiciaire. La définition des indemnités déterminées lors de la phase administrative n'est pas précisée par le Code de l'urbanisme. De plus, le Code foncier urbain ne reconnaissant que des droits coutumiers d'usages et non de propriété, les barèmes pour la compensation des terres restent imprécis car les barèmes fixés pour la purge des droits coutumiers ne concernent que les droits liés à l'usage. On note que le droit national n'explique pas la méthodologie pour le calcul du montant de l'indemnisation.

En ce qui concerne la purge des droits coutumiers, le décret n°2013-224 du 22 mars 2013 établit une différence entre compensation et indemnisation. La compensation correspond à la perte de source de revenus qui peuvent être tirés du sol et qui peut se faire en nature (attribution à titre gratuit de lots de terrains équipés ou non), en numéraires, ou les deux. Les barèmes sont fixés au mètre carré en fonction du lieu de situation des biens : les terres situées dans les districts autonomes d'Abidjan et Yamoussoukro sont indemnisées à un taux plus élevé que dans les chefs-lieux de région, départements ou sous-préfectures. L'indemnisation est versée pour la destruction des cultures et impenses sur les terrains, dont la valeur est fixée par barème du ministère chargé de l'agriculture. On note que l'éligibilité aux indemnités est réservée aux occupants ayant un titre de propriété formel ou coutumier, ou aux personnes ayant acquis le bien par une occupation continue et paisible pendant plus de 20 ans. Les occupants sans titre formel du domaine privé de l'État et du domaine public non affecté n'ont, en l'état de la législation, aucun droit à compensation.

3.2 Politique de la Banque mondiale en matière de réinstallation involontaire

La Norme Environnementale et Sociale (NES) N° 5 de la Banque mondiale est la norme qui encadre le processus d'élaboration et de mise en œuvre des opérations de réinstallation involontaire.

La NES N° 5 reconnaît que l'acquisition de terres, les restrictions d'accès à leur utilisation, peuvent avoir des effets négatifs sur les populations riveraines et leurs biens. C'est pourquoi, la NES n°5 propose de concevoir les projets avec des options dont les impacts sont minimisés et favorise le développement de relations harmonieuses entre le projet et les populations riveraines, et promeut le développement durable des communautés touchées par le projet.

La NES n°5 vise donc à éviter la réinstallation involontaire ou du moins, à la minimiser en proposant des solutions de rechange lors de la conception du Projet, et à atténuer les effets sociaux et économiques négatifs de l'acquisition des terres ou des restrictions à l'utilisation des terres, à travers des mesures de compensations justes et équitables et des mesures d'accompagnement qui favorisent l'amélioration du niveau de vie des personnes touchées par le projet.

De façon détaillée, la NES 5 a pour objectifs de :

- Éviter la réinstallation involontaire ou, lorsqu'elle est inévitable, la minimiser en envisageant des solutions de rechange lors de la conception du projet.
- Éviter l'expulsion forcée.
- Atténuer les effets sociaux et économiques néfastes de l'acquisition de terres ou des restrictions à l'utilisation qui en est faite, grâce aux mesures ci-après : a) assurer une indemnisation rapide au coût de remplacement des personnes spoliées de leurs biens et b) aider les personnes déplacées à améliorer, ou au moins rétablir en termes réels, leurs moyens de subsistance et leur niveau de vie d'avant leur déplacement ou celui d'avant le démarrage de la mise en œuvre du projet, l'option la plus avantageuse étant à retenir.
- Améliorer les conditions de vie des personnes pauvres ou vulnérables qui sont déplacées physiquement en leur garantissant un logement adéquat, l'accès aux services et aux équipements, et le maintien dans les lieux.
- Concevoir et mettre en œuvre les activités de la réinstallation involontaire comme un programme de développement durable, en fournissant suffisamment de ressources d'investissement pour permettre aux personnes déplacées de tirer directement parti du projet, selon la nature de celui-ci.
- Veiller à ce que l'information soit bien disséminée, que de réelles consultations aient lieu, et que les personnes touchées participent de manière éclairée à la planification et la mise en œuvre des activités de réinstallation.

La NES 5 s'applique au déplacement physique et/ou économique permanent ou temporaire résultant des types suivants d'acquisition de terres ou de restrictions à l'utilisation qui en est faite lorsque cette acquisition est entreprise ou ces restrictions sont imposées dans le cadre de la mise en œuvre du projet :

- Droits fonciers ou droits d'usage des terres acquis ou restreints par expropriation ou par d'autres procédures obligatoires en vertu du droit national ;
- Droits fonciers ou droits d'usage de terres acquis ou restreints à la suite d'accords négociés avec les propriétaires fonciers ou les personnes disposant d'un droit légal sur ces terres, dans l'hypothèse où l'échec des négociations aurait abouti à une expropriation ou à toute autre procédure de ce type;
- Restrictions à l'utilisation de terres et limitations d'accès à des ressources naturelles qui empêchent une communauté ou certains groupes au sein de cette communauté d'exploiter des ressources situées dans des zones sur lesquelles ceux-ci ont des droits d'occupation ancestraux ou coutumiers ou des droits d'usage reconnus. Il peut s'agir de situations dans lesquelles des aires protégées, des forêts, des aires de biodiversité ou des zones tampons sont créées formellement dans le cadre du projet;
- Réinstallation de populations occupant ou utilisant des terres sans droits d'usage formels, traditionnels ou reconnus avant la date limite d'admissibilité du projet ;
- Déplacement de populations en raison du fait que leurs terres sont rendues inutilisables ou inaccessibles à cause du projet ;
- Restrictions à l'accès aux terres ou à l'utilisation d'autres ressources, notamment des biens collectifs et des ressources naturelles telles que les ressources marines et aquatiques, les produits forestiers ligneux et non ligneux, l'eau douce, les plantes médicinales, les zones de chasse, de cueillette, de pâturage et de culture ;
- Droits fonciers ou prétentions foncières ou ressources cédées par des individus ou des communautés sans avoir reçu paiement intégral d'une indemnisation ; et

Acquisition de terres ou restrictions à leurs utilisations observées avant le démarrage du projet, mais qui ont été entreprises ou engagées en prévision ou en préparation du projet.

3.3.Comparaison entre la législation nationale et la Norme Environnementale et Sociale N°5 (NES N°5) de la Banque Mondiale

Il ressort de la comparaison des deux normes, des points de convergence et des divergences.

✓ Conformités

Les conformités entre les dispositions juridiques nationales et les exigences de la NES N°5 de la Banque mondiale se présentent comme suit :

- la loi nationale sur l'expropriation pour cause d'utilité publique indique que l'indemnité d'expropriation doit, quelle qu'en soit la forme, compenser le préjudice subi par l'exproprié et que celle-ci doit être perçue avant l'expropriation ;
- l'indemnité d'expropriation peut prendre la forme d'une compensation pécuniaire ou d'un échange de terrain assorti d'une indemnité destinée à couvrir les frais de réinstallation. Cependant, selon les directives de la Banque mondiale, la compensation en numéraire est la dernière option quand celle-ci se présente être l'ultime recours.
- l'exproprié peut saisir le tribunal compétent en cas de désaccord sur les modalités de la compensation.
- les deux législations consacrent la consultation et la participation du public et des PAP.

✓ Divergences

Les points de divergences les plus significatifs portent sur les points suivants :

- Les occupants informels ou illégaux ne sont pas reconnus comme éligibles à l'indemnisation par la loi ivoirienne, contrairement aux principes de la Banque mondiale pour lesquels toutes les personnes affectées par le projet doivent être prises en compte dans le cadre de la réinstallation, y compris les occupants illégaux ;
- La compensation communautaire : la loi ivoirienne ne prévoit pas de dispositions particulières pour les communautés qui perdent de façon définitive leurs terres et/ou l'accès à des biens, contrairement aux principes de la Banque mondiale qui recommande que des compensations communautaires en cas de perte de biens appartenant à la communauté ;
- les modalités et le contenu de la consultation publique avec les personnes affectées par le projet. En effet, la loi ivoirienne évoque la participation publique sans définir les modalités ni le contenu détaillé de cette participation publique ;
- l'assistance particulière aux groupes vulnérables : contrairement à la NES N°5 de la Banque mondiale qui suggère d'accorder une assistance spéciale ou une attention particulière aux besoins spécifiques des personnes vulnérables au sein des populations déplacées, de telles dispositions ne sont pas prévues spécifiquement dans la législation ivoirienne.

Ainsi, dans le cadre du présent PAR, les dispositions nationales seront complétées par les recommandations/lignes directrices de la NES N°5 de la Banque.

À cet effet, le tableau ci-après donne la matrice de convergence et divergence, et l'applicabilité des politiques, et proposition de la procédure harmonisée à appliquer dans le cadre du projet.

Tableau 4 : Analyse des écarts entre le cadre juridique national et la NES N°5

Thème	Législation nationale	NES 5	Analyse des écarts
Objectifs			
Objectifs	Les dispositions relatives aux études d'impact environnemental et social se réfèrent à la nécessité d'adopter des mesures correctives pour prévenir, supprimer, réduire et éventuellement compenser les impacts environnementaux et sociaux du projet.	La NES5 est construite sur le principe de l'application de la hiérarchie d'atténuation dans l'ensemble du CES de la Banque mondiale. Ces principes incluent plusieurs aspects : anticiper et éviter les risques et les effets ; minimiser ou réduire les risques et les effets à des niveaux acceptables ; atténuer les risques et les effets une fois qu'ils ont été minimisés ou réduits ; compenser ou neutraliser les effets résiduels importants lorsque cela est techniquement et financièrement faisable. Ces principes sont imbriqués dans les objectifs des normes (Introduction, Objectifs)	<p>Aucun écart</p> <p>Application du droit ivoirien.</p> <p>Le Projet appliquera la hiérarchie d'atténuation de façon systématique, y compris en ce qui concerne l'éventuelle réinstallation de personnes engendrées par le Projet.</p>
Champ d'application			

Thème	Législation nationale	NES 5	Analyse des écarts
Champ d'application	Le droit ivoirien relatif à la purge des droits coutumiers prend en compte les limitations des droits d'usages résultant notamment du droit coutumier.	L'applicabilité de la NES 5 est déterminée durant l'étude d'impact environnemental et social (§3). La NES 5 s'applique aux projets impliquant l'acquisition foncière, la restriction des accès ou droits d'usages, la réinstallation de population, et ce lorsque ces activités ont été entreprises en préparation ou anticipation du Projet. Les exigences de la NES s'appliquent au Projet ainsi qu'aux infrastructures auxiliaires (§4)	Aucun écart Application du droit ivoirien. Le Projet prendra en compte dans les impacts sociaux les pertes de droits d'usage ou les restrictions d'accès comme une forme de déplacement physique ou économique et appliquera les mesures d'atténuation nécessaires.
Exigences générales			
Critères d'éligibilité	Le Code foncier urbain et le décret sur l'expropriation pour cause d'utilité publique garantissent le droit de propriété des biens immatriculés au cadastre et des détenteurs de droits réels sur ces biens. De plus, le droit foncier ivoirien reconnaît les détenteurs de droit coutumier, mais exclut le droit de propriété coutumier sur le sol en milieu urbain. Enfin, on note que le code foncier urbain considère comme illégale	Selon la NES 5, les personnes considérées comme des personnes impactées sont celles qui : a) ont des droits légaux formels sur les terres ou biens visés ; b) n'ont pas de droits légaux formels sur les terres ou les biens visés, mais ont des revendications sur ces terres ou ces biens qui sont ou pourraient être reconnus en vertu du droit national ; ou c) n'ont aucun droit légal ni de revendications légitimes sur	Ecart modéré Application concomitante du droit ivoirien et de la NES 5. Le Projet considérera comme éligibles les titulaires de droits formels et les occupants du domaine foncier national qui justifient d'une occupation continue, paisible et conforme aux usages locaux. Les critères d'éligibilité (individus, communauté, lignage, ménage) tiendront compte de l'ensemble des usages d'un

Thème	Législation nationale	NES 5	Analyse des écarts
	<p>toute occupation de parcelle ou toute opération d'urbanisme contraires aux prescriptions d'urbanisme, et autorise le ministre chargé de l'urbanisme d'ordonner le déguerpissement des occupants ou la démolition des bâtis. Ainsi, il résulte de ces dispositions que les détenteurs de titres de propriété coutumiers dans un milieu urbain ou en littoral et les occupants sans titre formel du domaine public affecté sont susceptibles d'être expropriés sans être éligibles à une compensation.</p> <p>Concernant le droit foncier coutumier en Côte d'Ivoire, celui-ci comprend principalement 3 faisceaux de droits : un droit de propriété, qui appartient à un groupe de personne (communauté, lignage, famille) et est lié à la fonction de chef de terre et qui résulte du principe de l'occupation première ; un droit d'administration, qui est délégué par le chef de terre à un tiers et à qui il est confié une gestion du patrimoine foncier, ce qui inclut l'habilité de céder des portions de terres en usufruit ; et des</p>	<p>les terres ou les biens qu'elles occupent ou qu'elles utilisent. (§10)</p>	<p>terrain impacté. D'autre part, les personnes qui occupent le domaine urbain à titre coutumier ou le domaine public affecté sans titre seront également éligibles à des appuis spécifiques déterminés selon les orientations définies dans les lignes de ce tableau. La matrice d'éligibilité devra tenir compte des différents domaines occupés (urbain ou rural) et des droits coutumiers détenus pour déterminer les appuis appropriés.</p>

Thème	Législation nationale	NES 5	Analyse des écarts
	droits d'usage tel que l'extraction, le prélèvement, et l'exploitation du sol et des ressources naturelles.		
Conception des projets	Le droit ivoirien reconnaît le caractère fondamental du droit de propriété et précise que l'expropriation ne peut être faite que dans l'intérêt public et que tout doit être fait pour éviter l'expropriation.	Le Promoteur démontrera que la réinstallation involontaire ne peut être évitée. Cependant, si elle ne peut pas être évitée, elle sera minimisée et des mesures appropriées seront préparées et mises en œuvre pour atténuer les effets néfastes du projet sur les personnes déplacées (§11)	Aucun écart Application du droit ivoirien. Le Projet sera développé de manière à limiter la réinstallation involontaire des communautés situées sur le site du Projet.
Attention portée aux groupes vulnérables	Le droit ivoirien ne prévoit pas d'appuis spécifiques pour les personnes vulnérables qui seraient expropriées ou déplacées par un projet, ou dont les droits coutumiers seraient purgés. Concernant la vulnérabilité dans le cadre de l'expropriation et de la réinstallation, les femmes ont, en raison des normes coutumières, un accès limité au foncier et une autonomie économique limitée au sein des ménages. Cela crée un risque que celles-ci ne bénéficient pas des compensations	Le Promoteur prendra en compte les besoins des personnes vulnérables en leur apportant un appui spécifique (§11). Dans le cadre des Projets, la vulnérabilité est définie comme la condition d'un groupe d'individus qui n'ont pas les capacités de résilience face aux changements engendrés par un déplacement. Ces individus (et leur ménage) ont donc des difficultés à faire face aux impacts négatifs ou des difficultés à saisir les opportunités et	Ecart élevé Application de la NES 5. Le Projet identifiera, sur la base d'une combinaison de critères socioéconomiques, les ménages affectés vulnérables qui auront besoin d'un appui spécifique dans la réinstallation et la restauration des moyens de subsistance. Le Projet portera une attention particulière au fait que les femmes perçoivent les compensations et bénéficient des activités de restauration des moyens de subsistances basées sur la terre.

Thème	Législation nationale	NES 5	Analyse des écarts
	quand bien même elles usent les terres pour le maraîchage.	maximiser les impacts positifs d'un projet.	
Indemnisation et opportunités pour les personnes touchées			
Valeur des indemnisations	<p>En ce qui concerne les structures, selon le droit de l'expropriation, l'indemnité doit couvrir l'intégralité du préjudice direct, matériel et les frais causés par l'expropriation, à la valeur du bien au jour de l'expropriation. Ces dispositions incluent, en principe, les frais de déménagement et les coûts de transaction. Si l'expropriation aboutit à une phase judiciaire, la valeur de la compensation est évaluée lors d'une expertise par 3 experts agréés désignés par le juge.</p> <p>En ce qui concerne la compensation des terres en milieu urbain et rural, le droit de l'expropriation ne précise pas la méthode de calcul des biens impactés, se contentant de disposer que la valeur des compensations est fixée d'après la consistance des biens à la date de l'ordonnance, en tenant compte de leur valeur à cette date et des plus-values ou moins-values éventuelles. Si l'expropriation aboutit à une phase</p>	<p>Lorsque l'acquisition de terres ou les restrictions à leur utilisation ne peuvent être évitées, l'Emprunteur offrira aux personnes touchées une indemnisation au coût de remplacement, ainsi que d'autres aides nécessaires pour leur permettre d'améliorer ou, au moins, de rétablir leurs niveaux de vie ou moyens de subsistance (§12). Les modalités d'indemnisation et de restauration des conditions d'existence sont détaillées pour les déplacements physiques et économiques plus bas dans ce tableau.</p>	<p>Ecart modéré</p> <p>Application concomitante du droit ivoirien et de la NES 5. En ce qui concerne le foncier, la formule générale employée par le Code foncier ne permet pas de déduire que l'indemnité est calculée au coût de remplacement à la valeur du marché. D'autre part, les décrets fixant les barèmes de compensation pour les droits fonciers ne précisent pas les modalités de calcul des barèmes et ceux-ci ne reflètent pas la valeur du marché compte tenu de leur ancienneté. Ainsi, le PAR déterminera les compensations sur la base de la valeur du bien au prix du marché et les frais nécessaires pour son remplacement, ainsi que les frais de réaménagements ou de réinstallation des équipements occasionnés.</p>

Thème	Législation nationale	NES 5	Analyse des écarts
	<p>judiciaire, la valeur de la compensation est évaluée lors d'une expertise par 3 experts agréés désignés par le juge.</p> <p>En ce qui concerne le foncier coutumier, la valeur de la compensation pour la perte des droits d'usages se fait en nature ou en numéraire. Les barèmes sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • District autonome d'Abidjan : 2000 FCFA/m² ; • District autonome de Yamoussoukro : 1500 FCFA /m² ; • Chef-lieu de région : 1000 FCFA/m² ; • Département : 700 FCFA/m² ; • Sous-préfecture : 600 FCFA/m². <p>Les décrets ne précisent pas les méthodes pour établir ces barèmes et ceux-ci ne peuvent pas suivre la valeur du marché compte tenu de leur ancienneté.</p> <p>Pour la compensation des cultures, le droit national prévoit une évaluation basée sur différentes formules :</p> <p>Pour les cultures maraichères :</p> <p>Formule de calcul des montants de l'indemnisation :</p>		

Thème	Législation nationale	NES 5	Analyse des écarts
	<p> $M = (1 + \mu) \times S \times R \times P$, Avec : M= montant de l'indemnité (FCFA) ; μ= Coefficient de majoration de 10% correspondant au préjudice moral ; S= Surface détruite (ha) ; R= Rendement moyen(kg/ha) P= Prix en vigueur du kilogramme sur le marché au moment de la destruction. Pour la compensation des arbres fruitiers, notamment le manguier, la formule de compensation des pieds isolés se présente comme suit : Plantation en production Destruction pour cause d'utilité publique $M = S \times [(C_m + C_e) + (P \times R_n)]$ M= montant de l'indemnisation (FCFA) Valeur d'un pied isolé = M/d C_m= Coût de mise en place de l'hectare (FCFA). S= Surface détruite (ha) ; P= Prix bord-champ du kilogramme sur le marché au moment de la destruction, R_n= Rendement à l'année de destruction (kg/ha); d= Densité scientifique optimale (nbre de plants/ha ; </p>		

Thème	Législation nationale	NES 5	Analyse des écarts
	CE= Coût d'entretien cumulé jusqu'à la production Pour le tableau 3, voici le complément apporté : Les prix utilisés pour l'évaluation des arbres fruitiers du présent PAR datent de la campagne de mangue 2023		
Occupations temporaires	Le droit ivoirien prévoit que des servitudes temporaires nécessaires à l'exécution de travaux, ouvrages ou aménagement du domaine public peuvent être créées. Dans le cadre urbain, les dispositions juridiques requièrent la remise en l'état des biens impactés sans mentionner de compensation. Dans le cadre rural, le décret régulant l'expropriation prévoit la possibilité d'une occupation temporaire. Cette occupation temporaire ne peut concerner les cours, vergers, jardins attenants aux habitations et entourés de clôtures. A la fin de l'occupation, les parties doivent s'entendre sur le montant de l'indemnité des dommages subis en	La NES s'applique aux acquisitions foncières temporaires ou permanentes (§12).	Ecart modéré Application concomitante du droit ivoirien et de la NES 5. Toute occupation temporaire du Projet entraînera l'indemnisation des propriétaires ou occupants dans les conditions prévues par la NES 5, notamment en milieu urbain où les conditions d'indemnisation pour occupation temporaires ne sont pas détaillées.

Thème	Législation nationale	NES 5	Analyse des écarts
	<p>tenant compte des dommages faits à la surface, de la valeur des matériaux extraits et de la plus-value résultant des travaux.</p> <p>En ce qui concerne la purge de droits coutumiers, le droit ivoirien ne fait aucune référence à une perte temporaire des droits. La purge est par essence définitive.</p>		
Publication des barèmes	Le droit national ne prévoit pas la publication des barèmes de compensation, mais uniquement la liste des biens visés par l'expropriation et ses propriétaires.	Les normes d'indemnisation par catégorie de terres et d'immobilisations seront publiées et appliquées de manière systématique et transparente (§13).	Ecart élevé Application de la NES 5. Le Projet publiera de manière transparente et accessible les modalités de calcul des compensations.
Modalités d'indemnisation	Le droit de l'expropriation ivoirien ne prévoit de compensation sous forme de remplacement.	Lorsque les personnes déplacées tirent leur subsistance de la terre, ou lorsque les terres sont en propriété collective, le Projet offrira aux personnes déplacées l'option d'acquérir des terres de remplacement (§14)	Ecart élevé Application de la NES 5. Le Projet tendra à favoriser les compensations sous forme de remplacement et un choix sera proposé aux personnes déplacées.
PAPs sans droits formels, coutumiers, ou	Dans la mesure où les occupants informels ne sont pas reconnus par le droit foncier, ceux-ci ne sont pas	Les personnes touchées sans droit formels ou reconnaissables ou sans revendications légitimes recevront une	Ecart élevé Application de la NES 5. Le Projet identifiera les occupants informels de terres

Thème	Législation nationale	NES 5	Analyse des écarts
sans revendication légitime	éligibles à une compensation ou un appui à la réinstallation.	aide à la réinstallation en lieu et place d'indemnisations pour les terres perdues (§14)	ou structures devant être libérées, et déterminera des compensations pour les structures et cultures impactées, ainsi que des appuis nécessaires à la réinstallation. L'expropriation de terres occupées à titre informel ne donnera pas lieu à indemnisation pour les terres.
Prise de possession des biens impactés	Selon le droit foncier et le décret sur l'expropriation, le paiement de l'indemnité doit intervenir le jour de la signature du procès-verbal d'expropriation ou le jour de l'adoption de l'ordonnance d'expropriation par le tribunal pour l'expropriation en milieu rural, et au plus tard 5 jours après ces événements en milieu urbain. Dans tous les cas, l'expropriation n'est effective qu'après versement de l'indemnité. En revanche, dans le cadre des purges de droit coutumier, le décret ne mentionne aucune condition quant au paiement de l'indemnité et à l'effectivité de la purge du droit coutumier, ce qui est susceptible d'aboutir à une	Le Promoteur ne prendra possession des biens impactés qu'une fois la réinstallation terminée et les compensations payées (§15).	Ecart modéré Application concomitante du droit ivoirien et de la NES 5. Le PAR et l'expropriation devront être complété avant le début des travaux.

Thème	Législation nationale	NES 5	Analyse des écarts
	expropriation sans compensation préalable.		
Mobilisation des communautés	Le droit foncier et le droit de l'expropriation ivoiriens précisent que l'expropriation ne peut avoir lieu qu'après une déclaration d'utilité publique, elle-même précédée d'une enquête publique. En ce qui concerne la purge du droit coutumier, les détenteurs sont identifiés suite à une enquête publique et contradictoire menée par la Commission administrative. Cependant, ces dispositions ne précisent pas les modalités de l'enquête publique : on ne sait pas qui est en charge de réaliser l'enquête précédant la DUP et quel doit être son contenu. Enfin, aucune mention n'est faite de la consultation des communautés qui accueilleront les personnes déplacées.	Le Promoteur consultera les communautés touchées par le projet, y compris les communautés d'accueil, au moyen du processus de mobilisation des parties prenantes décrit dans la NES 10. Les processus de décisions concernant la réinstallation et le rétablissement des moyens de subsistance incluront des options et des solutions de substitution que les personnes touchées pourront choisir (§17).	Ecart modéré Application concomitante du droit ivoirien et de la NES 5. Le Projet assurera un engagement des parties prenantes conforme aux exigences de la NES 10. Cet engagement prendra en compte les besoins des personnes vulnérables et permettra de consulter les personnes impactées à chaque étape du développement du PAR, notamment : la planification de la réinstallation, le choix des lieux de réinstallation et des activités de restauration des moyens de subsistance, le suivi des activités de réinstallation.
Gestion des plaintes	Le droit ivoirien ne prévoit pas de mécanisme de gestion des plaintes en dehors des recours juridiques et	Le Projet doit inclure un mécanisme de gestion des plaintes permettant de	Ecart élevé

Thème	Législation nationale	NES 5	Analyse des écarts
	administratifs. La réglementation relative à la purge du droit coutumier ne se réfère à aucune possibilité de contester la décision adoptée.	traiter des plaintes et doléances liées à la réinstallation ou à la restauration des moyens de subsistance (§19).	Application de la NES 5. Le Projet mettra en place un mécanisme de gestion des plaintes conforme aux exigences de la NES 10 : ce mécanisme devra être transparent, accessible, prédictible, et tiendra compte des facteurs de vulnérabilités. De plus, le mécanisme n'exclura pas le recours aux moyens judiciaires.
Planification et mise en œuvre			
Recensement des occupants selon leur statut juridique et identification des biens et droits	Le droit ivoirien prévoit le recensement des biens impactés, leurs propriétaires et des ayants-droits. En ce qui concerne la purge des droits coutumiers, le droit prévoit l'identification des différents détenteurs de droits d'usage. En revanche, le droit ivoirien ne requiert pas de décrire les conditions socioéconomiques et démographiques de la zone impactée par le projet.	<p>La NES 5 exige le recensement des personnes impactées et la réalisation d'une étude socioéconomique de la population déplacée (§20).</p> <p>Le PAR déterminera les critères d'éligibilité à une compensation et toute autre forme d'aide à la réinstallation ainsi que les caractéristiques essentielles des ménages déplacés et la prise en compte des revendications des communautés ou personnes qui, pour des raisons légitimes, peuvent être</p>	Ecart modéré Application concomitante du droit ivoirien et de la NES 5. Le Projet effectuera un recensement des personnes affectées par le Projet lors de la préparation de l'expropriation. De plus, le Projet développera un PAR qui identifie les personnes déplacées et définit leur situation socioéconomique.

Thème	Législation nationale	NES 5	Analyse des écarts
		absents de la zone du projet pendant la période du recensement (§20).	
Date limite d'admissibilité (date butoir)	<p>Le droit de l'expropriation en milieu rural et urbain prévoit le recensement et l'identification des personnes affectées et que les détenteurs de droits réels ont un délai de 2 mois suivant la notification du décret de déclaration d'utilité publique ou de l'acte de cessibilité pour se faire connaître, sans quoi ils seront déchus de leurs droits. Dans le cadre rural, aucune amélioration ou construction sur un terrain visé par un acte de cessibilité ne peut être faite à compter d'un an après l'adoption de l'acte de cessibilité. Dans le cadre urbain, aucune amélioration ne peut être effectuée après l'adoption de la DUP. Cependant, le droit ivoirien ne précise pas que cette date est communiquée à la population concernée.</p> <p>Enfin, concernant la purge de droits coutumiers, aucune date ne fait office de date butoir.</p>	<p>Le Promoteur fixera une date limite d'admissibilité. L'information concernant cette date butoir sera suffisamment détaillée et diffusée dans toute la zone du projet à des intervalles réguliers, sur des supports appropriés (§20)</p>	<p>Ecart modéré</p> <p>Application concomitante du droit ivoirien et de la NES 5. Afin de combler cet écart, le Projet veillera à clairement communiquer la date butoir auprès de la population concernée, en indiquant que les améliorations sur les propriétés recensées effectuées après la date butoir ne seront pas prises en compte dans les inventaires. De plus, les personnes qui s'établiront sur le site du Projet après la date butoir ne seront pas éligibles à une compensation ou un appui.</p>

Thème	Législation nationale	NES 5	Analyse des écarts
Conception d'instruments pour gérer les déplacements	Le droit ivoirien ne prévoit pas la conception et le développement d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) en cas de déplacement lors de projets.	Pour remédier aux impacts identifiés dans l'étude d'impact en relation aux déplacements, le Projet établira un plan (plan d'action de réinstallation pour les déplacements physiques, ou plan de restauration des moyens de subsistance pour les déplacements économiques (§21)). Lorsque l'ampleur des déplacements n'est pas encore déterminée, le Projet établira un Cadre de Politique de Réinstallation qui définira les principes applicables aux déplacements (§25).	Ecart élevé Application de la NES 5. Le Projet développera un PAR pour planifier et gérer les personnes déplacées. Le PAR détaillera les activités nécessaires à une réinstallation conforme aux exigences de la NES 5.
Suivi et Évaluation	Le droit ivoirien ne requiert aucun mécanisme de suivi et évaluation des activités de réinstallation et d'expropriation.	Le Promoteur établira des procédures pour suivre et évaluer l'exécution du plan et prendra, au besoin, des mesures correctives pendant la mise en œuvre pour réaliser les objectifs de la NES 5 (§23). La mise en œuvre du PAR sera considérée comme terminée lorsque les effets négatifs de la réinstallation auront été gérés d'une manière conforme au plan et aux objectifs de la NES 5 (§24)	Ecart élevé Application de la NES 5. Le Projet mettra en œuvre un mécanisme et des activités de suivi et évaluation des déplacements qui auront été effectués dans le cadre du Projet.

Thème	Législation nationale	NES 5	Analyse des écarts
Déplacements			
Déplacement physique			
Modalités de compensations	Le droit de l'expropriation ivoirien ne prévoit de compensation sous forme de remplacement. En revanche, les dispositions relatives à la purge du droit coutumier prévoient que la compensation, qui correspond à la perte de la source de revenus, peut se faire en nature par l'attribution, à titre gratuit, de lots « de compensation » qui sont des terrains équipés ou non, en numéraire, ou les deux.	L'indemnisation en nature sera privilégiée à l'indemnisation monétaire, en donnant le choix aux personnes entre une réinstallation dans un autre lieu (§27). Dans le cas d'un déplacement physique, les structures seront compensées soit par un remplacement avec une structure de valeur équivalente, soit par une compensation financière au coût de remplacement (§28).	Ecart modéré Application concomitante du droit ivoirien et de le la NES 5. Le Projet tendra à favoriser les compensations sous forme de remplacement et un choix sera proposé aux personnes impactées.
Appui à la réinstallation et déménagement des PAPs	Le droit foncier ivoirien et la réglementation sur l'expropriation ne requièrent pas la mise en place d'activités visant à faciliter la réinstallation des personnes affectées par l'expropriation.	Le Projet offrira une aide à la réinstallation adaptée aux besoins de chaque groupe de personnes déplacées (§27). L'Emprunteur ne procédera pas à l'expulsion forcée des personnes touchées (§31).	Ecart élevé Application de la NES 5. Le Projet proposera des mesures visant à faciliter la réinstallation des personnes affectées. Ces activités peuvent notamment prendre la forme de la prise en charge du déménagement, l'appui à la recherche d'un logement ou d'un terrain, la prise en charge d'un loyer pendant 6 mois ainsi que la prise en charge d'une caution. Bien que le droit

Thème	Législation nationale	NES 5	Analyse des écarts
			ivoirien autorise les autorités à procéder au déguerpissement de populations occupant illégalement le foncier urbain, le Projet ne procédera pas à des expulsions forcées.
Déplacement économique			
Restauration des moyens de subsistance et réhabilitation économique	Le droit ivoirien ne se réfère pas à la restauration des moyens de subsistance pour les personnes dont l'activité économique a été perturbée par la réinstallation ou la perte de droits coutumiers	Dans le cas de projets ayant un impact sur les moyens de subsistance ou la création de revenus, le Projet mettra au point un plan contenant des mesures pour aider les personnes touchées à améliorer, ou tout au moins rétablir leurs revenus ou moyens de subsistance (§33).	<p>Ecart élevé</p> <p>Application de la NES 5. Le Projet mettra en œuvre un PRMS conformément aux exigences de la NES 5. Le PRMS pourra être organisé autour de 2 axes, à définir avec les populations impactées : l'intensification d'activités déjà pratiquées par les PAP, et l'introduction de nouvelles activités ou activités alternatives.</p> <p>Le PRMS identifiera les acteurs locaux capables d'assurer la mise en œuvre de projets individuels ou groupés de restauration des moyens de subsistance qui seront développés.</p>
Pertes de revenu temporaires ou définitives	Selon le Code foncier urbain et le droit de l'expropriation, l'indemnité doit couvrir l'intégralité du dommage direct, matériel et certain causé par	Les déplacés économiques sont ceux ayant essuyé des pertes d'actifs ou d'accès à des actifs. Ils seront indemnisés pour cette perte au coût de	<p>Aucun écart</p> <p>Application concomitante du droit ivoirien et de la NES 5. Le PRMS s'assurera</p>

Thème	Législation nationale	NES 5	Analyse des écarts
	l'expropriation, à la valeur du bien au jour de l'expropriation. Les détenteurs de droits réels doivent également être identifiés et indemnisés. La généralité de ces dispositions permet d'inclure les pertes des opérateurs économiques expropriés, y compris les employés d'opérateurs économiques affectés.	remplacement. Cela implique que les acteurs économiques impactés seront indemnisés pour le coût d'identification d'un autre emplacement viable, pour la perte de revenu net pendant la période de transition, pour le coût du déménagement et de la réinstallation de leurs locaux, de leurs machines ou de leurs autres équipements, et pour le rétablissement de leurs activités commerciales. Les employés de ces établissements impactés recevront une aide pour la perte temporaire de salaires et, s'il y a lieu, pour identifier d'autres possibilités d'emploi. Les opérateurs économiques impactés ayant des droits légitimes sur les biens impactés se verront offrir un bien d'une valeur équivalente ou une indemnité à la valeur de remplacement (§34).	d'inclure non seulement les opérateurs économiques propriétaires des structures expropriées, mais également les employés. L'indemnité proposée aux employés couvrira l'interruption d'activité et le PRMS pourra également proposer des activités d'appui de recherche d'emploi telles que des formations.
Collaboration avec les institutions nationales			
Collaboration avec les	Aucune disposition juridique national ne requiert de collaboration avec les départements ou institutions	Le Projet définira des modalités de collaboration entre l'agence ou l'entité chargée de la mise en œuvre du projet et	Ecart élevé

Thème	Législation nationale	NES 5	Analyse des écarts
institutions nationales	compétentes en termes de logement, d'agriculture, d'élevage ou d'entrepreneuriat.	toute autre agence publique ou autorité ou entité locale chargée d'un aspect quelconque de l'acquisition de terres, de la planification de la réinstallation ou de la mise à disposition de l'aide nécessaire. De plus, lorsque la capacité des autres agences concernées est limitée, le Projet appuiera activement la planification, la mise en œuvre et le suivi des activités de réinstallation. Si les procédures ou les normes des autres agences compétentes ne satisfont pas aux exigences de la présente NES, le Projet préparera des dispositions ou des mécanismes supplémentaires qui seront inclus dans le plan de réinstallation pour combler les lacunes identifiées.	Application de la NES 5. Le Projet assurera de mettre en place des initiatives pour favoriser l'interaction entre les différents services ayant des compétences pertinentes au Projet. Ces services appuieront les activités de réinstallation et de restauration des moyens de subsistance.

Source : rapport final du CPR du PASEA, août 2023

IV- ÉTUDE SOCIO-ÉCONOMIQUE

L'analyse du profil socio-économique des personnes affectées par le projet tiendra compte des différentes catégories de PAP identifiées sur le site du projet lors de l'enquête socio-économique (voir tableau 3). On distingue les gérants d'activités commerciales et artisanales, et les exploitants d'activités agricoles et maraîchères et les chefs de ménages. Par ailleurs, il faut préciser que dans le cadre de cette étude, l'on entend par chef de ménage, les propriétaires d'habitations résidents et non-résidents, et les locataires habitations.

4.1 Profil socio-économique des gérants d'activités commerciales et artisanales.

✓ Répartition des gérants d'activités commerciales et artisanales par sexe

Trente (30) gérants d'activités commerciales et artisanales ont été identifiés sur le site du projet. La répartition par sexe donne 20 hommes et 08 femmes et 02 absents, qui n'ont pas pu être retrouvés malgré les recherches effectuées. Toutefois, ces recherches se poursuivront au cours de la mise en œuvre du PAR. Mais, si ces PAP ne sont pas retrouvées au terme de la mise en œuvre, un fonds séquestre sera constitué pour la gestion de leurs indemnités.

Répartition des gérants d'activités selon l'âge

Les gérants d'activités commerciales et artisanales ont un âge compris entre 28 et 50 ans. Il ressort des investigations que les gérants d'activités sont relativement jeunes. La moyenne d'âge de ces gérants d'activité est de 42 ans. Cette moyenne montre que les gérants d'activités sont encore actifs pour poursuivre leurs activités.

✓ Répartition selon le niveau d'instruction

Les résultats de l'enquête socio-économique indiquent que les gérants d'activités commerciales et artisanales ont un niveau d'instruction bas.

16 personnes, soit 53,33% de ce groupe cible, ne savent ni lire ni écrire. Quatre (04) d'entre eux ont un niveau primaire, trois (03) ont un niveau secondaire et universitaire et cinq d'entre eux ont fait l'école coranique. Ce faible niveau d'alphabétisme est un indicateur pour le projet qui devrait savoir adapter ses messages et sa stratégie de communication.

✓ Disponibilité des documents d'identité

La possession des documents d'identité officiels est d'une importance capitale dans la mise en œuvre du PAR. Elle facilite le processus de paiement des compensations en espèces ou par chèque. Sur 30 PAP gérants d'activités commerciales et artisanales, 28 PAP ont été enquêtées et deux absents ont été constatés. Parmi les personnes enquêtées, seulement 07 d'entre elles disposent d'une pièce d'identité nationale (CNI). Le reste, soit 21 PAP gérants d'activités commerciales ou artisanales possède d'autres documents d'identité (attestation d'identité, extrait de naissance, permis de conduire). Ces personnes devront faire l'objet

d'accompagnement par l'ONG, pour l'obtention de pièces d'identité valables pour assurer les opérations d'indemnisation.

✓ *Répartition selon la charge familiale*

L'analyse de la situation des charges des gérants d'activités commerciales et artisanales montre que la taille moyenne d'un ménage est de neuf (09) personnes. Sept (07) PAP gérants d'activités commerciales ont une charge comprise entre 1 à 5 personnes, contre 6 à 10 personnes pour 10 PAP gérants d'activités commerciales et plus de 10 personnes dans les ménages de 11 PAP.

✓ *Niveau du revenu mensuel et vulnérabilité économique*

Dans l'ensemble, les gérants d'activités commerciales et artisanales ont un niveau de revenu compris entre 25000 FCFA et 500 000FCFA. Six (06) gérants d'activités commerciales et artisanales disposent d'un revenu inférieur ou égal à 100000 FCFA, soit 20% de l'effectif des gérants d'activités. En appliquant la charge moyenne de 9 personnes dans le ménage, ces gérants d'activités vivent en dessous du seuil de pauvreté qui est de 737 FCFA. Le revenu journalier par tête pour cette population est de 370 FCFA. Dès lors, 20% des gérants d'activités sont économiquement vulnérables.

Dix-neuf (19) gérants d'activités commerciales et artisanales ont un revenu par tête compris entre 740 FCFA et 1851 FCFA, soit 63,33% de l'effectif des gérants d'activités commerciales et artisanales vivent au-dessus du seuil de pauvreté. Les PAP absents et celles qui n'ont pas déclaré leur revenu représentent 16,67%.

Tableau 5 Niveau du revenu mensuel et vulnérabilité économique

Tranche de revenus en FCFA	Nombre	Revenu moyen par tête (FCFA)	%
≤100000	06	370	20
101000-200000	10	740	33,33
201000-300000	05	1111	16,67
301000-400000	03	1481	10
401000-500000	01	1851	3,33
ND	03	-	10
Absent	2	-	6,67
Total	30	NA	100

Source : étude socio-économique PAR barrage de Korhogo, Avril 2023

✓ *Gestion des ordures ménagères*

Les résultats de l'enquête auprès des gérants d'activités commerciales et artisanales montrent que 19 personnes sur 28 enquêtés jettent leurs ordures dans la nature. Cette situation justifie, en partie, la présence de déchets dans le lac du barrage.

✓ *Connaissance du projet*

Vingt-quatre (24) personnes sur vingt-cinq (28) enquêtés connaissent le projet, soit 85,71% de l'effectif des gérants d'activités commerciales et artisanales enquêtés. 16 personnes d'entre elles disent avoir été informées par les chefs des quartiers du projet et les autorités administratives. 8 d'entre elles ont été informées par l'équipe de projet et par la population.

✓ *Préférence pour la compensation*

52 % des gérants d'activités commerciales et artisanales enquêtés souhaitent une compensation en nature, 48 % en numéraire.

4.2 Profil socio-économique des chefs de ménage

L'analyse du profil socio-économique des ménages (propriétaires d'habitations résidents et non résidents, locataires d'habitations) a concerné un effectif de cent-trente-un (131) PAP chef de ménage propriétaires et ou locataires sur les cent trente-deux (132) personnes identifiées dans le cadre de cette étude.

La répartition des PAP chef de ménage selon le statut d'occupation du bâti donne 82 propriétaires de bâtiments d'habitation et 49 locataires. Un absent a été enregistré.

✓ *Répartition des PAP chef de ménage selon l'âge*

Les chefs des ménages affectés par le projet ont un âge compris entre 22 et 80 ans. La moyenne d'âge pour les chefs de ménage est de 50 ans.

✓ *Répartition des PAP chef de ménage selon le niveau d'instruction*

La grande majorité des chefs de ménage identifiés n'ont aucun niveau d'instruction. Ils représentent un effectif de 78 personnes, soit un taux de 59,54 %. Suivent ceux qui ont un niveau secondaire et ceux qui font l'école coranique. Ils sont respectivement au nombre de 19 et 18 personnes. Les chefs de ménage qui ont un niveau primaire sont au nombre de 11 personnes. Les moins nombreux sont ceux qui ont eu un niveau supérieur. Ils sont au nombre de 5 personnes. Il ressort de cette analyse que les PAP ont un faible niveau d'instruction. C'est un paramètre important à prendre en compte dans le processus d'engagement des PAP.

✓ *Disponibilité de documents d'identité*

Plusieurs documents d'identité sont en possession des PAP. Ces documents seront nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre du PAR, dans la mesure où, les PAP auront besoin de ces documents pour recevoir les compensations. La répartition par typologie de documents d'identité est présentée dans le tableau suivant :

Tableau 6 : Répartition des ménages selon le document d'identité disponible

Type de pièce d'identité	Effectif	%
CNI	49	37,40
Carte consulaire	4	3,05
Permis de conduire	5	3,81
Extrait d'acte de naissance	7	5,34
autres documents d'identité	66	50,38
Total	131	100

Source : étude socio-économique PAR barrage de Korhogo, Avril 2023

✓ *Répartition des PAP chef de ménage selon le nombre de personnes à charge*

Il ressort des résultats de l'enquête que les ménages disposent des charges. 59 chefs de ménages recensés ont en charge entre 0 et 5 personnes. 36 chefs de ménages ont en charge entre 6 et 10 personnes dans leurs ménages. 36 d'entre eux ont plus de 10 personnes en charge. Le nombre moyen par ménage est de 8,30.

✓ *Répartition des PAP chef de ménage selon la nationalité*

La grande majorité des chefs de ménages recensés sont de nationalité ivoirienne. Ils représentent un taux de 79,40 %, soit un nombre total de 104 personnes. 27 soit 20,61 % des ménages sont des ressortissants de la CEDEAO, soit 21 personnes.

✓ *Répartition des PAP chef de ménage selon le revenu mensuel*

Au total, 109 sur 131 ménages ont déclaré leur revenu mensuel. La répartition par tranches de revenu est présentée dans le tableau suivant :

Tableau 7 : Répartition des ménages selon le revenu mensuel

Tranche de revenus en FCFA	Nombre	%
Moins de 100000	49	37,40
101000 – 200000	21	16,03
201000-300000	23	17,60
301000-400000	3	2,29
401000-500000	4	3,05
501000-1000000	10	7,63
Plus de 1000000	4	3,05
ND	17	12,98
Total	131	100

Source : étude socio-économique PAR barrage de Korhogo, Avril 2023

Dans l'ensemble, les ménages recensés ont un niveau au-dessus du seuil de pauvreté. Le revenu moyen mensuel par PAP est de 267349 FCFA. Sur la base de ce niveau de revenu, le revenu par tête de chacun des membres des différents ménages recensés est de 1048 FCFA. Ce revenu est largement au-dessus du seuil de pauvreté au niveau national qui est de 737 FCFA. Dès lors, les ménages recensés ne sont pas économiquement vulnérables.

✓ *Répartition des PAP chef de ménage selon la connaissance du projet*

Quatre-vingt-dix-neuf (99) personnes sur cent trente et un (131) connaissent le projet, soit 75,57% de l'effectif des ménages. 24,42% de l'effectif, soit 32 personnes, ne connaissent pas le projet. Ce fort de personnes qui connaissent le projet est un indicateur de la bonne communication sur le projet.

✓ *Répartition des PAP chef de ménage selon le type de compensation souhaité*

119 PAP se sont prononcés sur le type de compensation souhaitée en cas de réinstallation. L'enquête révèle que 68 PAP souhaitent recevoir une compensation numéraire contre 51 PAP qui veulent une compensation en nature. Le tableau suivant donne plus de détails sur la question.

Tableau 8 : Répartition des PAP chef de ménage selon le type de compensation souhaité

Désignation	Nombre	%
Compensation en nature	51	38,93
Compensation en numéraire	68	51,91
ND	12	9,2
TOTAL	131	100,00

Source : étude socio-économique PAR barrage de Korhogo, Avril 2023

4.3 Profil socio-économique des exploitants agricoles

Au total, nous avons 1049 exploitants agricoles qui ont été identifiés dans les emprises du sous-projet. A savoir 1035 dans l'emprise des travaux de réhabilitation du barrage de Korhogo et 14 sur les sites de réinstallation de Gbolokaha et de Kassoumvogo. Cet effectif est largement dominé par les femmes. Cependant, il est important de signaler les 14 personnes identifiées sur les sites de réinstallation ne sont pas éligibles au Plan de restauration des moyens de subsistance en raison qu'elles disposent encore (en dehors du site mis à la disposition du projet) plusieurs superficie de terres susceptibles leur permettant de vivre convenablement sans le moindre risque de s'appauvrir.

✓ *Répartition des exploitant(e)s agricoles selon le sexe*

Comme indiqué ci-dessus, les femmes ont une forte représentativité dans l'effectif des exploitants. En effet, sur les 1049 personnes identifiées, seulement 65 sont des hommes, soit 4,92 % de l'effectif des exploitants agricoles, contre 984 femmes, soit 93,80%.

✓ *Répartition des exploitant(e)s agricoles selon l'âge*

Les exploitants agricoles ont un âge compris entre 19 et 86 ans. L'âge moyen des exploitants agricoles est de 43 ans. Cette moyenne est relativement jeune, montre que les exploitants agricoles sont encore actifs pour poursuivre leurs activités.

✓ *Répartition des exploitant(e)s agricoles selon le niveau d'instruction*

Les résultats de l'enquête socio-économique indiquent que la grande majorité des exploitants ne savent ni lire ni écrire et ne parlent pas le français pas aisément dans la langue officielle du pays. 759 personnes sont concernées par cette situation, soit un taux de 72,36% des enquêtés. Parmi les 759 personnes qui n'ont aucun niveau d'instruction, seulement 6 hommes sont concernés par la situation.

120 personnes ont un niveau d'éducation primaire, soit 11,44 % des personnes enquêtées. Celles qui ont un niveau secondaire sont au nombre de 75 personnes, soit 7,24 % de l'effectif des exploitants agricoles. 19 exploitants agricoles ont atteint le niveau supérieur. Ils représentent 1,83%. On compte parmi les exploitants agricoles des personnes qui font l'école coranique. Elles sont au nombre de 74 personnes et représentent un taux de 7,14%.

✓ *Répartition des exploitant(e)s agricoles selon la nationalité*

La grande majorité des exploitants agricoles est de nationalité ivoirienne. Sur un effectif de 1049 personnes, 1034 d'entre elles sont des Ivoiriens contre seulement 15 ressortissants de la CEDEAO.

✓ *Possession de documents d'identité par les exploitants(e)s agricoles*

Sur un effectif de 1049 personnes identifiées, 189 seulement disposent d'une carte nationale d'identité, soit, 18,02% de cet effectif. 860 personnes parmi elles disposent des documents d'identité autres que la CNI. Elles représentent un taux de 81,98%. Cette situation pourrait constituer une difficulté majeure pour la mise en œuvre du PAR, pour le paiement des compensations financières, dans la mesure où dans les établissements financiers, la priorité est donnée à la pièce d'identité nationale.

Tableau 9 : Répartition des exploitants agricoles selon le document d'identité disponible

Type de pièce d'identité	Effectif	%
CNI	189	18,02
autres documents d'identité	860	81,98
Total	1049	100

Source : études socio-économique PAR barrage de Korhogo, novembre 2024

✓ *Répartition des exploitant(e)s agricoles selon le statut matrimonial*

Le tableau ci-dessous présente la situation matrimoniale des exploitants agricoles. Les résultats de l'enquête révèlent que la grande majorité des exploitants agricoles sont mariés selon la coutume locale. Ils représentent un effectif de 856 personnes, soit un taux de 81,60%. 65 personnes sont célibataires et 22 personnes d'entre eux vivent en concubinage contre 8 personnes légalement mariées et 4 divorcés et 87 personnes (8,29%) sont veuves.

Tableau 10 : Répartition des exploitant(e)s agricoles selon le statut matrimonial

Désignation	Nombre	%
Célibataires	65	6,2
Concubinage	22	2,09
Mariage coutumier	856	81,60
Mariage légal	8	0,76
Divorcé	4	0,38
veufs(ves)	87	8,29
ND	7	0,66
Total	1049	100

Source : étude socio-économique PAR barrage de Korhogo, Avril 2023

✓ Répartition des exploitant(e)s agricoles selon la charge familiale

La charge familiale des exploitants agricoles représente une population de 8994 personnes, soit une moyenne de 8,57 personnes par exploitant. La population scolaire est de 3558 élèves, soit une charge scolaire moyenne de 3,39 élèves par exploitant agricole.

	Nombre	Nombre de personnes à charge	Population scolaire à charge
d'exploitants agricoles	1035	8994	3558
Charge familiale moyen	NA	8,57	3,39

Source : étude socio-économique PAR barrage de Korhogo, Avril 2023

✓ Répartition des PAP des exploitant(e)s agricoles selon l'activité principale

Selon l'enquête, 906 exploitants agricoles, soit (86.37,53%), exercent l'activité maraîchère comme activité principale contre 143 (13 ;63,47%) pour qui, l'activité maraîchère est une activité secondaire. Parmi les 906 exploitants agricoles qui ont l'activité maraîchère comme activité principale, seulement 87 personnes exercent des activités autres que le maraîcher.

✓ Répartition des exploitant(e)s agricoles selon le niveau de revenu

La grande majorité des exploitants agricoles ou maraîchères ont un niveau très bas. La répartition des PAP selon le niveau indique que 709 personnes gagnent moins de 100000 FCFA par mois. Soit, un taux de 67,58 % des exploitants agricoles ou maraîchères. Ils sont suivis de ceux qui gagnent entre 201000 FCFA et 300000 FCFA. Le revenu moyen mensuel des PAP agriculteurs est de 78 893 FCFA. Ce niveau de revenu rapporté au nombre de personnes dans le ménage (8,57) donne 305 FCFA, le revenu journalier par tête. Ce qui est largement en dessous du seuil de pauvreté. Dès que les ménages agricoles identifiés sont économiquement vulnérables. Cette situation concerne 709 personnes.

Tableau 11 : Répartition des exploitant(e)s agricoles selon le niveau de revenu

Tranche de revenus en FCFA	Nombre	%
Moins de 100000	709	67,58
101000 – 200000	219	20,88
201000-300000	54	5,15
301000-400000	11	1,05
401000-500000	12	1,14
501000-600000	8	0,76
Plus de 600000	2	0,19
ND	34	3,24
Total	1049	100

Source : étude socio-économique PAR barrage de Korhogo, Avril 2023

✓ *Participation des exploitant(e)s agricoles à la vie associative*

Il ressort des résultats de l'enquête que les exploitants agricoles ont une vie associative. Sur un effectif de 1049 PAP enquêtées, 789 PAP participent à des activités associatives, soit un taux de 75,21% de l'effectif des PAP.

✓ *Répartition des PAP des exploitant(e)s agricoles selon la connaissance du projet*

Sur la base des différentes consultations organisées dans le cadre du processus d'élaboration du PAR, il ressort que toutes les PAP ont à présent une bonne connaissance du projet.

✓ *Préférence des exploitant(e)s agricoles pour la compensation*

Au cours de l'enquête socio-économique des PAP ont souhaité recevoir une compensation financière. A cet effet, 1019 PAP se sont prononcés sur le type de compensation souhaitée. Parmi celles-ci, 662 PAP ont souhaité recevoir une compensation numéraire contre 357 PAP qui ont voulu une compensation en nature, comme l'indique le tableau ci-dessous. Mais, au regard de la dépendance quasi-totale de ces PAP vis-à-vis de l'activité agricole, l'option de leur réinstallation sur de nouveaux sites a été privilégié pour l'ensemble, afin de restaurer et d'améliorer leur niveau de subsistance.

Tableau 12 : Préférence *des exploitant(e)s agricoles* pour la compensation

Désignation	Nombre	%
Compensation en nature	357	34,13
Compensation en numéraire	662	63,10
ND	30	1,86
Total	1049	100

Source : étude socio-économique PAR barrage de Korhogo, Avril 2023

V – ANALYSE DE LA SITUATION DE VULNERABILITE

5.1 Définition des critères de vulnérabilité

Selon le Cadre Politique de la Réinstallation (CPR) et la Norme Environnementale et Sociale (NES) N°5 de la Banque mondiale, les groupes vulnérables sont des personnes qui, du fait de leur genre, de leur âge, de leur handicap physique ou mental, de leur désavantage économique ou de leur statut social, pourraient subir plus les effets négatifs du projet. Ces personnes ou groupes de personnes sont aussi plus susceptibles d'être exclus du processus général de consultation ou de ne pas pouvoir y participer pleinement, et peuvent avoir besoin d'une assistance particulière dans le cadre du processus de réinstallation.

Dans le cadre du présent PAR, les types de vulnérabilité suivants ont été identifiés :

✓ **5.1.1. Vulnérabilité économique et financière (faible niveau de revenu des PAP)**

L'enquête socio-économique a révélé qu'en raison de la faiblesse de leur revenu, certaines PAP vivent en dessous du seuil de pauvreté. Cette situation concerne treize (06) gérants d'activités commerciales ou artisanales ainsi que six cent quatre-vingt-quinze (695) exploitants agricoles recensés, soit un total de sept cent huit (701) PAP.

La situation de vulnérabilité de ces personnes risque de s'empirer avec le projet, si aucune mesure n'est prise pour atténuer ses effets négatifs.

Tableau 13 : Répartition des PAP vulnérables par catégorie

N°	Catégorie de PAP	Effectif
1	Gérants d'activités commerciales ou artisanale	06
2	Exploitants agricoles	695
	Total	701

- **5.1.2. Vulnérabilité consécutive à la perte entière de leurs moyens de subsistance**

Les exploitants agricoles au nombre de mille trente-cinq (1035) PAP installés autour du barrage tirent leurs ressources économiques et leurs moyens de subsistance des activités maraîchères. Cette situation constitue une source de vulnérabilité pour les producteurs agricoles, dans la mesure où ils perdent la totalité de leurs moyens de subsistance.

5.1.3. Vulnérabilité sociale et physique

La vulnérabilité sociale prend en compte le faible niveau d'éducation des PAP et l'exclusion des femmes des centres de décision du fait de leur statut de femmes et l'handicap physique.

5.2 .Résultat de l'analyse de la vulnérabilité

- **Niveau de revenu des PAP**

Le revenu moyen mensuel des PAP agriculteurs est de 78 893 FCFA. Ce niveau de revenu rapporté au nombre de personnes dans le ménage (8,57) donne 305 FCFA, le revenu journalier par tête. Ce qui est largement en dessous du seuil de pauvreté qui est de 737 FCFA. Dès lors, les ménages agricoles identifiés sont économiquement vulnérables. Des mesures économiques spécifiques sont nécessaires pour restaurer leurs moyens de subsistance.

▪ **Niveau d'instruction ou d'alphabétisation des PAP**

La majorité des PAP dans toutes les catégories analysées dans l'étude socio-économique est illettrée. Les taux présentés sont au-delà de 70% des effectifs. Cette situation empêche les PAP d'avoir une meilleure connaissance du processus de réinstallation. Du fait de leur faible niveau d'alphabétisation, elles sont souvent limitées dans leur participation aux processus de réinstallation.

Cette situation plonge la plus grande majorité des PAP dans une vulnérabilité sociale dans la mesure où, du fait de l'analphabétisme, les PAP ont du mal à comprendre véritablement le processus de réinstallation. C'est pourquoi, le projet devra mettre en place des mesures d'accompagnement pour ces PAP. Cet accompagnement consistera à les aider à maîtriser le processus de réinstallation. Il s'agira par exemple de les aider à obtenir des pièces d'identité pour faciliter les paiements

▪ **Vulnérabilité liée au genre**

Les femmes dans la zone du projet sont souvent victimes d'exclusion de la part des hommes du fait de leur statut de femme. En effet, les femmes participent rarement aux réunions avec les hommes. Cette situation peut entraver la pleine participation des femmes aux processus de consultation des parties prenantes.

VI- RÉINSTALLATION, INDEMNISATION ET ASSISTANCE

6.1 Rappel des Principes généraux

- L'acquisition forcée de terres ou les restrictions à leur utilisation se limitent aux besoins directs du projet et à des objectifs clairement définis dans un délai clairement déterminé. La conception du projet sera soigneusement étudiée tout en comparant les coûts et avantages environnementaux, sociaux et financiers, et en accordant une attention particulière aux effets de ces différentes variantes selon le genre et sur les couches pauvres et vulnérables.
- Toutes les personnes affectées doivent être indemnisées sans discrimination de nationalité, d'appartenance ethnique, culturelle ou sociale ou de genre, dans la mesure où ces facteurs n'accroissent pas la vulnérabilité des personnes affectées par le projet et donc ne

justifient pas des mesures d'appui bonifiées. Le processus d'indemnisation et de réinstallation sera équitable, transparent et respectueux des droits des personnes affectées par le projet.

- Les taux d'indemnisation, ainsi que d'autres aides nécessaires, seront au coût de remplacement sans dépréciation, avant leur déplacement effectif au moment de l'expropriation des terres et des biens qui s'y trouvent ou du démarrage des travaux du projet. Les taux d'indemnisation peuvent faire l'objet d'un ajustement à la hausse lorsque des stratégies de négociation sont employées. Dans tous les cas, une base claire pour le calcul de l'indemnisation sera inscrite dans des documents écrits, et le montant de l'indemnisation sera réparti selon des procédures transparentes.
- La priorité à l'attribution de terres de remplacement s'accorde aux ménages dont les moyens de subsistance dépendent de la terre, ou lorsque les terres sont en propriété collective. Les PAP seront offertes la possibilité de tirer du projet les avantages qui conviennent pour leur propre développement.
- L'acquisition de terres ou la restriction de l'utilisation des terres ne peut être mise en œuvre lorsque les indemnités (y compris, les indemnités de déplacement) auront été versées ; le cas échéant, les personnes déplacées auront été réinstallées ; et les programmes de rétablissement d'amélioration des moyens de subsistance démarreront dans les meilleurs délais. Les activités de réinstallation ne peuvent être conçues et exécutées avec succès sans être intégrées à un programme de développement local offrant suffisamment de ressources d'investissement pour que les personnes affectées par le projet aient l'opportunité d'en partager les bénéfices ;
- La consultation avec les communautés touchées par le projet, y compris les communautés d'accueil, sera réalisée pendant le processus de réinstallation. L'attention particulière s'accorde aux groupes vulnérables, aux femmes ou aux peuples autochtones requises par la NES7 pour faire valoir leurs points de vue et intérêts.
- Les PAP seront consultées et impliquées dans la prise de décision et auront accès aux informations pertinentes tout au long de la planification, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation du processus d'indemnisation, des activités de rétablissement des moyens de subsistance et du processus de réinstallation, et participeront véritablement à toutes ces activités.
- Le mécanisme de gestion des plaintes, est aligné sur le MGP global du PASEA qui est déjà fonctionnel et opérationnel pour permettre aux populations affectées par le projet et à toutes les parties prenantes de soumettre leurs plaintes et leurs préoccupations en lien avec la réinstallation. Ce mécanisme vise à garantir une réponse appropriée, rapide et efficace aux préoccupations soulevées.

6.2 . Critères d'éligibilité et droits

Les critères d'éligibilité et les droits de compensation sont analysés dans le cadre de la NES n°5 relative. Elle s'applique au déplacement physique et économique permanent ou temporaire résultant des types suivants d'acquisition de terres ou de restrictions à l'utilisation qui en est faite lorsque cette acquisition est entreprise ou ces restrictions sont imposées dans le cadre de

la mise en œuvre du projet. Selon la NES 5, peuvent être considérées comme des personnes touchées, les personnes qui :

- (a) ont des droits légaux formels sur les terres ou biens visés ;
- (b) n'ont pas de droits légaux formels sur les terres ou les biens visés, mais ont des revendications sur ces terres ou ces biens qui sont ou pourraient être reconnus en vertu du droit national⁵;
- Ou (c) n'ont aucun droit légal ni de revendications légitimes sur les terres ou les biens qu'elles occupent ou qu'elles utilisent.

Si les trois catégories ont tous droits à une forme d'assistance en vertu de la NES 5, la nature de cette assistance peut varier, comme le montrent clairement les paragraphes de la NES 5 qui suivent.

✓ **Catégorie a) :**

Les personnes qui ont des droits légaux formels sur les terres ou les biens visés sont celles qui, au regard du droit national, détiennent des documents formels prouvant leurs droits, ou sont spécialement reconnues comme ne devant justifier d'aucun document. Dans le cas le plus simple, une parcelle est enregistrée au nom d'une personne ou d'une communauté. Dans d'autres cas, des personnes peuvent avoir un bail, et par conséquent, des droits légaux sur des terres.

Dans le cadre du présent PAR, cette catégorie concerne les propriétaires de terrains urbains bâtis et non bâtis, les propriétaires de bâtiments identifiés dans le cadre du recensement des PAP. Ces personnes détiennent des titres de propriété sur les terres en leur possession. Sur la base de ces documents en leur possession, elles s'acquittent de leurs charges fiscales au titre de leurs propriétés. De ce fait, les propriétaires de terrains bâtis et non bâtis sont éligibles aux compensations prévues pour cette catégorie dans le présent PAR.

✓ **Catégorie b) :**

Les personnes qui n'ont pas de droits légaux formels sur les terres ou les biens visés, mais qui ont sur ces terres ou ces biens des revendications qui sont ou pourraient être reconnues en vertu du droit national, peuvent être classées dans un certain nombre de groupes. Elles exploitent peut-être ces terres depuis des générations sans document formel en vertu d'arrangements fonciers coutumiers ou traditionnels acceptés par la communauté et reconnus par le droit national. Ou encore, il ne leur a peut-être jamais été délivré de titre foncier, leurs documents sont probablement incomplets ou elles les ont sans doute perdus. Elles peuvent avoir une revendication de possession adversative si elles ont occupé les terres pendant une certaine période définie par le droit national, sans que le propriétaire formel ne conteste l'occupation. En pareil cas, le droit national prévoit souvent des procédures légales par lesquelles les revendications peuvent être reconnues.

⁵ Ces revendications peuvent résulter d'une possession de fait ou des régimes fonciers coutumiers ou traditionnels.

Dans cette catégorie, l'on classe les exploitants agricoles installés dans la zone de servitude du barrage depuis plusieurs décennies sans aucune autorisation formelle.

✓ **Catégorie c) :**

Les personnes touchées qui n'ont aucun droit légal ni revendication légitime sur les terres ou les biens visés qu'elles occupent ou qu'elles utilisent peuvent prétendre à une assistance en vertu de la NES 5. Elles peuvent être des exploitants saisonniers de ressources (bergers, herbagers, pêcheurs ou chasseurs), bien que ces derniers puissent tomber dans les catégories a) ou b) si leurs droits sont reconnus par la législation nationale. Elles peuvent également être des personnes qui occupent des terres en violation de lois applicables. Les personnes touchées appartenant à ces groupes ne peuvent pas prétendre à une indemnisation foncière, mais peuvent bénéficier d'une réinstallation et d'une assistance pour le rétablissement de leurs moyens d'existence, ainsi que d'une indemnisation pour la perte de leurs biens. On classe dans cette catégorie, les ménages locataires ainsi que les responsables d'activités commerciales et artisanales installés sur le domaine public.

Quelle que soit la catégorie, l'éligibilité aux diverses formes d'appui dans le cadre de la réinstallation devrait dépendre de la présence des différentes catégories sur les sites d'implantation des ouvrages avant la date butoir.

✓ **Ménages ou personnes vulnérables**

Les ménages ou personnes vulnérables sont issus des différentes catégories de PAP ci-dessus citées. Il s'agit de personnes dont la vulnérabilité risque de s'accroître du fait du processus de réinstallation dans le cadre des activités du projet. Ils risquent davantage de souffrir des impacts du projet et/ou sont plus limités que d'autres dans leur capacité à profiter des avantages d'un projet. Ces individus ou ces groupes de personnes sont aussi plus susceptibles d'être exclus du processus général de consultation ou de ne pouvoir y participer pleinement, et peuvent de ce fait avoir besoin de mesures et/ou d'une assistance particulière. À cet égard, il faudra tenir compte de considérations liées à l'âge, notamment des personnes âgées et des mineurs, y compris dans les cas où ceux-ci pourraient être séparés de leur famille, de leur communauté ou d'autres individus dont ils dépendent. Ces personnes bénéficieront d'une aide spécifique pour leur permettre d'atténuer les effets négatifs du projet sur elles.

6.3 Date butoir d'éligibilité

L'éligibilité des personnes à la compensation ou/et à l'assistance à la réinstallation a été fixée au 08 mai 2023, date d'achèvement du recensement des PAP. Cette date a fait l'objet de diffusion dans une radio de proximité. Elle a également fait l'objet d'affichage au niveau des chefferies des quartiers du projet d'une part, et d'autre part à la préfecture de région. Ci-dessous les différentes étapes du processus qui ont abouti à la fixation de la date butoir :

- recensement des PAP et inventaire des biens du 27 mars au 08 avril 2023 ;
- mesure des bâtiments en vue de leur évaluation du 10 au 15 avril 2023 ;

- identification et recensement des propriétaires de terrains nus du 17 au 24 avril 2023 ;
- phase de vérification des données collectées et recensement des absents du 25 avril au 02 mai 2023 ;
- 28 avril 2023, sensibilisation des PAP sur la date butoir ;
- permanence au niveau des chefferies pour recevoir les éventuels absents du 03 au 08 mai 2023 ;
- 08 mai 2023 : diffusion de l'information auprès des chefferies de quartier et de la préfecture de l'achèvement effectif du recensement des PAP. Toutefois, en cas de revendication ou réclamation liée au recensement, cela sera examinée et traitée par le mécanisme de gestion des plaintes lors de la mise en œuvre du PAR.
- 18 au 20 octobre 2024 : Sensibilisation et diffusion sur les sites de Gbolokaha, Kapa Kassounavogo sur la date butoir pour les personnes ayants leurs biens dans l'emprise des sites de réinstallation des PAP
- 28 octobre 2024 : date butoir pour les exploitants agricoles recensés sur les sites de réinstallation

Tout autre nouvel investissement qui intervient dans l'emprise du projet après l'adoption de la date butoir, telle que définie ci-dessus, ne pourra prétendre avoir droit à la compensation dans le cadre du présent PAR.

6.4 Matrice des droits aux indemnisations

Tableau 14 : Matrice des droits aux indemnisations

Types de perte	Usage du bien perdu	Catégorie de personnes éligibles	Compensation, mesures d'accompagnement possibles (notamment pour les personnes vulnérables) l'amélioration des moyens de subsistance
Perte de lots urbains	Terrains urbains bâtis ou non bâtis	Détenteurs d'un droit formel (titre foncier valide et enregistré) ou de droit coutumier reconnu.	Compensation du terrain urbain à la valeur de remplacement en tenant compte de la valeur du marché, plus les frais de sécurisation.
Perte de terres agricoles	Exploitation à des fins agricoles	PAP n'ayant aucun droit légal ni de revendications légitimes sur les terres ou les biens qu'elles occupent Ou qu'elles utilisent.	L'indemnisation pour la perte d'actifs autres que ces terres (notamment les cultures, les systèmes d'irrigation et d'autres améliorations apportées aux terres) au coût de remplacement. Cependant, face à l'indisponibilité de terres cultivables, une reconversion des exploitants agricoles ou maraîchers par la mise en œuvre des AGR est l'alternative choisie par les PAP pour la restauration de leurs moyens de subsistance.
Perte de culture	Cultures destinées à la vente et à la consommation	Propriétaires de cultures agricoles annuelles ou maraîchères	Compensation des cultures détruites sur la base de l'arrêté <i>interministériel N°453/MINAGRI/ MIS/MIRAH/ MEF/ MCLUMMG/MEER/MPEER/ SEPMBPE du 01 août 2018 et conformément au Décret N°95-827 du 29 septembre 1995 fixant les règles d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural.</i> <i>NB : Les méthodes d'évaluation proposées par cet arrêté s'appuient sur des prix mis à jour régulièrement.</i> Le barème de compensation repose sur des prix mis à jour de manière régulière. Pour les cultures maraîchères, les prix pratiqués par le ministère de l'Agriculture proviennent du bureau de vente des producteurs (BVP), une

Types de perte	Usage du bien perdu	Catégorie de personnes éligibles	Compensation, mesures d'accompagnement possibles (notamment pour les personnes vulnérables) l'amélioration des moyens de subsistance
			<p>structure officielle des producteurs qui met à jour régulièrement les prix. La dernière mise à jour effectuée date de mai 2023</p> <p>Réinstallation des PAP sur un site de remplacement pour la restauration de leurs moyens de subsistance,</p> <p>Renforcement de capacité des PAP pour la maîtrise des techniques de production agricoles.</p> <p>Mise à la disposition des PAP des moyens de locomotion pour se rendre sur le nouveau site de réinstallation</p>
Perte d'arbres fruitiers à valeur économique	Produits destinés à la vente et à la consommation	Propriétaires d'arbres fruitiers	<p>L'indemnisation pour les cultures affectées est au coût de remplacement, en tenant compte de la période nécessaire pour permettre à la personne touchée de retrouver sa capacité de production antérieure.</p> <p>Compensation des arbres fruitiers sur la base de l'arrêté <i>interministériel N°453/MINAGRI/MIS/MIRAH/MEF/MCLUMMG/MEER/MPEER/SEMBPE du 01 août 2018 et conformément au Décret N°95-827 du 29 septembre 1995 fixant les règles d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural.</i></p> <p><i>NB : Les méthodes d'évaluation proposées par cet arrêté s'appuient sur des prix mis à jour régulièrement. Les prix utilisés pour l'évaluation des arbres fruitiers du présent PAR datent de la campagne de mangue 2023</i></p>
Perte d'infrastructures	Bâtiment à usage d'habitation	Chefs de ménage, Propriétaires de bâtis, résidents	Compensation du bâtiment aux coûts de remplacement (valeur à neuf) plus une aide au déménagement pour un forfait de 50 000 CFA pour les frais de transport déterminé sur la base du coût journalier de location d'un camion de déménagement.
		Chef de ménage Propriétaire de bâti non-résidents	Compensation du bâtiment à la valeur de remplacement (valeur à neuf);

Types de perte	Usage du bien perdu	Catégorie de personnes éligibles	Compensation, mesures d'accompagnement possibles (notamment pour les personnes vulnérables) l'amélioration des moyens de subsistance
		Chef de ménage propriétaire bailleurs	b) paiement de 3 mois de revenus locatifs.
		Chef de ménage locataire	a) Aide à la réinstallation correspondant à 5 mois de caution et de loyer pour permettre aux locataires de trouver d'autres logements, plus b) un mois de préavis ; Aide au déménagement : forfait de 50 000 CFA pour les frais de transport déterminé sur la base du coût journalier de location d'un camion de déménagement.
	Bâtiment à usage commercial et/ou artisanal	Propriétaires de bâtiment à usage commercial et/ou artisanal et Gérants de l'activité commerciale	Compensation du bâtiment aux coûts de remplacement (valeur à neuf); b) Indemnisation pour la perte de revenus encourue durant la période nécessaire pour le rétablissement de son activité sur un autre site; C) Aide au déménagement : forfait de 50 000 CFA pour les frais de transport déterminés sur la base du coût journalier de location d'un camion de déménagement.
		Propriétaires de bâtiments à usage commercial non exploitants	Compensation du bâtiment à la valeur intégrale de remplacement (valeur à neuf); b) 3 mois de revenu locatif
		Propriétaires de kiosques métalliques, propriétaires de hangar et autres structures fixées au sol	Aide au déménagement : forfait de 50 000 CFA pour les frais de transport déterminé sur la base du coût journalier de location d'un camion de déménagement.
Perte de site de pâturage et d'abreuvement	Site de pâturage et d'abreuvement	Éleveurs locaux et transhumants	Appui pour la recherche de nouvelles aires de pâturage (éleveur sédentaire) et de nouveaux couloirs de transhumance (éleveur transhumant) Appui à la recherche de point d'eau alternatif pour le bétail

Types de perte	Usage du bien perdu	Catégorie de personnes éligibles	Compensation, mesures d'accompagnement possibles (notamment pour les personnes vulnérables) l'amélioration des moyens de subsistance
Perte de revenus commerciaux et artisanaux	Moyens de subsistance	Gérant d'activités commerciales, locataire de bâtis	a) indemnisation pour la perte de revenus encourue durant la période nécessaire pour le rétablissement de son activité sur un autre site ; b) aide au déménagement.
Personnes vulnérables		Personnes présentant un handicap physique, personnes âgées, personnes malades, personnes illettrées et à faible revenu...	Assistance aux PAP identifiées vulnérables selon leur besoin spécifique pour la maîtrise du processus de réinstallation

VII – ESTIMATION DES COMPENSATIONS

Les types de compensations retenus dans le présent PAR sont estimés sur la base des dispositions contenues dans le CPR. À chaque type de perte correspond une méthode d'estimation du coût de compensation.

7.1 Estimation du coût de l'indemnisation des terrains urbains

L'emprise du projet déborde au-delà des limites de certaines propriétés privées. Les coûts des terrains ont été déterminés à partir du coût du mètre carré (m²) de terrain pratiqué dans la zone du projet. Ce coût est de 10 000 FCFA pour tenir compte du coût de remplacement conformément aux dispositions de NES N°5 de la Banque mondiale. Ceci a été possible à partir des enquêtes de terrain auprès des populations riveraines, des opérateurs du secteur et de la consultation des services des cadastres des impôts qui disposent d'un barème actualisé annuellement des coûts du m² de la valeur marchande des terrains en fonction de chaque zone.

7.2 Estimation du coût de l'indemnisation des bâtis

Selon le CPR, la compensation comprendra les infrastructures comme les cases, les maisons, latrines et clôtures. Toutes ces infrastructures perdues seront reconstruites sur des terres de remplacement acquises ou octroyées par le projet. En ce qui concerne les ouvrages annexes, les compensations en espèces représenteront l'option de choix. Les prix du marché seront appliqués pour les matériaux de construction. En plus, la compensation sera payée en tenant compte d'un coût de remplacement qui ne fera pas déprécier la structure.

L'évaluation des bâtis a été réalisée avec l'appui d'un consultant et le rapport de l'expertise immobilière et sera validé par la Direction régionale de la Construction et de l'Urbanisme. L'évaluation prend en compte les éléments suivants :

- une infrastructure qui sera abandonnée à cause d'un relogement ou ressassement d'un individu ou d'un ménage, ou,
- une infrastructure endommagée directement par des activités du projet.
- Les valeurs de remplacement seront basées sur :
 - le prix des matériaux collectés dans les différents marchés locaux,
 - le coût du transport et de la livraison des matériaux au site de remplacement,
 - l'estimation de la construction de nouveaux bâtiments comprenant la main d'œuvre requise.

7.3 Estimation du coût d'indemnisation des cultures maraîchères et des arbres fruitiers

De nombreuses cultures maraîchères et arbres fruitiers ont été identifiées dans l'emprise des travaux. Ces cultures et autres arbres fruitiers sont évalués selon le barème de compensation contenu dans *l'Arrêté interministériel N°453/MINADER/MIS/MIRAH/ MEF/ MCLUMMG/MEER/MPEER/ SEPMBPE du 01 août 2018 et conformément au Décret N°95-817 du 29 septembre 1995 fixant les règles d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural.*

L'annexe 1 de cet arrêté donne la formule pour la compensation des cultures annuelles comme suit :

Formule de calcul des montants de l'indemnisation :

$M = (1 + \mu) \times S \times R \times P$, Avec :

M= montant de l'indemnité (FCFA) ;

μ = Coefficient de majoration de 10% correspondant au préjudice moral ;

S= Surface détruite (ha) ;

R= Rendement moyen(kg/ha)

P= Prix en vigueur du kilogramme sur le marché au moment de la destruction.

Pour la compensation des arbres fruitiers, notamment le manguier, la formule de compensation des pieds isolés se présente comme suit :

Plantation en production

Destruction pour cause d'utilité publique

$M = S \times [(C_m + C_E) + (P \times R_n)]$

M = montant de l'indemnisation (FCFA)

Valeur d'un pied isolé = M/d

C_m = Coût de mise en place de l'hectare (FCFA).

S= Surface détruite (ha) ;

P= Prix bord-champ du kilogramme sur le marché au moment de la destruction,

R_n = Rendement à l'année de destruction (kg/ha);

d= Densité scientifique optimale (nbre de plants/ha ;

C_E = Coût d'entretien cumulé jusqu'à la production

Les exploitants agricoles devront patienter environ six (6) mois avant de voir les premières productions. En conséquence, le projet propose un accompagnement des PAP pendant une période transitoire de six (6) mois. Cette période se décompose de la manière suivante :

- 3 mois pour l'aménagement des sites,
- 3 mois supplémentaires pour permettre la production des exploitations agricoles réinstallées.

7.4 Estimation des pertes de revenus commerciaux et artisanaux

Certaines personnes affectées par le Projet, qui perdent leurs activités du fait du projet, sont concernées par la perte de revenus et auront besoin d'une période de transition pour leur permettre de s'installer sur d'autres sites, de s'adapter à ce milieu, et d'avoir une nouvelle

clientèle. Par conséquent, ces personnes bénéficieront d'une compensation pour perte de revenu, calculée sur la base de la période de transition. Cette période transitoire était estimée à trois (03) mois.

Cette compensation couvrira toute la période transitoire et sera calculée sur la base du revenu journalier de la catégorie socioprofessionnelle, ainsi que présenté dans le tableau ci-après :

Tableau 15 : Compensation pour perte de revenus commerciaux des acteurs des secteurs formel et informel

Activités	Revenus moyens mensuels (R)	Durée de l'arrêt des activités (T)	Montant de la compensation
Garages et ateliers d'artisans	R	3	R x 3
Vendeurs d'étalage	R	3	R x 3
Autres activités informelles	R	3	R x 3)

Source : CPR PASEA

Il convient d'indiquer que ces différentes estimations de perte de revenus ne concernent que les gérants d'activités commerciales et/ou artisanales étant donné qu'aucun employé n'a été identifié au cours de l'enquête socio-économique.

7.5 . Indemnisation pour perte de revenus locatifs

Les propriétaires de bâtis en location perdent leurs revenus locatifs mensuels. De ce fait, ils bénéficieront d'une indemnité forfaitaire représentant trois (3) mois de loyer conformément aux exigences du CPR. Cette indemnité a été négociée avec les propriétaires de bâtis en location.

7.6 Evaluation du coût des indemnisations pour perte de logement

Les locataires de bâtis bénéficieront d'une indemnité forfaitaire représentant 5 mois de loyer. Ce montant permettra aux concernés de se reloger dans une autre maison. Ces 5 mois ont été déterminés en référence à la Loi fixant les cautions à deux (2) mois et les avances au maximum à trois (3) mois selon le CPR.

7.7 Assistance au déménagement

Les locataires de bâtis, les propriétaires de bâtis résidents qui perdent leur logement, et les propriétaires de box métallique ou kiosques métalliques dont les infrastructures peuvent être déplacées sans être endommagées, et les gérants d'activités commerciales dont les structures sont fixées au sol dans l'emprise des travaux, bénéficieront d'un montant forfaitaire de 50 000 FCFA comme frais de déménagement. Ce montant est déterminé sur la base du coût journalier de location d'un véhicule de déménagement dans la zone du projet.

7.8 Prise en compte des sites d'adoration

Deux sites d'adoration ont été localisés par les chefferies de Mongaha et Cocody barrage. Ces deux sites devront faire l'objet d'une attention particulière avant le début des travaux. Les compensations de ces sites ont été estimées par les garants de la tradition et prises en compte dans le budget du PAR, conformément au procès-verbal de la rencontre réalisée à cet effet le 17 avril 2024. Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'évaluation des besoins matériels pour les rituels.

Tableau 16 : Coût des besoins matériels pour les rituel

	Désignation	Quantité	Coût unitaire	Coût total
1.	Bœuf	03	300 000	900 000
2.	Bélier	03	70 000	210 000
3.	3 Coqs blancs	03	7000	21 000
4.	3 Coqs rouges	03	7000	21000
	Grand Total			1 152 000

VIII – MESURES DE RÉINSTALLATION ET LES COÛTS DES COMPENSATIONS

8.1. Mesures de compensation des pertes de lots (terrains) urbains bâtis et non bâtis. Les propriétaires de terrains urbains sur lesquels seront aménagés la cuvette et le canal recevront une indemnité sur la base du coût moyen du m² de terrain pratiqué dans la zone du sous-projet. Ce montant est estimé à 10 000 FCFA, selon les enquêtes réalisées auprès de la population et des techniciens du domaine au moment de l'enquête. Cette mesure s'applique à cent quarante-cinq personnes (145) PAP répartis comme suit soixante-six (66) PAP propriétaires de lots urbains non bâtis et soixante-dix-neuf (79) PAP propriétaires de bâtis.

Tableau 17 : Coût des indemnisations pour pertes de terrains urbains non bâtis

N° d'ordre	Quartiers	Effectif	Montant d'indemnisation FCFA
1	Mongaha	21	102 250 000
2	Cocody	17	64 970 000
3	Zonsoribougou	28	114 100 000
Total		66	281 320 000

Source : étude socio-économique PAR barrage de Korhogo, Avril 2023

Le point des indemnisations par localité (Mongaha, Cocody et Zonsoribougou) est présenté dans des tableaux joints en annexe 1.1.

Tableau 18 : Coût des indemnisations pour perte de terrains bâtis

N°	Quartiers	Effectif	Montant d'indemnisation FCFA
1	Mongaha	30	171 450 000
2	Cocody	23	114 740 000
3	Zonsoribougou	19	94 120 000
4	Koko	07	42 000 000
Total		79	422 310 000

Source : étude socio-économique PAR barrage de Korhogo, Avril 2023

8.2. Mesure de compensation pour la perte d'infrastructures à usage d'habitation ou à usage commercial ou artisanal

Des maisons d'habitation et des bâtis servant de lieu d'activités identifiés dans l'emprise du sous-projet seront détruits au cours des travaux. Ces bâtis ont fait l'objet d'une expertise immobilière conformément au principe du coût de reconstruction à neuf, et en se référant au barème du ministère en charge de la construction et de l'urbanisme.

Tableau 19 : Coût des indemnisations pour perte de bâtis à usage d'habitation

N°	Quartiers	Effectif	Montant (FCFA)
1	Mongaha	32	381 411 316
2	Cocody	23	309 091 424
3	Zonsoribougou	19	222 567 311
4	Koko	09	66 309 518
Total		83	979 379 569

Source : rapport d'expertise immobilière PAR barrage de Korhogo, Avril 2023

Tableau 20 : Coût d'indemnisation pour pertes de bâtis à usage commercial

N° d'ordre	Quartiers	Effectif	Montant (FCFA)
1	Mongaha	11	12 616 153
2	Koko	10	30 772 224
3	Absent	2	4 278 397
Total		23	47 666 774

Source : étude socio-économique PAR barrage de Korhogo, Avril 2023

8.3. Indemnisation pour perte de revenus commercial ou artisanal

Les gérants d'activités perdront leur revenu du fait des travaux. Ces propriétaires et gérants d'activités recevront une indemnité correspondant à trois mois de revenu moyen tiré de l'activité. Ce revenu moyen est calculé sur la base du bénéfice moyen mensuel déclaré par le gérant de l'activité. Sur trente (30) PAP gérants d'activités commerciales ou artisanales identifiées, deux (02) PAP étaient absentes et n'ont pas été évaluées. Pour les deux (2), des efforts supplémentaires de recherche seront déployés pendant la mise en œuvre du PAR par l'ONG en charge de l'accompagnement social du projet pour retrouver ces absents. En cas de résultat infructueux, un montant forfaitaire 150 000 FCFA/PAP, (déterminé sur la base du revenu moyen mensuel (50000 FCFA) tiré des activités similaires installées sur le site et multiplié par 3 mois) sera mis sur un compte séquestre pour d'éventuelles réclamations.

Tableau 21 : Coût des indemnisations pour perte de revenus commerciaux ou artisanaux

N° d'ordre	Quartier	Effectif		Montant (FCFA)
		Recensés	Absents	
1	Mongaha	13	0	6 975 000
2	Koko	15	2	8 700 000
Total		28	2	15 675 000

Source : étude socio-économique PAR barrage de Korhogo, Avril 2023

8.4. Indemnisation pour perte de revenus locatifs pour les ménages

Les propriétaires de bâtis en location perdent les revenus qu'ils tirent des loyers mensuels. Pour compenser cette perte, les propriétaires concernés bénéficieront d'une indemnité forfaitaire représentant trois (03) mois de loyer négocié au cours des consultations.

Tableau 22 : Coût des indemnisations pour pertes de revenus locatifs

N°	Quartiers	Effectif	Montant (FCFA)
1	Mogaha	01	340 000
2	Cocody	03	315 000
3	Zonsoribougou	01	51 000
4	Koko	08	400 500
Total		13	1 106 500

Source, Étude socio-économique PAR barrage de Korhogo, Avril 2023

8.5. Aide au logement

Les chefs de ménage locataires de bâtis bénéficieront d'une aide au logement. Lors des consultations avec cette catégorie de PAP, ces dernières ont affirmé qu'il leur sera difficile d'obtenir de la part des propriétaires des maisons qu'elles occupent, la mise à disposition de leurs cautions ; par conséquent, elles souhaitent obtenir un appui de la part du projet, pour éviter de se retrouver dans la rue. A l'issue des négociations, une aide est équivalente à 5 mois de loyer a été retenue au profit des chefs de ménages locataires.

Le tableau suivant présente les détails de l'aide au logement aux ménages locataires.

Tableau 23 : Aide au logement

N°	Quartiers	Effectifs	Montant (FCFA)
1	Mongaha	10	825 000
2	Cocody	25	1 310 000
3	Sonzoribougou	5	205 000
4	Koko	9	405 000
TOTAL		49//48	2 745 000

Source : étude socio-économique PAR barrage de Korhogo, Avril 2023

8.6. Assistance au déménagement

Les locataires, les propriétaires de box métallique, les gérants d'activités disposant de hangars et autres structures fixées au sol, bénéficieront d'une assistance au déménagement d'un montant forfaitaire de 50 000 FCFA, négocié sur la base du coût journalier de location d'une camionnette déménagement dans la zone du projet. Il en est de même pour les propriétaires de bâtis résidents et les locataires au niveau des ménages. Les tableaux 22 et 23 présentent les appuis au déménagement des PAP concernées.

Tableau 24 : Assistance au déménagement aux gérants d'activité commerciale ou artisanale

N° d'ordre	Quartiers	Effectif	Coût unitaire	Montant (FCFA)
1	Mongaha	13	50 000	650 000
2	Koko	12	50 000	850 000
Total		25		1 500 000

Source : étude socio-économique PAR barrage de Korhogo, Avril 2023

Tableau 25 : Aide au déménagement des ménages

N°	Quartiers	Nombre de PAP	Coût unitaire	Montant (FCFA)
1	Mongaha	30	50 000	1 500 000
2	Cocody	40	50 000	2 000 000
3	Sonzoribougou	19	50 000	950 000
4	Koko	12	50 000	600 000
Total		101		5 050 000

Source, Étude socio-économique PAR barrage de Korhogo, Avril 2023

8.7. Coût d'indemnisation pour perte de cultures agricoles et des arbres fruitiers

De nombreuses cultures maraîchères (tomate, salade, aubergine, concombre, piments...) et des arbres fruitiers (manguiers) ont été identifiés dans l'emprise des travaux. Ces cultures et autres arbres fruitiers sont évalués selon le barème de compensation contenu dans l'Arrêté interministériel N°453/MINAGRI/MIS/MIRAH/ MEF/ MCLUMMG/MEER/MPEER/ SEPMBPE du 01 août 2018 et conformément au Décret N°95-827 du 29 septembre 1995 fixant les règles d'indemnisation pour destruction ou projet de destruction des cultures et autres investissements en milieu rural. Le tableau suivant présente les coûts de compensation des cultures détruites en annexe 4.

Tableau 26 : Coût d'indemnisation pour perte de cultures agricoles

Site du projet			
Localités	Nombre de producteurs	Superficie (m²)	Montant (FCFA)
Cocody	150	36300	28 017 556
Koko	338	83947	59 173 105
Mongaha	242	100480	120 143 425
Sozoribougou	305	71130	69 122 841
TOTAL	1035	291857	276 456 927

Source : Rapport d'expertise agricole du PAR barrage de Korhogo, juillet 2023 en annexe 3.1

Sites de réinstallation			
Localités	Nombre de producteurs	Superficie (m²)	Montant (FCFA)
Gbokaha & Kassoumvogo	14	15290	15 796 110
Total	14	15290	15 796 110

Source : Rapport d'expertise agricole du PAR barrage de Korhogo, Octobre 2024 en annexe 3.2

Soixante-dix-sept manguiers seront détruits lors des travaux. Le coût d'indemnisation de ces arbres fruitiers (manguiers) est de 867 913 FCFA.

IX – PLAN DE RESTAURATION DES MOYENS DE SUBSISTANCE

Un Plan de Restauration des Moyens de Subsistance (PRMS) visant à compenser les pertes économiques subies par les personnes affectées par le projet, et à garantir leur réintégration socio-économique durable a été élaboré. Les mesures prescrites dans ce PRMS sont conformes aux exigences de la Norme Environnementale et Sociale n°5 (NES5) de la Banque mondiale, qui stipule que les personnes affectées par la perte de leurs moyens de subsistance doivent bénéficier d'une assistance appropriée pour leur permettre de rétablir ou d'améliorer leur niveau de vie antérieur.

Le projet vise à compenser non seulement les pertes de biens matériels, mais aussi les pertes de revenus et les perturbations économiques résultant de la réinstallation. Ainsi, un ensemble de mesures a été défini pour répondre aux besoins spécifiques des différentes catégories de Personnes Affectées par le Projet (PAP).

9.1 Catégories de personnes affectées et éligibles au Plan de restauration des moyens de subsistance

Le périmètre de protection retenu dans le cadre de la mise en œuvre du projet est la zone de servitude de 25 mètres autour du barrage qui correspond au Périmètre de Protection Immédiat (PPI) du plan d'eau. Dans ce périmètre, plusieurs personnes seront affectées par le projet. Comme indiqué dans la NES 5, il s'agit des personnes qui :

- a) ont des droits légaux formels sur les terres ou biens visés ;
- b) n'ont pas de droits légaux formels sur les terres ou les biens visés, mais ont des revendications sur ces terres ou ces biens qui sont ou pourraient être reconnus en vertu du droit national ;
- C) n'ont aucun droit légal ni de revendications légitimes sur les terres ou les biens qu'elles occupent ou qu'elles utilisent.

Deux principaux types de PAP sont identifiées comme étant éligibles aux mesures de restauration des moyens de subsistance, à savoir les exploitants agricoles et les gérants d'activités commerciales et artisanales. Ces PAP sont issues de la catégorie C en raison du statut public du site du projet.

9.1.1 Exploitants agricoles

Un total de mille trente-cinq (1 035) exploitants agricoles, dont les activités maraîchères génèrent des revenus sur une période de sept (7) mois (de décembre à juin), verront leurs moyens de subsistance affectés par les travaux du projet. Ces exploitants dépendent entièrement de ces cultures pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

9.1.2 Gérants d'activités commerciales et artisanales

Trente (30) gérants d'activités commerciales ou artisanales, opérant dans la zone affectée par le projet, perdront leurs lieux d'activités. Ces activités représentent leur principale source de revenus.

Le détail des personnes éligibles aux mesures de restauration des moyens de subsistance est inscrit dans le tableau 25,

Tableau 27 : Catégories de PAP éligibles au PRMS par genre

N°	Catégories de PAP	Effectifs de PAP impactés				Description des impacts
		Hommes	Femmes	Absents	Total	
1	Exploitants agricoles propriétaires d'activités maraîchères	51	984	0	1035	Perte de la seule source de revenu
2	Gérants d'activités commerciales ou artisanales	20	8	2	30	Perte de revenu commercial ou artisanal (source principale)
TOTAL		71	992	2	1065	

Source : étude socio-économique PAR barrage de Korhogo, Avril 2023

9.2 Mesures de restauration des moyens de subsistance pour les Propriétaires d'Activités agricoles ou maraîchères

Dans le cadre de la restauration des moyens de subsistance, des consultations additionnelles spécifiques ont été menées avec les Personnes Affectées par le Projet (PAP), notamment les propriétaires d'activités agricoles ou maraîchères, du samedi 29 septembre au mardi 02 octobre 2024. Il ressort de ces échanges que l'ensemble des exploitants agricoles rencontrés désirent poursuivre leurs activités dans le domaine agricole. Ils sont favorables à leur réinstallation sur des terres de remplacement pour la restauration de leurs moyens de subsistance.

9.2.1 Acquisition, aménagement et équipement des terres de remplacement pour les exploitants agricoles

9.2.1.1 Identification des terres de remplacement

Après de nombreuses recherches infructueuses, depuis avril 2023 jusqu'en octobre 2024, l'option de localisation du site à proximité de la ville a été privilégiée afin de répondre aux besoins de réinstallation des personnes affectées par le projet (PAP). Ainsi, trois (3) sites de remplacement ont été retenus par le consultant et validé par les PAP, selon des critères favorables à la pérennité des activités agricoles. Le premier site se trouve dans le terroir

villageois de Gbolokaha. tandis que les deux autres sont situés sur les terres du village de Kana-
La recherche de site de réinstallation des PAP exploitants agricoles a démarré depuis avril 2024. Ces recherches ont impliqué les autorités administratives et communales locales ainsi que les autorités coutumières. Ces recherches sont restées infructueuses jusqu'en octobre 2024 où nous avons pu identifier les de Gbolokaha et les deux sites de Kassounanvogo.

Ces sites ont été choisis pour leur proximité avec des cours d'eau, ce qui s'inscrit dans une stratégie de sécurisation de l'accès à l'eau pour les activités futures des PAP. En effet, l'approvisionnement en eau est un facteur essentiel pour le succès de leurs exploitations agricoles. Les sites seront aménagés et dotés de forages, garantissant ainsi un approvisionnement fiable en eau. De plus, la proximité des rivières permettra la création de puits traditionnels comme solution alternative, en cas de dysfonctionnements ou de pannes des forages, assurant une continuité de la ressource en eau.

Cette approche, qui privilégie des zones adjacentes aux cours d'eau, maximise les chances d'un approvisionnement en eau régulier tout au long de l'année, réduisant ainsi les risques liés aux variations de la disponibilité de cette ressource indispensable.

Par ailleurs, conformément aux recommandations de la Norme Environnementale et Sociale (NES) n°5, il est essentiel que les terres de remplacement présentent des caractéristiques au moins équivalentes, voire supérieures, en termes de productivité par rapport aux terres initialement occupées par les PAP. Les sites choisis semblent répondre à cette exigence., ils offrent ainsi de meilleures garanties pour la poursuite des activités agricoles des populations réinstallées. Pour s'assurer de la bonne qualité des terres, les exploitations de même nature installées sur le site ou à proximité, ont fait l'objet d'une attention particulière. En effet, le bon état et la qualité de ces exploitations existantes ont permis au consultant de confirmer le choix définitif des sites.



Photo 1: Vue d'une exploitation d'aubergine en bon état à proximité du site 1

Ces sites feront l'objet d'acquisition par le projet Voici une description détaillée des sites sélectionnés :

Site 1 : Parcelle de terre située à Gbolokaha (9.3664400 / -5.6528521)

Le site 1, situé à 7 km de la ville de Korhogo, est une parcelle principalement constituée de jachères, parsemée de plants d'anacardiens. Ce terrain, d'une superficie de 20 hectares, appartient à M. Sanogo Dofra, tandis que les activités agricoles sur place sont exploitées par 10 exploitants d'anacardiens tous membre de la famille du propriétaire terrien. Ce site a été sélectionné pour sa capacité à accueillir les exploitants affectés par le projet, tout en offrant des conditions favorables à la poursuite de leurs activités agricoles.

○ Accès à l'eau et caractéristiques du site

L'un des atouts majeurs de ce site est la proximité de la rivière Lowôô, qui longe sa partie ouest. Cette proximité offre un accès facilité à l'eau, essentiel pour la réussite des activités agricoles des populations réinstallées. L'accès à une source d'eau fiable constitue une garantie pour le maintien et l'amélioration des conditions de production agricole après l'aménagement du site. Afin de sécuriser cet accès, le projet prévoit l'installation de forages qui complèteront les possibilités d'extraction de l'eau par des puits traditionnels, assurant ainsi une continuité d'approvisionnement en eau en cas de défaillance technique des forages.

○ Processus de consultation et adhésion des parties prenantes

Cette partie a été bien documentée à la section suivante (*10.9 Consultation des villages riverains des sites de réinstallation pour la restauration des moyens de subsistance*) du présent rapport.

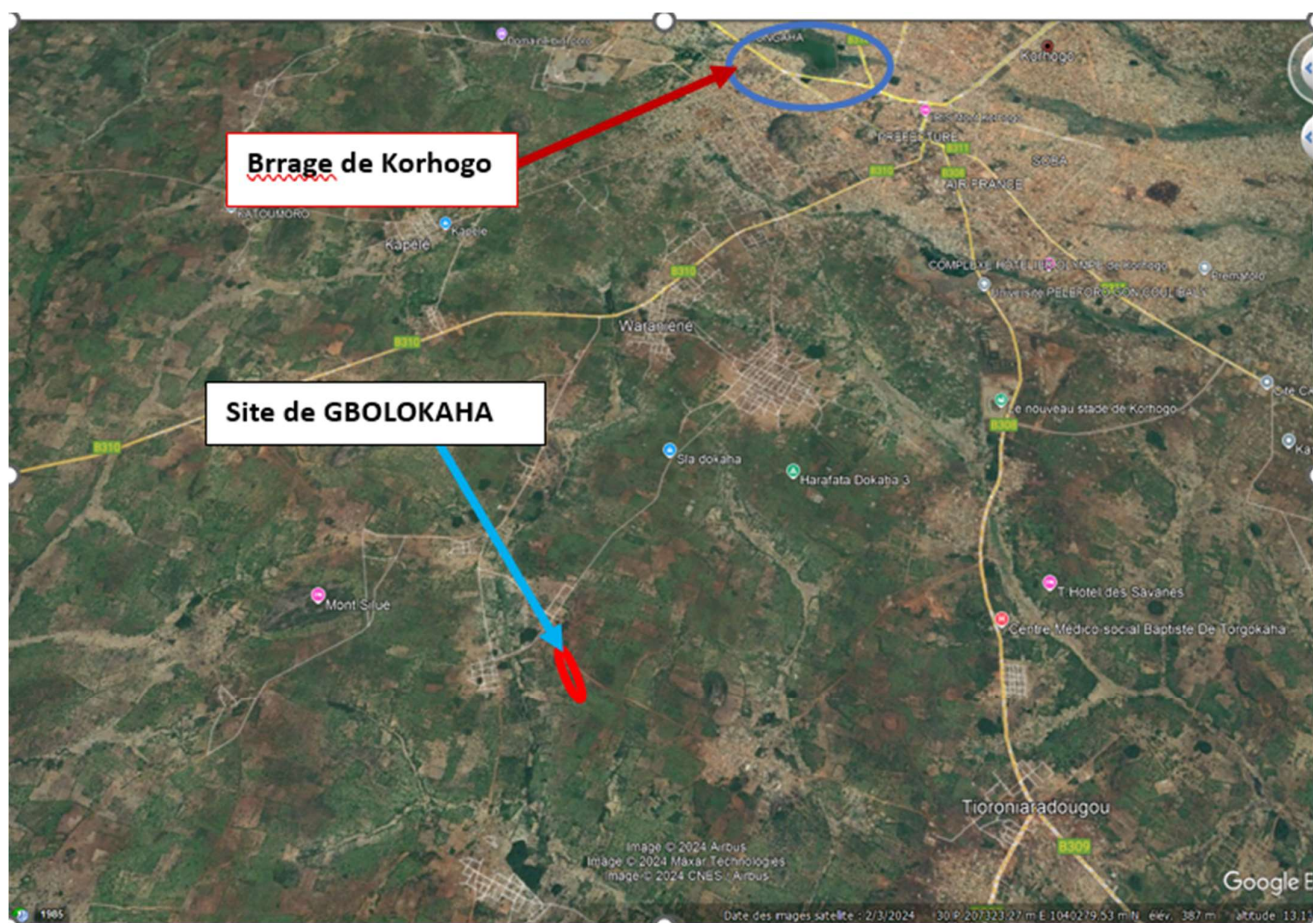
○ Acquisition des terres et compensation

Le coût d'acquisition de la parcelle a été déterminé en se basant sur le barème national no 2014-25 du 22 janvier 2014 en vigueur pour la purge des droits coutumiers, fixé à 600 FCFA le m² (voir annexe 4). Les exploitations agricoles présentes sur le site ont fait l'objet d'une évaluation indépendante par des experts agricoles de la Direction régionale de l'Agriculture de Korhogo, conformément aux standards de la NES 5, pour garantir une compensation juste et transparente. Les montants compensatoires seront versés directement aux propriétaires des exploitations concernées, afin de compenser les pertes de cultures et de biens. L'évaluation a été annexée au présent rapport (voir annexe 3.2).

PLAN DE REINSTALLATION (PR) DES PERSONNES TOUCHEES PAR LES TRAVAUX DE REHABILITATION ET DE PROTECTION DE LA RETENUE D'EAU DE SURFACE A MULTI-USAGE DE KORHOGO (SITE DU BARRAGE DE KORHOGO)



Vues du site de Gbolokaha, Pierre Kouassi, octobre 2024

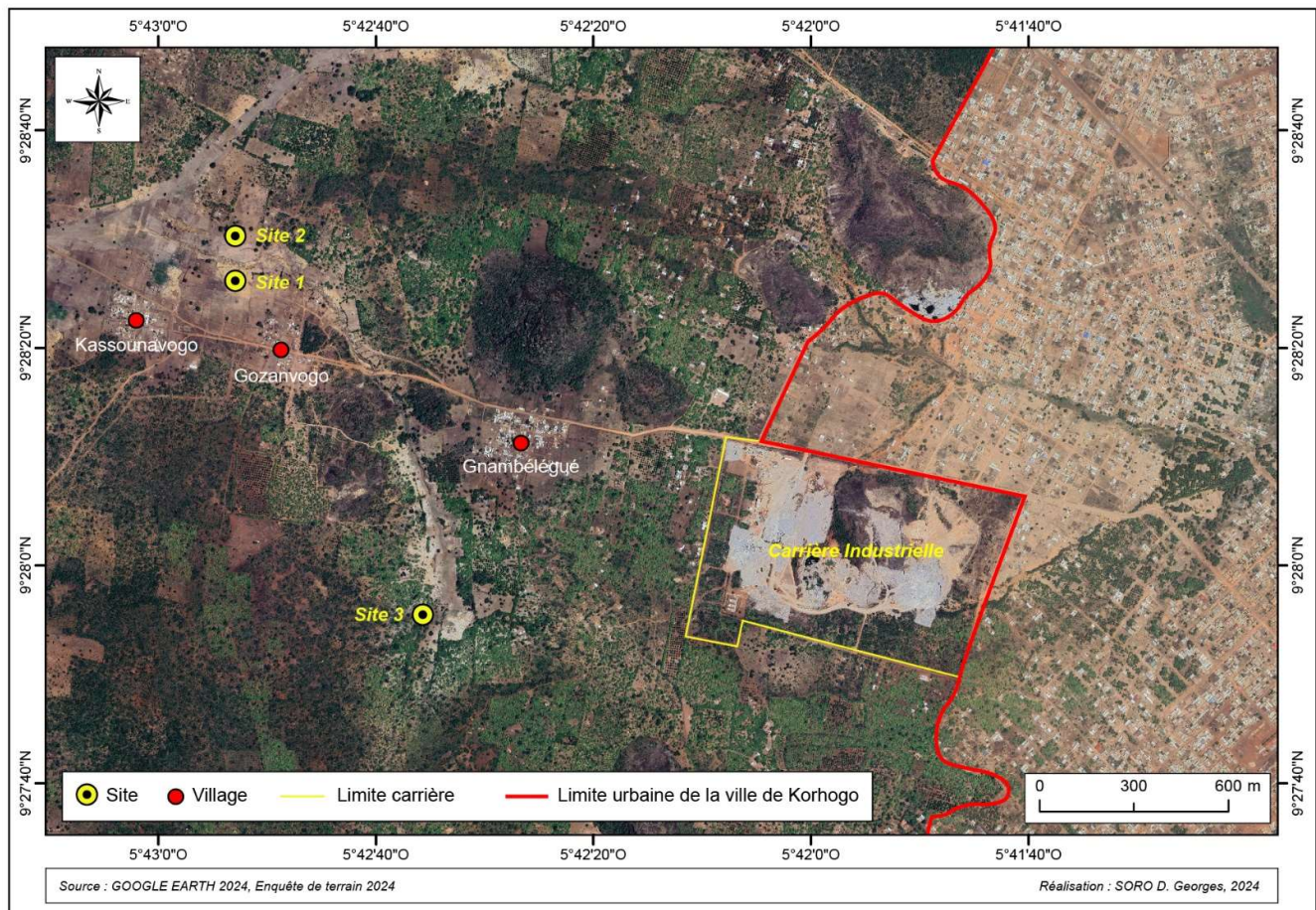


Site 2 et 3 : Parcelles de terres situées à Kapa-Kassounanvogo

Les sites de Kapa-Kassounanvogo couvrent une superficie totale de 21 hectares. Ces terrains sont situés à proximité de la rivière Migoune, ce qui confère à ces sites un avantage stratégique pour l'accès à l'eau. Les deux sites sont majoritairement lotis et comprennent des exploitations agricoles, notamment des plantations d'anacardiés, des cultures de maïs, ainsi que des activités de maraîchage. L'accès à l'eau à partir de la rivière Migoune et la possibilité de développer des forages garantissent la viabilité des activités agricoles sur ces terrains.

Propriétaires des sites et répartition des terres

- Kapa-Kassounanvogo : Ce site, d'une superficie de 14 hectares, est répartie entre deux zones appartenant à différents propriétaires. La première zone, de 6,5 hectares, a été acquise par M. Koné Tiéfing pour les différents propriétaires. C'est cette parcelle que M. Koné propose de céder au projet moyennant une compensation financière. La seconde zone de 7,5 hectares appartient à M. Coulibaly Kafana. Une partie de cette zone a fait l'objet d'un plan de lotissement pour accueillir des habitations, tandis que le reste est constitué de jachères et de plants d'anacardiés. Il faut noter que toutes ces terres seront mises à la disposition du projet sur la base d'une compensation financière.
- Gozanvogo : Situé sur les terres de Kapa-Kassounanvogo, le site de Gozanvogo est une propriété privée de M. Coulibaly Kafana et s'étend sur 7 hectares entièrement lotis. On y trouve des exploitations d'anacardiés et des parcelles dédiées aux activités maraîchères. Cette partie du site est longée par la rivière Migoune, renforçant l'accès à l'eau pour les futures activités agricoles. C'est une propriété de M. Coulibaly Kafana. Les exploitations agricoles ont été évaluées au nom des différents exploitants.



Négociation des prix d'acquisition et respect des normes de compensation

Les prix d'acquisition proposés par les propriétaires sont de 3 000 FCFA le m² pour la parcelle de M. Koné Tiéfing à Kapa-Kassounanvogo et de 1 500 FCFA le m² pour les parcelles de Coulibaly à Kapa-Kassounanvogo et à Gozanvogo. Ces montants, qui ne sont pas basés sur un barème officiel, feront l'objet de négociations avec l'équipe du projet (UC-PASEA) afin de déterminer un montant définitif, conforme aux pratiques locales et aux recommandations de la NES 5. Cette étape de négociation garantira une compensation juste et équitable pour les propriétaires, tout en tenant compte des conditions du marché foncier local. Pour ce qui concerne les cultures présentes sur ces sites, une expertise agricole a été réalisée par la direction régionale de l'agriculture et du développement rural du Korhogo, le 23 octobre 2024. Celle-ci s'est faite sur la base de l'arrêté interministériel du 1^{er} Août 2018 portant fixation du barème d'indemnisation pour destruction ou pour projet de destruction de culture en milieu rural.

Accès à l'eau et avantages des sites

Les sites de Kapa-Kassounanvogo présentent un avantage stratégique en raison de leur proximité avec la rivière Migoune, qui longe leur partie sud et est. Cet accès direct à une source d'eau pérenne est crucial pour la réussite des activités agricoles futures sur les sites, notamment pour l'irrigation. L'installation de forages, en complément des possibilités de puisage dans la rivière, permettra d'assurer un approvisionnement continu en eau, même en cas de défaillance technique des infrastructures prévues. Cette disponibilité en eau renforcera la résilience des activités agricoles et contribuera à la sécurité alimentaire des exploitants réinstallés.

- **Éligibilité aux mesures de restauration des moyens de subsistance pour les propriétaires des sites de réinstallation**

Les propriétaires des parcelles des sites de Kapa-Kassounanvogo, tout comme ceux de Gbolokaha, ne sont pas formellement éligibles aux mesures de restauration des moyens de subsistance en raison de la disponibilité d'autres terres agricoles dont ils disposent en dehors des parcelles affectées. Il ressort des investigations menées auprès des PAP, que les parcelles mises à la disposition du projet représentent moins de 20% des superficies détenues par les PAP en dehors du site du projet. Les terres encore disponibles peuvent permettre aux PAP de vivre convenablement sans courir le moindre risque de s'appauvrir. Par ailleurs, le projet propose des mesures d'accompagnement pour leur assurer un soutien, s'ils le souhaitent. Cette approche garantit que, malgré leur non-éligibilité officielle au PRMS, les propriétaires puissent bénéficier indirectement de l'initiative.

Ainsi, il leur sera proposé d'aménager une superficie adéquate pour le développement de cultures maraîchères, facilitant la diversification de leurs activités agricoles et renforçant leur sécurité alimentaire. Cette mesure complémentaire respecte les principes de la NES 5, en

apportant un soutien adapté aux propriétaires disposant d'alternatives agricoles tout en limitant les impacts socio-économiques sur toutes les parties prenantes.

En outre, cette approche vise à encourager une transition harmonieuse pour l'installation des Personnes Affectées par le Projet (PAP) sur les nouvelles parcelles, maximisant ainsi les bénéfices socio-économiques du projet. En accord avec la NES 10, le projet assure également un dialogue inclusif et continu avec les communautés environnantes, renforçant la cohésion sociale et l'acceptabilité des activités de réinstallation.



Vue d'une exploitation maraîchère à proximité du site, mission de recherche de site octobre 2024, Photo du consultant



Vue d'une exploitation d'anacardiers sur le site, mission de recherche de site octobre 2024, Photo du consultant

9.2.1.1 Sécurisation des sites pour les PAP

L'unité de Coordination procédera à l'acquisition des sites destinés aux Personnes Affectées par le Projet (PAP) par achat direct auprès des propriétaires actuels, dans le respect des procédures légales et réglementaires en vigueur dans la zone du sous-projet. Les sites acquis seront enregistrés au nom du projet afin d'assurer une gestion centralisée et transparente, avant d'être attribués individuellement à chaque PAP pour leurs activités économiques, principalement agricoles.

Ces sites seront mis à disposition des PAP sous la forme d'un **contrat de bail à durée déterminée**, élaboré en conformité avec les exigences du Cadre de Réinstallation et les standards de la Banque mondiale. Ce contrat comprendra des **clauses rigoureuses**, dont les principaux objectifs sont :

- Garantir l'accès et l'usage exclusif des sites aux PAP concernées, en fonction des activités définies dans le projet ;
- Interdire la vente, le transfert ou l'usage des sites à des fins incompatibles avec leur vocation agricole ;
- Prévoir des mesures spécifiques pour éviter tout abandon ou sous-utilisation des parcelles attribuées ;
- Encadrer le respect des engagements environnementaux et sociaux liés à l'utilisation des terres ;

- Offrir des mécanismes de révision périodique pour adapter les conditions du bail, si nécessaire, en fonction des besoins des PAP et des objectifs du projet.

Afin de s'assurer que ces dispositions soient bien comprises et respectées, une **campagne de sensibilisation et d'accompagnement** sera menée par une ONG spécialisée, en collaboration avec l'Unité de Coordination du Projet. Les PAP recevront un appui technique et juridique par un juriste spécialisé dans les questions liées recruté par le projet à cet effet pour comprendre leurs droits et responsabilités liés à la gestion des sites, ainsi qu'un suivi régulier pour évaluer l'utilisation effective des terres.

Cette démarche vise à garantir que les sites alloués demeurent des outils de développement durable pour les PAP, tout en préservant leur vocation initiale et en évitant toute dérive pouvant nuire aux objectifs du projet ou aux bénéficiaires eux-mêmes.

9.2.1.2 Appui transitoire aux exploitants agricoles pour le temps d'attente sur les sites de réinstallation

Les exploitants agricoles devront attendre environ trois (03) mois avant de pouvoir aménager sur leurs nouveaux sites de réinstallation. Cette période correspond aux travaux d'aménagement nécessaires pour rendre ces sites immédiatement adaptés aux activités agricoles dès leur prise en main par les PAP. Par ailleurs, une période supplémentaire de trois (03) mois est estimée pour obtenir les premières productions issues des cultures maraîchères.

Ainsi, le projet propose un accompagnement transitoire des PAP sur une période de six (06) mois, structurée comme suit :

- **Trois (03) mois** pour les travaux d'aménagement des sites,
- **Trois (03) mois** pour permettre la reprise des activités agricoles et l'obtention des premières récoltes.

Les périodes de récolte pour certaines cultures maraîchères varient en fonction des espèces et des conditions climatiques, voici des estimations recueillies des échanges avec quelques PAP rencontrées sur leurs sites agricoles (autour du barrage en octobre 2024):

- **Laitue** : 30 à 45 jours après plantation en moyenne, avec plusieurs cycles possibles tout au long de l'année.
- **Radis** : Prêt à être récolté environ 21 à 30 jours après le semis.
- **Tomates** : 60 à 90 jours après plantation, selon la variété.
- **Courgettes** : 50 à 60 jours après le semis, avec une production continue si bien entretenue.
- **Carottes** : Environ 70 à 80 jours pour les variétés précoces.
- **Épinards** : 40 à 60 jours selon les conditions de culture

Cet appui transitoire sera calculé à partir du Salaire Minimum Agricole Garanti (SMAG) qui est de 36000 FCFA/mois et vise à minimiser les impacts économiques de la transition et à garantir que les PAP puissent reprendre leurs activités dans des conditions optimales dès la finalisation des aménagements.

Description	Quantité	Montant unitaire	Nombre de PAP	total
Appui transitoire relatif au déplacement	3 mois	36 000	1035	111 780 000
Appui transitoire pour l'entrée en production des cultures	2 mois	36 000	1035	74 520 000
Total				186 300 000

NB : Le délai d'attente de trois mois proposé est aligné sur la période estimative de fin des études et des travaux d'aménagement, conformément au planning prévu. Toutefois, si la période des travaux venait à excéder ce délai, un accompagnement additionnel serait versé aux PAP. Ce montant sera calculé sur la base des données communiquées par l'entreprise en charge des travaux, afin de garantir une compensation juste et adaptée à la durée prolongée.

9.2.1.2 Aménagement des terres

Les terres de remplacement seront aménagées afin de rendre ces sites immédiatement utilisables par les exploitants agricoles. Les travaux d'aménagement comprennent le terrassement, le nivellement et la préparation des sols, également la création d'un système d'irrigation à partir de forages et la mise en place de chemins d'accès.

- Terrassement, nivellement et préparation des sols :

Pour faciliter la mise en valeur des sites par les PAP, et surtout pour les adapter à la culture maraîchère, les sites seront terrassés et les sols seront nivelés et préparés. Un apport en fertilisants sera également nécessaire pour assurer une meilleure production.

- Création d'un système d'irrigation à partir de forages et de puits :

Un système d'irrigation adapté sera mis en place pour garantir un approvisionnement constant en eau, surtout durant la saison sèche. Ce système inclura des forages et des puits. Des réservoirs d'eau constitués de bacs à eau issue des forages. Ces réservoirs, constitués de bacs à eau, seront régulièrement remplis pour permettre aux exploitants agricoles de les utiliser avec des arrosoirs selon leurs besoins. En cas de défaillance technique du système de tuyauterie ou de tout autre dispositif d'alimentation des bacs, les exploitants auront toujours la possibilité d'utiliser les puits traditionnels comme solution alternative pour assurer l'irrigation de leurs cultures.

- Mise en place de chemins d'accès :

Des chemins d'accès seront construits pour relier les sites agricoles aux routes principales, facilitant ainsi le transport des produits agricoles vers les marchés.

NB : Le coût de l'aménagement des sites de remplacement est pris en compte dans une sous-composante de la composante 1 du projet relatif à l'Amélioration des connaissances et de la gestion des ressources en eau. Un devis a été fait par des professionnels du domaine pour déterminer le coût des aménagements. Aussi, un screening environnemental et social sera réalisé pour prendre en compte les aspects environnementaux et sociaux liés à ces sites.

- Équipement et fourniture d'intrants agricoles

Afin de garantir le bon démarrage des activités sur les nouvelles terres, les exploitants agricoles recevront le petit outillage et les intrants suivants :

- Petits matériels agricoles : Des outils tels que des bêches, râtaux, houes et des arrosoirs seront fournis pour équiper chaque exploitant.
- Des semences de qualité, adaptées aux conditions locales, seront distribuées aux agriculteurs, accompagnées de fertilisants (de préférence Bio) et de pesticides en quantité suffisante pour garantir une bonne première saison de culture. La Côte d'Ivoire dispose d'une part, d'une liste des pesticides homologués (liste positive) et d'autre part, de celle des pesticides interdits (liste négative). Ces pesticides sont testés et appréciés, en vue d'améliorer la qualité des pesticides employés (la réduction de la toxicité et l'augmentation de l'efficacité par exemple). Les listes sont régulièrement actualisées

Ces intrants permettront aux exploitants agricoles de démarrer rapidement leurs activités et de minimiser les pertes de revenus liées à la transition vers les nouvelles terres.

9.2.2 Répartition des exploitants agricoles sur le site de réinstallation

La répartition des Personnes Affectées par le Projet (PAP) sur les nouveaux sites de réinstallation va être basée sur un ensemble de critères objectifs et transparents, en tenant compte à la fois des capacités des sites et des besoins spécifiques des exploitants. Cette répartition se présente de la manière suivante :

9.2.2.1 Répartition des terres

Les sites de réinstallation seront aménagés en petits blocs, chacun connecté à des citernes d'eau adaptées aux besoins spécifiques des exploitants maraîchers. Cette approche vise à garantir un accès optimal à l'eau pour l'irrigation, essentiel à la productivité agricole sur les nouveaux sites. La répartition des terres sera réalisée en suivant les critères ci-dessous, afin d'assurer une distribution équitable et efficace des parcelles :

- Taille des parcelles :

Chaque exploitant se verra attribuer une parcelle dont la taille est proportionnelle à celle de son exploitation initiale, permettant ainsi de maintenir, voire de renforcer, son niveau de production. Pour chaque exploitant, une surface additionnelle de 114,147 m² sera ajoutée à la superficie initiale de la parcelle. Cette augmentation de la superficie tient compte de la

disponibilité de terres sur les nouveaux sites de réinstallation, qui couvrent un total de 41 hectares, comparativement au site initial de 29,1857 hectares, soit un surplus de plus de 11 hectares.

Ce surplus de terres est destiné à compenser les éventuels impacts liés à la transition vers les nouveaux sites et à offrir aux exploitants des opportunités de diversification de leurs cultures. Cette mesure vise à renforcer la sécurité alimentaire et à favoriser la résilience économique des exploitants réinstallés, tout en optimisant l'utilisation des ressources foncières disponibles.

Ces superficies supplémentaires ne sont pas dans un ordre de grandeur pouvant entraîner des défis supplémentaires. En effet, les superficies évaluées autour du barrage est d'environ 30 ha. La superficie totale des nouveaux sites est de 41 ha. Ce sont environ 11 ha qui s'ajoutent. Ces 11 ha seront partagés de manière proportionnelle entre 1035 PAP. La part qui revient à chaque sera dans l'ordre de 110 m² au plus.

Par ailleurs, lors des consultations organisées avec les PAP en octobre relatives aux sites de réinstallation, elles se sont réjouies des superficies supplémentaires proposées par le consultant pour la restauration de leurs moyens de subsistance.

9.2.2.2 Processus de consultation et attribution des terres

Le processus d'attribution des terres sera conduit de manière totalement transparente, conformément aux exigences de la Norme Environnementale et Sociale (NES) n°10 de la Banque mondiale, qui vise à garantir la participation active des parties prenantes et une communication claire et continue. Les exploitants seront informés des critères d'attribution de manière exhaustive, afin de s'assurer que chacun comprenne les modalités et les conditions de la réinstallation.

Des projets similaires seront consultés en collaboration avec l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER), une entité spécialisée et dotée de l'expertise nécessaire pour accompagner les initiatives en milieu rural. L'ANADER est particulièrement sollicitée pour ce type de projet dans le secteur agricole paysan. Ainsi, lors de la phase d'opérationnalisation, leur expertise sera sollicitée pour garantir la réussite de cette opération, en assurant un accompagnement adapté et une mise en œuvre efficace.

Un comité de suivi, composé de représentants des exploitants, des autorités locales, d'un représentant de l'ONG locale et des membres de la communauté, sera chargé de superviser le processus d'attribution des parcelles. Cette structure garantira que la distribution des terres respecte les principes d'équité et de transparence, en lien avec les recommandations de la NES n°10. Sous la supervision de l'UCP, L'ONG responsable du suivi de la mise en œuvre du Plan de Restauration des Moyens de Subsistance (PRMS) jouera un rôle central dans le suivi opérationnel des activités sur les sites de réinstallation, en veillant à prévenir toute forme de favoritisme ou d'injustice dans le processus.

Les Personnes Affectées par le Projet (PAP) seront réinstallées sur les nouveaux sites en tenant compte de leur proximité sociale d'origine, en veillant à regrouper les familles par quartier et par affinité, pour préserver la dynamique sociale et les liens communautaires préexistants.

Cette méthode de réinstallation a pour objectif de faciliter l'intégration sociale et la reconstruction des réseaux communautaires.

En effet, les nouveaux sites étant situés à divers endroits et distances entre la ville et ces sites n'étant pas les mêmes, l'attribution des sites aux différents quartiers se présente comme défi pour les responsables du projet. Cela demande un certain niveau de neutralité pour garantir l'équité et minimiser les risques de conflits. C'est pourquoi, le choix des nouveaux sites par les différents quartiers, se fera par tirage au sort. Cette méthode impartiale assure l'inclusion et la transparence telles recommandées par la NES n°10 de la Banque mondiale. Ainsi, le processus de réinstallation et d'attribution des terres bénéficie de la confiance des PAP et des autres parties prenantes, tout en renforçant la cohésion sociale sur les nouveaux sites de réinstallation.

Tout conflit survenu dans le cadre des activités de mise en œuvre du PRMS sera géré dans le cadre du Mécanisme de gestion des plaintes mis en place dans le cadre du projet.

9.2.3 Transport et logistique

Les sites de réinstallation étant situés à 7 km et 5 km de la ville, les Personnes Affectées par le Projet (PAP) devront parcourir quotidiennement ces distances pour se rendre sur leurs nouvelles exploitations. Ce déplacement régulier représente un défi majeur pour ces populations, notamment en termes de temps et de coûts de transport. Lors des consultations menées entre le 28 septembre et le 02 octobre 2024, les PAP ont exprimé le besoin d'un appui pour disposer de moyens de transport adaptés afin de faciliter leur accès aux sites de réinstallation.

Prenant en compte les pratiques locales en matière de transport et dans le souci de renforcer l'autonomie progressive des PAP, le projet a prévu l'acquisition de motos à trois roues (tricycles). Ces tricycles permettront aux PAP de se déplacer plus aisément entre leur lieu de résidence et les sites de réinstallation, assurant ainsi la continuité de leurs activités agricoles et réduisant les contraintes liées à la distance.

9.2.3.1 Transport

Pour répondre à ce besoin de mobilité, une flotte de 50 tricycles sera acquise et mise à la disposition des PAP pour assurer leur transport quotidien. Les modalités suivantes seront mises en œuvre pour garantir l'efficacité et la transparence de ce système :

- **Organisation du transport** : Des points de départ et de retour seront clairement identifiés et communiqués à l'ensemble des PAP, en collaboration avec les représentants des PAP de chaque quartier concerné. Les horaires de départ et de retour seront définis de manière consensuelle afin de s'adapter aux besoins des exploitants et de garantir une gestion optimale du temps de transport.
- **Répartition de la flotte** : La répartition des tricycles tiendra compte de la distance entre la ville et les sites de réinstallation, ainsi que de l'effectif des PAP sur chaque site. Cette

approche vise à garantir une utilisation équilibrée des moyens de transport, en fonction des besoins spécifiques de chaque groupe d'exploitants.

- **Mesures de sécurité** : Pour assurer la sécurité des passagers, le nombre de personnes par tricycle sera limité à 10 personnes maximum par voyage, et la vitesse des tricycles sera strictement limitée à 30 km/h. Ces mesures visent à minimiser les risques d'accidents et à garantir la sécurité des PAP lors de leurs déplacements quotidiens.
- **Participation financière des PAP** : Afin de promouvoir la durabilité du système de transport, une contribution journalière de 100 FCFA sera demandée à chaque PAP après une période de 3 mois de fonctionnement. Cette contribution progressive permettra aux PAP de s'approprier progressivement la gestion de leurs déplacements et de réduire la dépendance vis-à-vis du soutien du projet. Les fonds collectés serviront à l'entretien et à la gestion de la flotte de tricycles.
- **Gestion du système de transport** : Un **comité de gestion des tricycles** sera mis en place pour assurer la coordination et la maintenance des véhicules. Ce comité, composé de représentants des PAP et de l'ONG en charge de la mise en œuvre du PRMS, aura pour mission de veiller à la bonne utilisation des tricycles, de gérer les contributions financières et de superviser l'entretien des engins.

En parallèle, une seconde flotte de **20 tricycles** sera acquise pour assurer le transport des productions agricoles des PAP vers les centres de vente. Ces tricycles serviront de taxi-bagages, facilitant l'évacuation des récoltes vers les marchés locaux, ce qui contribuera à améliorer les revenus des exploitants réinstallés.

- **Contribution pour le transport des récoltes** : Une contribution de 50 FCFA par colis sera demandée pour le transport des marchandises après trois mois d'exploitation. Cette mesure vise à couvrir les coûts de maintenance des tricycles de transport de marchandises, tout en restant abordable pour les exploitants.

Ces mesures de transport adaptées aux besoins des PAP s'inscrivent dans une démarche de soutien transitoire, visant à faciliter l'accès aux nouvelles terres tout en encourageant progressivement l'autonomie des bénéficiaires. Elles répondent également aux principes de la NES n°5 de la Banque mondiale, en contribuant à la restauration des moyens de subsistance et à la réintégration socio-économique des PAP dans leurs nouvelles conditions de vie.

9.2.3.2 Mode d'acquisition du matériel de transport

Au total, 70 tricycles seront acquis par le projet. Comme indiqué ci-dessus, 50 tricycles pour assurer le déplacement des PAP et 20 autres tricycles pour le transport de la production.

Le modèle de tricycle choisi est l'un des plus robustes. Le tricycle cargo QS150ZH-200, proposé par Ivoire Moto, est un modèle polyvalent et robuste, conçu pour répondre aux besoins professionnels de transport. Avec une capacité de charge impressionnante de 1 000 kg et un moteur fiable, il se distingue par sa performance et sa durabilité, en faisant le choix idéal pour des activités exigeantes. Il offre une grande capacité de transport, ce qui est particulièrement

adapté aux besoins des exploitants agricoles et des commerçants pour le transport de marchandises sur des distances moyennes. Il est également bien adapté aux infrastructures routières rurales, souvent moins accessibles en des véhicules plus grands ou plus coûteux à entretenir.

Le coût d'acquisition des 70 tricycles est de 105 000 000 FCFA en raison d'un coût unitaire de 1 500 000 FCFA. Ce prix est justifié par la robustesse du modèle sélectionné, sa capacité à transporter des charges importantes, ainsi que sa résistance et sa durabilité. Les PAP pourront, du fait de cette forte résistance, l'utiliser sur le long terme. Les chauffeurs seront recrutés en fonction de leur expérience et devront être titulaires d'un permis de conduire valide. Ils bénéficieront ensuite de formations renforcées sur les techniques de conduite adaptées à leur activité. Des membres de l'ONG seront désignés pour superviser quotidiennement la sélection des tricycles (engins utilisés), veillant à ce que les chauffeurs respectent les consignes de sécurité, notamment en matière de limitation de vitesse et de conduite prudente. De plus, une période d'évaluation d'un mois sera mise en place pour évaluer la performance de chaque chauffeur recruté.

En complément, le projet prendra en charge le carburant pour une période initiale de trois mois, pour un coût total de 12 600 000 FCFA. La consommation est en général de 3 L aux 100 km. Sur cette base, la consommation journalière de carburant par Tricycle est plafonnée à 2 litres soit un coût 1750 FCFA en raison de 875 FCFA le litre de super à la pompe dans la zone du projet. Ce coût est majoré à 2000 FCFA pour rester à l'abri de toute augmentation de prix du carburant. En considérant ce forfait, la consommation mensuelle de carburant par tricycle est de 60 000 FCFA. Sur les trois mois d'accompagnement du projet, le coût de consommation de carburant est de 180 000 FCFA par tricycle soit, 12 600 000 FCFA pour l'ensemble des 70 tricycles.

Cette prise en charge est essentielle pour permettre aux bénéficiaires de démarrer leurs activités, sans avoir à supporter immédiatement les coûts opérationnels. Cela facilitera l'implantation de leurs activités dans de nouveaux espaces, tout en garantissant une transition fluide vers l'autofinancement après cette période initiale.

9.2.3.3 Recrutement de chauffeurs de tricycles

Le recrutement de chauffeurs de tricycles vise à répondre aux besoins de transport des exploitants agricoles, majoritairement des femmes, entre la ville et leurs champs situés dans des villages de 5 à 10 km. Cette initiative inclut également le transport des productions agricoles vers les marchés, tout en prévoyant une transition progressive vers une gestion autonome assurée par les comités de gestion. Au total, 70 chauffeurs seront recrutés pour ce projet, dont 50 seront affectés au transport des exploitants et 20 dédiés au transport des productions agricoles. Le processus de recrutement accordera une priorité aux jeunes issus des communautés directement affectées par le projet, afin de promouvoir l'insertion professionnelle locale et renforcer l'adhésion des populations bénéficiaires.

▪ ***Critères de recrutement***

Les chauffeurs devront remplir des critères spécifiques, notamment justifier d'une expérience professionnelle d'au moins deux ans dans la conduite de véhicules similaires, détenir un permis de conduire valide et maîtriser les règles de sécurité routière. Une expérience préalable en milieu rural serait un atout majeur. Les candidats retenus devront également démontrer des compétences personnelles telles que le respect des consignes de sécurité, la capacité à entretenir les tricycles et une bonne organisation dans le cadre de leurs missions. Par ailleurs, ils devront signer un code de bonne conduite, qui précisera les comportements attendus, notamment le respect des horaires, des bénéficiaires et des consignes de sécurité.

▪ ***Rémunération des chauffeurs***

Le salaire des chauffeurs sera fixé sur la base du SMIG en Côte d'Ivoire, soit 75 000 FCFA par mois. Durant les six premiers mois, le projet prendra entièrement en charge leur rémunération, pour un coût total de 31 500 000 FCFA. Après cette période d'accompagnement, la gestion des chauffeurs sera progressivement transférée aux comités de gestion, composés des exploitants agricoles eux-mêmes, qui seront responsables de l'organisation des trajets, de la maintenance des tricycles et de la coordination générale des activités de transport.

▪ ***Mode de formation et de gestion***

Avant leur prise de fonction, les chauffeurs bénéficieront d'une formation adaptée. Celle-ci portera sur la conduite spécifique des tricycles QS150ZH-200, la sécurité routière en milieu rural et les bases de l'entretien pour garantir la durabilité des véhicules. Cette formation sera complétée par un suivi quotidien assuré par des membres de l'ONG partenaire durant les six premiers mois d'activité. Par ailleurs, une période d'évaluation d'un mois sera instaurée pour mesurer la performance des chauffeurs et leur capacité à respecter les consignes établies.

Pour pallier toute éventualité, comme un comportement inapproprié de certains chauffeurs, leur incapacité à respecter le code de bonne conduite ou un arrêt de travail pour des raisons diverses, le projet prévoit également le recrutement de cinq chauffeurs supplémentaires, qui pourront intervenir en remplacement si nécessaire. Ces chauffeurs de réserve seront formés au même titre que les autres et pourront être mobilisés rapidement pour assurer la continuité des activités de transport.

À la fin de la phase d'accompagnement de six mois, les comités de gestion prendront pleinement le relais, avec l'objectif de garantir une gestion autonome et durable du dispositif. Le projet continuera toutefois de fournir un suivi technique sur une période supplémentaire d'un an pour renforcer les capacités des comités et évaluer leur autonomie dans la gestion des chauffeurs et des tricycles. Cette approche permettra d'assurer une transition fluide et une pérennité du dispositif. Ce modèle vise à améliorer la mobilité des exploitants agricoles, optimiser le transport des productions et renforcer l'autonomisation économique des femmes, tout en consolidant leurs capacités de gestion à travers un appui progressif et structuré.

Catégorie	Nombre de chauffeurs	Salaire mensuel (Fcfa)	Durée (mois)	Coût total (FCFA)
Chauffeurs affectés au transport des exploitants (50)	50	75 000	6	22 500 000
Chauffeurs affectés au transport des productions (20)	20	75 000	6	9 000 000
Total pour chauffeurs réguliers	70	75 000	6	31 500 000
Chauffeurs de réserve (5)	5	75 000	6	2 250 000
Total général	75	75 000	6	33 750 000



Vue d'une exploitation maraîchère à proximité du site, mission de recherche de site octobre 2024, Photo d'archives

9.2.3.4 Subvention de frais de déplacement des PAP motorisées

Une subvention partielle sera accordée aux PAP qui disposent de leurs propres moyens de transport. Cette subvention permettra de couvrir une partie de leurs frais de carburant. Cette mesure vise à encourager les exploitants à assurer eux-mêmes leurs déplacements, tout en réduisant les charges financières liées à ces trajets fréquents. Un montant forfaitaire de 25 000 francs CFA sera versé mensuellement aux PAP disposant d'un moyen de transport, en particulier des motocyclettes. Cette subvention sera accordée à 10% de l'effectif total des PAP selon les consultations (septembre-octobre 2024) sur une période de 3 mois. Elle représente un montant global de 9 825 000 FCFA pour 131 PAP identifiés.

Nombre de PAP	Coût forfaitaire individuel (FCFA)	Coût total mensuel (FCFA)	Coût total trimestriel (FCFA)
131	25 000	3 275 000	9 825 000

9.2.4 Formation continue pour les exploitants agricoles

9.2.4.1 Modalités pratiques des formations agricoles

Dans le cadre de la Restauration des Moyens de Subsistance (RMS), des formations adaptées seront proposées aux exploitants agricoles afin de renforcer leurs compétences en matière de techniques agricoles modernes, de gestion durable des ressources et d'amélioration de la productivité sur les nouvelles terres de réinstallation. Les modalités de ces formations ont été conçues pour maximiser l'efficacité de l'apprentissage tout en tenant compte des besoins spécifiques des exploitants agricoles adultes.

9.2.4.1.1 Durée et fréquence des sessions

Les formations se dérouleront sur une période de quatre mois, avec des sessions de deux heures, deux fois par semaine. Cette fréquence a été choisie pour permettre une meilleure assimilation des nouvelles connaissances, tout en laissant aux agriculteurs le temps de mettre en pratique les techniques apprises entre chaque session. La durée réduite de chaque session permet de minimiser les interruptions de leurs activités agricoles quotidiennes, assurant ainsi une continuité de leur travail sur les nouvelles terres tout en participant activement aux formations.

9.2.4.1.2 Approche pédagogique

Les formations adopteront une approche mixte, combinant théorie et pratique, afin de garantir une compréhension complète des techniques agricoles modernes et de leur application sur le terrain. L'accent sera mis sur l'apprentissage pratique, représentant 70 % de la formation, tandis que 30 % seront consacrés à des discussions théoriques pour expliquer les principes sous-jacents aux pratiques. Les modalités pédagogiques seront les suivantes :

- **Ateliers sur le terrain** : Les sessions se dérouleront directement sur les parcelles de réinstallation, permettant aux exploitants d'apprendre et de tester les nouvelles techniques dans un environnement familier. Ils seront accompagnés par des experts agricoles de l'ANADER pour s'assurer de la bonne application des méthodes.

- **Démonstrations pratiques** : Des démonstrations concrètes de l'utilisation des nouveaux outils agricoles, des techniques de culture et d'irrigation seront réalisées par des experts, afin que les exploitants puissent observer et reproduire ces pratiques.
- **Suivi personnalisé** : Un suivi individualisé sera assuré par les formateurs, permettant d'accompagner chaque exploitant dans l'adaptation des techniques à son propre contexte agricole. Ce suivi renforcera la mise en pratique des connaissances acquises et favorisera une adoption durable des nouvelles pratiques.

9.2.4.1.3 Flexibilité du calendrier

Le calendrier des formations sera ajusté en fonction des périodes de forte activité agricole, comme les saisons de semis et de récolte, afin de ne pas interférer avec les moments critiques des cycles de production. Avant chaque session, une consultation rapide sera effectuée avec les participants pour ajuster les dates et les horaires en cas d'imprévus climatiques ou de changements dans le calendrier agricole, tels que des pluies inattendues. Cette flexibilité vise à garantir la participation continue des agriculteurs tout en respectant leurs impératifs professionnels.

9.2.4.1.4 Échanges avec des agriculteurs locaux expérimentés

Pour encourager l'adoption des nouvelles pratiques, des échanges avec des agriculteurs locaux ayant déjà réussi à intégrer des techniques modernes seront organisés. Ces témoignages et partages d'expériences permettront aux exploitants de se projeter dans les bénéfices des nouvelles méthodes et de renforcer leur confiance dans le changement de pratiques. Ces rencontres contribueront à créer une dynamique de groupe positive et à favoriser la diffusion des bonnes pratiques.

9.2.4.2 Types de formations agricoles proposées

Des formations sont prévues pour renforcer les capacités des PAP. Ces formations porteront sur plusieurs volets clés visant à améliorer la productivité et la durabilité des pratiques agricoles des PAP :

- ***Techniques de production agricole moderne***

L'introduction à des méthodes de culture plus efficaces, telles que l'agriculture de conservation et l'utilisation de semences améliorées. Pour ce faire, des formations sont prévues pour renforcer les capacités des PAP à l'application des techniques d'irrigation modernes, comme l'irrigation pour optimiser l'utilisation de l'eau, en particulier sur les nouvelles terres équipées de systèmes d'irrigation.

- ***Gestion des sols et fertilisation*** :

Formation sur la gestion durable des sols, y compris la rotation des cultures, l'utilisation de compost organique et des techniques pour maintenir la fertilité du sol.

Les participants apprendront aussi à utiliser les engrais de manière appropriée pour éviter la dégradation des sols, tout en maximisant les rendements.

- ***Gestion de l'eau***

Formation sur la gestion des ressources en eau, en particulier l'utilisation des systèmes d'irrigation, et sur comment planifier et répartir efficacement l'eau durant les périodes de sécheresse. L'objectif est que les PAP puissent cultiver leurs terres tout au long de l'année, ce qui représente un avantage significatif par rapport à leurs espaces précédents,

- ***Lutte contre les maladies et ravageurs***

Apprentissage des méthodes naturelles et chimiques pour lutter contre les maladies des plantes et les ravageurs sans nuire à l'environnement ni compromettre la santé des agriculteurs.

- ***Accès aux marchés et commercialisation des produits***

Introduction aux stratégies de vente des produits agricoles, avec un accent sur l'accès aux marchés locaux et régionaux, la négociation des prix et l'optimisation des revenus.

Pour permettre aux PAP de maîtriser les nouvelles techniques Des formations sont prévues pour renforcer les capacités des PAP

9.2.4.3 Formateurs

Les formations agricoles seront dispensées par une combinaison d'acteurs spécialisés, garantissant une expertise adaptée au contexte local :

9.2.4.3.1 Agents de l'ANADER

La représentation locale de l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) sera sollicitée pour apporter un soutien technique en matière agricole et formera les agriculteurs aux normes agricoles en vigueur.

9.2.4.3.2 Consultants agricoles

Des consultants spécialisés en techniques agricoles modernes (comme l'irrigation goutte-à-goutte ou l'agriculture biologique) seront invités à animer des sessions spécifiques sur les techniques avancées adaptées aux réalités locales.

9.2.4.3.3 Suivi post-formation pour les exploitants agricoles

Un suivi personnalisé sera mis en place pour les exploitants agricoles après la formation. Cela inclura :

- Visites de terrain régulières par les formateurs pour vérifier l'application des techniques apprises et conseiller les agriculteurs.
- Soutien technique continu : Les agriculteurs pourront contacter les formateurs ou les ONG partenaires en cas de questions ou de difficultés.
- Évaluation des résultats : Un suivi sera effectué pour mesurer l'impact des nouvelles techniques sur la productivité et les revenus des exploitants agricoles.

9.2.4.3.4 Groupes de travail agricoles

Pour encourager le partage de connaissances et l'entraide entre les agriculteurs, des groupes de travail agricoles seront mis en place. Ces groupes permettront aux exploitants de :

- Partager leurs expériences sur l'application des techniques apprises.
- Mutualiser certaines ressources, comme les équipements agricoles ou les intrants.
- Organiser des actions collectives, par exemple pour accéder à des marchés plus importants ou obtenir des prix de vente plus avantageux.

9.2.5 Recrutement d'ONG locale

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Action de Réinstallation (PAR) et des mesures de Restauration des Moyens de Subsistance (RMS), une ONG pluridisciplinaire sera recrutée pour garantir l'efficacité et la cohérence des actions entreprises. Cette ONG, dotée d'une expertise variée, sera chargée de superviser à la fois le processus de réinstallation des Personnes Affectées par le Projet (PAP) et les activités de restauration de leurs moyens de subsistance.

9.3 Mesures de soutien aux Gérants d'activités commerciales ou artisanales

Les PAP gérants d'activités commerciales sont actifs dans de petits commerces installés non loin de la voie publique. Ces activités commerciales ou artisanales identifiées dans la zone des travaux constituent leur source de revenus. Leur situation spécifique nécessite des mesures adaptées, qui combinent compensation économique, accompagnement technique et formation professionnelle pour garantir que leurs activités commerciales puissent non seulement reprendre, mais aussi s'améliorer durablement après leur réinstallation.

9.3.1 Mesures de réinstallation économique

9.3.3.1 Relocalisation vers de nouveaux sites propices au commerce

Les discussions avec les autorités locales (mairie) n'ont pas permis d'identifier des sites dans des zones stratégiques où ces gérants pourront reprendre leurs activités. Il a été indiqué que les PAP trouvent des sites pour se réinstaller. Le suivi des PAP sera assuré par une ONG locale, dans le cadre de ses attributions en matière d'accompagnement social. Les sites d'installation

de ces PAP seront connus et une exonération de taxes sera négociée avec la mairie sur une période de 6 mois pour permettre aux PAP de réduire les charges.

- ***Accès prioritaire à des infrastructures commerciales publiques***

En collaboration avec les autorités locales, des efforts seront faits par le l'UCP, avec l'appui des autorité locales pour permettre aux gérants affectés d'accéder à des infrastructures commerciales à des coûts subventionnés, en particulier pour les gérants les plus vulnérables économiquement.

9.3.3.2 Appui financier pour la période transitoire

Afin de combler les pertes de revenus pendant la période de transition entre la fermeture de leurs activités actuelles et leur réinstallation sur les nouveaux sites, un fonds d'appui financier temporaire sera mis à disposition des gérants d'activités commerciales et artisanales.

9.3.3.3 Modalités de versement de l'appui financier

L'appui financier sera distribué sous forme de transferts monétaires directs aux 30 gérants d'activités commerciales et artisanales identifiés. Ce montant forfaitaire calculé sur la base des revenus moyens de chaque activité affectée, pour une durée maximale de trois mois conformément aux dispositions prévues par le PAR (*Section 7.4 Estimation des pertes de revenus commerciaux et artisanaux*).

Cette somme sera versée en deux tranches :

- **Première tranche** : Avant le début des travaux, pour permettre aux gérants de faire face aux premières dépenses liées à la perte de leurs activités.
- **Deuxième tranche** : Après l'installation sur les nouveaux sites, afin de les aider à couvrir les frais opérationnels initiaux.

Ce mode de paiement en deux temps est adopté pour assurer une meilleure gestion des fonds. En effet, le paiement par tranche permet de faire un suivi de la gestion faite des fonds reçus.

9.3.4 Formation continue pour les gérants d'activités commerciales et artisanales

9.3.4.1 Modalités pratiques des formations

Les formations destinées aux Personnes Affectées par le Projet (PAP), gérants d'activités commerciales et artisanales, seront conçues par les formateurs pour s'intégrer de manière harmonieuse à leurs emplois du temps, afin qu'ils puissent continuer à gérer leurs affaires tout en participant aux sessions de formation. Voici les modalités pratiques prévues pour le déroulement de ces formations :

- Les sessions de formation seront organisées deux fois par semaine, avec une durée de deux heures par session, sur une période de quatre mois. Ce format permet aux participants d'acquérir les connaissances de manière progressive tout en les appliquant immédiatement dans leur activité quotidienne.
- Les formations seront basées sur une approche pratique et interactive, favorisant l'implication active des participants à travers :
 - Études de cas : Présentation de situations concrètes et adaptées au contexte local, permettant aux gérants de comprendre comment les concepts enseignés peuvent s'appliquer à leurs activités.
 - Mises en situation : Exercices pratiques où les participants mettent en œuvre les techniques et principes appris, afin de renforcer leur compréhension et leur capacité à les adapter à leur contexte.
 - Sessions de questions-réponses : Espaces dédiés aux participants pour poser des questions spécifiques et obtenir des clarifications sur les sujets abordés, favorisant ainsi un apprentissage personnalisé.
- Calendrier flexible : Les formations seront planifiées de manière à respecter les contraintes horaires des participants, en évitant les périodes de forte affluence dans leurs activités commerciales (comme le matin tôt ou en fin de journée). De plus, les gérants auront la possibilité de déléguer temporairement la gestion de leurs activités à une personne de confiance pendant les heures de formation, assurant ainsi la continuité de leurs affaires.

Objectifs de la Formation

Les formations visent à renforcer les compétences des PAP dans la gestion de leurs activités, en leur fournissant des outils modernes et adaptés pour améliorer leur productivité, diversifier leurs services et renforcer leur résilience économique. Elles permettront également aux participants de s'adapter aux nouvelles exigences du marché et de mieux gérer les défis liés à la réinstallation.

9.3.4.2 Types de formation proposées

Les formations destinées aux Personnes Affectées par le Projet (PAP) seront structurées autour de compétences clés visant à améliorer la gestion de leurs activités et à renforcer leur capacité à s'adapter aux défis économiques liés à la réinstallation. Les modules proposés sont conçus pour être à la fois pratiques et adaptés aux besoins spécifiques des PAP. Les principaux domaines de formation incluront :

- **Gestion financière et comptabilité simplifiée :**
 - Objectif : Apprendre aux PAP à gérer leurs finances de manière autonome, en les familiarisant avec des outils de suivi financier simples mais efficaces.
 - Contenu : Techniques de gestion des revenus et des dépenses, élaboration de budgets, calcul de la rentabilité, et méthodes pour suivre les bénéfices. Ce

module permettra aux participants de prendre des décisions financières éclairées et de mieux gérer leur trésorerie.

- **Techniques de vente et relation client :**
 - Objectif : Renforcer les compétences en communication et en vente pour améliorer l'expérience client et accroître la fidélisation de la clientèle.
 - Contenu : Stratégies pour établir un contact positif avec les clients, techniques de négociation et de présentation des produits, gestion des plaintes et satisfaction client. Ce module aidera les PAP à augmenter leur volume de ventes en offrant un service de qualité à leur clientèle.
- **Diversification des produits et services :**
 - Objectif : Encourager les PAP à explorer de nouvelles opportunités pour enrichir leur offre et s'adapter aux besoins changeants du marché local.
 - Contenu : Analyse des tendances du marché local, identification de nouveaux produits ou services, évaluation des investissements nécessaires, et planification de la diversification. Cette formation vise à augmenter la résilience économique des PAP en élargissant leur gamme de produits et services.
- **Marketing local et digital :**
 - Objectif : Fournir aux PAP les bases du marketing moderne, en intégrant les aspects traditionnels et numériques pour mieux se positionner sur le marché.
 - Contenu : Introduction aux techniques de publicité locale, élaboration de plans de communication adaptés au marché, utilisation des réseaux sociaux pour attirer de nouveaux clients, et création de contenus attractifs pour promouvoir les produits. Ce module permettra aux PAP de développer leur visibilité et de toucher une clientèle plus large grâce aux outils digitaux.

9.3.4.3 Formateurs

Les formations seront dispensées par des organisations spécialisées ayant une expertise dans le développement commercial et artisanal, ainsi que dans l'accompagnement des petites et moyennes entreprises. Les acteurs clés de cette formation concernent :

- **Experts en gestion d'entreprise**

Des consultants et formateurs ayant une expérience en gestion de petites entreprises dans des contextes similaires seront recrutés pour animer les sessions.

- **Ministères et agences publiques**

Les ministères concernés, tels que le Ministère du Commerce et de l'Industrie, apporteront un soutien technique pour les aspects liés aux réglementations commerciales et artisanales, ainsi que pour faciliter l'accès aux ressources publiques (comme les aides aux petites entreprises).

9.3.4.4 Suivi post-formation

Après les formations, un suivi personnalisé sera mis en place pour aider les PAP à appliquer les connaissances acquises dans leurs activités.

9.4 Budget et financement du Plan de Restauration des Moyens de Subsistance

Le coût prévisionnel pour la restauration des moyens de subsistance de ces deux catégories de PAP est présenté dans le tableau ci-dessous :

Tableau 28 : Coût prévisionnel du Plan de Restauration des Moyens de Subsistance

Rubriques	Détail des rubriques		Quantité	Coût unitaire (FCFA)	Montant total (FCFA)
Acquisition de terre de remplacement	Superficie totale acquise en mètre carré		200 000	600	120 000 000
			140 000	3000	420 000 000
			70 000	1500	105 000 000
Fourniture d'intrants	Intrants et semences de qualité (carottes, choux, concombre, etc.)	Naturalis bio 1 l	1035	4 000	4 140 000
		Callifert maraichage 1L	1035	5 000	5 175 000
		Callifert jardin 1L	1035	5 000	5 175 000
		Musdo 4	1035	6 000	6 210 000
		Amylo-x wg	1035	6 000	6 210 000
		Success 4	1035	6 000	6 210 000
		calif grains maiaichers	1035	5 000	5 175 000
Fourniture de petits matériels	Outillage agricole (houes, bêches, arrosoirs, brouettes)	Pulvérisateur	1035	14 000	14 560 000
		Daba	1035	2 000	2 070 000
		Binette	1035	1 000	1 035 000
		Houe	1035	5 000	5 175 000

		Machette	1035	3 000	3 105 000
		Lime	1035	1 500	1 552 500
Renforcement des capacités agricoles	Formation en techniques agricoles		1035	92 500	95 887 500
	Formation en techniques commerciales		30	92 500	2 775 000
Appui financier transitoire aux exploitants agricoles	Appui financier transitoire pour déplacement et attente de production 6 mois		1035	180 000	186 300 000
Appui financier pour transport et logistique	Coût d'acquisition des flottes motorisées		70	1 500 000	105 000 000
	Subvention de frais de déplacement des PAP (Carburant flotte)		904	13 983	12 627 432
	Subvention de frais de déplacement des PAP motorisées (3 mois)		393	25 000	9 825 000
	Frais de recrutement de 75 conducteurs (6 mois)		450	75 000	33 750 000
TOTAL GÉNÉRAL PRMS					1 156 897 432

X – CONSULTATION DE LA COMMUNAUTÉ AFFECTÉE ET DIVULGATION DES INFORMATIONS

10.1 Stratégie d'engagement et de communication avec les parties prenantes

Dans le souci d'atteindre un grand nombre de populations, le consultant a développé une stratégie de communication qui s'appuie sur les langues locales. Cette stratégie a pour objectif de s'assurer que le message délivré atteint un large auditoire. Ainsi, les langues utilisées au cours des rencontres organisées par le Consultant sont le français, le senoufo et le malinké. Le consultant s'exprime en français et le message est traduit en senoufo et en malinké qui sont les deux langues les plus parlées localement.

10.2 . Consultation de la communauté et participation de la population

La consultation de la communauté et la participation de la population dans le cadre de l'élaboration du présent PAR s'est faite en plusieurs étapes. La première étape concerne le volet administratif. Il s'agit de la consultation des structures institutionnelles impliquées dans la mise en œuvre du projet ou susceptibles d'apporter un appui quelconque dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre du PAR. Outre, le volet administratif du processus de consultation et de participation des parties prenantes, le Consultant a entrepris la réalisation de plusieurs rencontres publiques, des entretiens individuels et collectifs avec les chefferies et les communautés des quartiers limitrophes du site du projet.

10.3 . Consultation des parties prenantes institutionnelles

Dans le cadre des consultations institutionnelles, plusieurs entretiens ont été réalisés avec les chefs de service de l'administration publique et para-publique impliqués dans le projet. L'objectif principal de ces rencontres est de collecter des informations pouvant contribuer à la réalisation de l'étude. Ces rencontres avaient également pour but de recueillir les avis, les préoccupations et les recommandations nécessaires à la réalisation de l'étude. Ci-dessous quelques vues de la réunion de consultation des parties prenantes institutionnelles du 28 avril 2023 à la préfecture de Korhogo.



Photo 2 : Vue de la table de séance à la préfecture de Korhogo, avril 2023



Photo 3 : Vue des chefs de service participant à la rencontre à la préfecture de Korhogo, avril 2023

10.4 . Entretiens avec les chefs de quartiers

Des entretiens individuels ont été organisés par le Consultant avec les différents chefs des quartiers riverains du projet du 28 au 30 avril 2023. Ces entretiens avaient pour but d'une part, de planifier et de coordonner l'ensemble des activités à mettre en œuvre dans le cadre de l'élaboration du présent PAR et d'autre part, collecter des informations qualitatives sur l'historique des quartiers, les rapports des populations à l'eau, la gouvernance du quartier, le mode de gestion des terres et la dynamique sociale.

10.5 . Réunions publiques avec les communautés des quartiers riverains

Pour être plus proche de la population, les réunions de consultation publique ont été organisées au sein des différents quartiers riverains du projet. Ces rencontres ont permis au Consultant d'échanger avec les populations sur le projet et ses impacts, la planification des activités prévues dans le cadre du processus d'élaboration du PAR. Elles ont également permis au Consultant de partager avec les populations la consistance et les attentes de l'étude. Par ailleurs, les points suivants ont été abordés :

- ✓ Définition de l'emprise retenue ;
- ✓ Description des impacts du projet ;
- ✓ Détermination des mesures éventuelles ;

- ✓ Le recensement des PAP ;
- ✓ La date butoir ;
- ✓ L'éligibilité aux compensations.



10.6 . Entretiens de groupes avec les femmes

Des entretiens de groupe ont été organisés par le Consultant dans les différents quartiers du projet. Ces entretiens poursuivaient plusieurs objectifs principaux :

- ✓ Collecter des informations sur la question du genre et les violences basées sur le genre (VBG) ;
- ✓ Définir avec les populations les mesures de restauration des moyens de subsistance ;
- ✓ Identifier des structures communautaires capables de porter des projets.

L'approche genre suppose de considérer les différentes opportunités offertes aux hommes et aux femmes, les rôles qui leur sont assignés socialement et les relations qui existent entre eux. Au regard de l'implication de la question du genre dans la vie économique et sociale des groupes sociaux, il nous a paru nécessaire d'interroger les femmes sur la question. Il ressort des discussions que les femmes, du fait de leur statut de femme, n'ont pas beaucoup de marge

de manœuvre en matière de prise de décision par rapport aux hommes. La société accorde à l'homme la latitude de décider en toutes circonstances. L'objectif est de s'interroger sur le devenir des compensations qui seront perçues par les femmes dans le cadre du présent PAR. Sur la question, les femmes rencontrées ont donné l'assurance que certes, les hommes ont la décision finale, mais pour ce qui concerne les compensations à recevoir, ne saurait avoir une autre destination que celle de la femme.

La question relative aux VBG a été également abordée. À ce niveau, les entretiens ont révélé des cas de VBG dans la zone du projet. Pour les femmes rencontrées, ces cas de VBG surviennent généralement au moment où l'homme est interpellé par la femme d'assumer ses responsabilités dans le partage des charges familiales.

Face aux difficultés de disposer de terres pour réinstaller les femmes exploitantes de cultures maraîchères, les femmes ont été interrogées sur les possibilités de reconversion pour la restauration de leurs moyens de subsistance en raison de la perte de leurs activités maraîchères. Aux termes des échanges sur la question, les femmes ont évoqué la possibilité, pour certaines d'entre elles, de développer des activités génératrices de revenus (AGR). Plusieurs grands secteurs d'activité ont été identifiés par les femmes. Ce sont principalement :

- ✓ Achat-vente de vivriers ;
- ✓ Le secteur de la restauration ;
- ✓ Vente de jus de fruits ;
- ✓ Vente de pagne ;
- ✓ Mise en place d'unité d'entretien de bureau ;
- ✓ Salon de coiffure ;
- ✓ Salon de couture ;
- ✓ Etc.

Il est à noter que les femmes ont exprimé leur réticence à l'idée de reconversion, car elles n'ont aucune expérience dans les activités susceptibles de soutenir ce changement. La solution de la réinstallation physique sur des sites adaptés a été accueillie avec enthousiasme, car elle leur permettrait de continuer leurs activités sans subir de nouveaux déplacements ou contraintes supplémentaires. Il faut noter qu'en fine, celles-ci ont donné leur accord. Les images suivantes illustrent les échanges avec les femmes.



Vue de la consultation des femmes de Mongaha du 1er mai 2023



Vue de la consultation des femmes de Koko du 1er mai 2023



Vue de la consultation des femmes de Soziribougou du 28 avril 2023



Vue de la consultation des femmes de COCODY du 27 avril 2023

Photo 5 : Vues de la consultation des femmes dans les différents quartiers

10.7. Réunion de consultation des PAP

Suite à la publication des listes des PAP, deux réunions de consultation des PAP ont été organisées par le consultant le 28 avril 2023 à la chefferie du quartier Mongaha (dans la matinée) et au centre culturel du quartier Koko dans l'après-midi. Ces rencontres avaient pour but de faire connaître aux PAP les différents barèmes de compensation pour les différentes catégories d'impacts tels que prévus par le CPR.

Les mesures de compensation dans le cadre des PAR reposent sur des principes d'équité, de justice et de transparence. C'est pourquoi, les différents points relatifs aux compensations ont fait l'objet d'échanges avec les personnes directement concernées. Le contenu de ces échanges se présente comme suit :

Pour les terrains urbains : Conformément au Cadre Politique de Réinstallation (CPR), la détermination de la compensation s'établit sur la base du coût au mètre carré pratiqué dans la

zone du projet. À ce sujet, les PAP ont signalé que les terrains dans la zone ne sont généralement pas vendus au mètre carré, les prix étant fixés selon l'emplacement spécifique du terrain. D'après les PAP, le prix minimum pour un terrain de 500 m² est de 5 millions FCFA, soit un coût de 10 000 FCFA par m². Ainsi, pour elles, le montant acceptable est de 10 000 FCFA par m².

Ce montant de 10 000 FCFA par m² a été retenu car il correspond au coût fixé par le cadastre pour le quartier de Koko, montant également adopté pour les quartiers de Cocody Barrage, Sozoribougou et Koko. Concernant les PAP de Mongaha, le coût minimum pour un terrain dans cette zone est estimé à 25 millions FCFA, soit 50 000 FCFA par m². Elles souhaitent donc que ce prix soit retenu pour toute compensation liée à la perte de terrains urbains.

Le Consultant a toutefois précisé aux PAP de Mongaha qu'en raison de la proximité de leur quartier avec les autres zones affectées par le projet, il serait difficile d'obtenir l'accord de l'État ivoirien pour maintenir un tarif de 50 000 FCFA par m², au lieu de 10 000 FCFA par m², comme convenu pour les autres quartiers. Une nouvelle négociation sera menée par les structures de mise en œuvre afin de rapprocher le coût du mètre carré de celui fixé pour les PAP des autres quartiers.

Pour les autres mesures, un accord a été trouvé avec l'ensemble des PAP, y compris celles de Mongaha. Ces mesures concernent notamment :

- Compensation en espèces des infrastructures au coût de remplacement ;
- Compensation des revenus locatifs : indemnité correspondant à trois mois de loyers ;
- Aide au relogement des locataires : indemnité correspondant à 5 mois dont 3 mois de caution et 2 mois de loyer ;
- 50000 FCFA d'aide au déménagement pour les ménages résidents ;
- Paiement des frais de sacrifice pour les sites d'adoration identifiés sur le site du projet



Photo 6 : Vues de la consultation des PAP du quartier Mongaha



Photo 7 : Vues de la consultation des PAP des quartiers Cocody Barrage, Sozoribougou et Koko

10.8 . Divulgateion d'informations

Pour restaurer les moyens de subsistance des producteurs agricoles identifiés sur le site du projet, des sites de réinstallation ont été identifiés. À cette occasion, des consultations publiques de proximité ont été réalisées avec les PAP dans leurs différents quartiers. Ces consultations avaient pour but d'informer les PAP sur le processus de réinstallation et recueillir leurs avis et préoccupations.

Les consultations ont eu lieu du lundi 30 septembre au mardi 1er octobre 2024. L'ensemble des PAP a été divisé en quatre groupes répartis dans différents quartiers : Mongaha, Cocody, Sozouribougou et Koko. Bien que toutes les PAP n'aient pas pu participer aux consultations, un échantillon important a été retenu pour représenter chaque groupe. Le tableau ci-dessous présente le ratio de participation des exploitantes agricoles de chaque quartier.

Tableau 27: Ratio de participation

Jours de consultation	Quartier	Personnes affectées recensées	PAP ayant participé aux consultations	Ratio (%)
30-09-2024	Mongaha	242	148	61,0
01-10-2024	Cocody	150	89	59,3
01-10-2024	Sozouribougou	305	185	60,6
01-10-2024	Koko	338	201	59,5
Total		1035	623	60,2

Source : PAR-PRMS, PASEA, Korhogo, septembre 2024

Ainsi, un total de 623 exploitants agricoles, représentant 60,2 % des PAP, a participé à ces rencontres.

➤ **Résultats des consultations**

De manière générale, l'ensemble des PAP présentes à la réunion (60% de toutes les PAP), ont exprimé leur accord pour se déplacer sur les sites de réinstallation proposés. Toutefois, elles ont formulé plusieurs demandes spécifiques en guise d'accompagnement du projet :

- Des moyens de transport pour faciliter le déplacement vers les nouveaux sites.
- Un soutien pendant la période de transition, notamment en matière de subsistance et d'adaptation.
- Un accès facile à l'eau sur les nouveaux sites, étant donné que l'agriculture et les activités quotidiennes nécessitent une disponibilité en eau.

Ces préoccupations soulignent l'importance d'un accompagnement continu et de la mise en place de mesures concrètes pour faciliter la transition des PAP vers les nouveaux sites. Un suivi rigoureux et la mise à disposition de ressources adéquates seront essentiels pour assurer le succès de la réinstallation.



Photo 8: Vue de la consultation publique de Mongaha



Photo 9: Vue de la consultation publique de Cocody et Sozoribougou



Photo 10: Vue de la consultation publique de KOKO
Source : PAR-PRMS, PASEA, Korhogo, septembre 2024

10.9 . Consultation des villages riverains des sites de réinstallation pour la restauration des moyens de subsistance

Dans la perspective de la cession des parcelles qui serviront à la réinstallation des PAP, une consultation approfondie, dont le compte rendu a été annexé au présent rapport (annexe 6), a été menée auprès des populations riveraines, y compris les autorités coutumières et les représentants des communautés villages de Gbolokaha, Fandiakaha et Katia, considérés comme des communautés d'accueil.

Le processus de consultation a permis aux communautés de s'exprimer librement et sans contrainte, de formuler leurs attentes et préoccupations, et de négocier les termes de leur participation au projet. Les échanges ont permis de clarifier les enjeux du projet, notamment en ce qui concerne l'accès à l'eau. Les communautés ont exprimé leur accord pour l'installation de site de réinstallation sur leurs terres, en souhaitant bénéficier de l'accès à l'eau issue des forages qui seront réalisés une fois le site aménagé notamment pour les exploitants agricoles des villages d'accueil. Cet engagement vise à garantir la pérennité de leurs activités agricoles et à répondre aux besoins en eau de manière durable.

Aucune opposition majeure ni risque de conflit n'ont été identifiés au cours des consultations, et les autorités locales et coutumières ont manifesté leur soutien à la démarche du projet. Le projet s'est engagé à maintenir un dialogue continu avec les communautés tout au long de sa mise en œuvre, en vue de garantir la prise en compte de leurs préoccupations et de leur assurer un suivi régulier des engagements pris. Une prise en compte continue de leurs préoccupations et un suivi des engagements.

Les photos suivantes illustrent les échanges qui ont eu lieu dans les communautés susmentionnées.



Photo 11: Vue de la rencontre avec les autorités villageoises de Kapa Kassounanvogo, octobre 2024



Photo 12 : Vue de la rencontre avec les autorités villageoises de Gbolokaha, octobre 2024



Photo 13: Vue de la rencontre avec les autorités villageoises de Fandiakaha, octobre 2024



Photo 14 : Vue de la rencontre avec les autorités villageoises de Katia, octobre 2024

10.10 Consultation des éleveurs

La réhabilitation et l'installation des périmètres de protection du barrage impliqueront une interdiction d'accès pour les animaux, notamment les bœufs, qui viennent habituellement s'abreuver et pâturer aux abords du barrage durant la saison sèche. Pour anticiper cette contrainte, il est impératif d'identifier des sites alternatifs permettant aux animaux de disposer d'un point d'eau accessible. Dans cette optique, une consultation a été organisée avec les responsables des associations d'éleveurs et leurs représentants, en collaboration avec la Direction locale des ressources animales et halieutiques.

La consultation avec les éleveurs nomades s'est tenue le mercredi 02 octobre 2024, a permis d'aborder des questions spécifiques liées à leurs besoins en matière de ressources en eau et de sécurité pour le bétail. Cette rencontre s'est focalisée sur les éléments suivants :

- L'aménagement et la sécurisation du barrage de Korhogo pour éviter des conflits futurs entre les éleveurs et les autres parties prenantes.
- La recherche de sites alternatifs pour la construction d'abreuvoirs destinés au cheptel bovin, caprin et aux autres animaux d'élevage.

Trois points d'eau ont été proposés pour cette activité :

- Le point d'eau de Kassounavogo,
- Le point d'eau de Yambélégué 2,
- Le point d'eau de Natio-Kobara.

Ces points d'eau ont été identifiés comme étant des ressources clés pour l'alimentation en eau du cheptel. Une visite de ces sites a été convenue entre le consultant et les éleveurs afin d'évaluer leur viabilité pour les besoins du projet.



Photo 15: Vues de la rencontre avec les responsables des éleveurs de Korhogo

10.11 Consultation des communautés propriétaires des sites alternatifs

Parmi les trois sites alternatifs identifiés lors de la réunion avec les responsables des éleveurs, seule la communauté de Kapa-Kassounavogo a fait l'objet d'une consultation. Pour les autres sites, aucune consultation communautaire n'a été jugée nécessaire pour des raisons spécifiques :

- **Site de Natio** : Ce site, un ancien barrage dont la digue a cédé depuis longtemps, est actuellement hors service. Sa réhabilitation est envisagée dans le cadre du projet 2PAI Nord. Propriété de l'État de Côte d'Ivoire, il n'est lié à aucune revendication communautaire, rendant ainsi une consultation non requise.
- **Site de Gnambeleguekaha** : Situé en zone urbaine de Korhogo, ce site présente des contraintes pour les activités pastorales en raison d'un arrêté municipal interdisant l'élevage dans le périmètre urbain. Les éleveurs, informés de ces restrictions, ont contribué à la décision de ne pas retenir ce site pour le projet.

Site de Kapa-Kassounavogo : Lors de la consultation avec la communauté de Kapa-Kassounavogo, seule consultation réalisée parmi les trois sites, la chefferie locale n'a exprimé aucune objection majeure. Cependant, elle a proposé un autre emplacement sur ses terres, car le site initialement retenu n'était pas disponible. En conséquence, un nouveau site, situé au sud-

ouest du village (coordonnées : 9.4797202, -5.7033695), a été visité et validé par l'équipe du Consultant comme emplacement adapté aux besoins du projet.



Vue de la consultation de la chefferie du village de Kapa-Kassounanvogo



Vues du site d'eau alternatif de Kapa-Kassounanvogo (9.4797202, -5.7033695).

10.12 Divulgence d'informations

Le PAR, une fois approuvé prenant en compte le plan de restauration des moyens de subsistance, par la Banque mondiale, fera l'objet de publication sur le site Web de la Banque mondiale et par le Gouvernement de Côte d'Ivoire, avant la mise en œuvre.

XI. SUIVI ET ÉVALUATION

On distingue le suivi interne et le suivi-évaluation externe.

11.1. Suivi interne

Le suivi interne de la mise en œuvre du PAR sera assuré par la Cellule d'exécution du PAR et l'ONG en charge du suivi social de l'exécution du PAR, en collaboration étroite et sous la supervision de l'Expert social du PASEA. Il est supervisé par le comité de suivi du PAR. Le suivi interne vise à s'assurer que les activités de mise en œuvre du PAR se font en conformité avec les planifications prévues par le rapport du PAR.

Les principaux indicateurs du suivi interne :

- Nombre de PAP ayant négocié leur compensation et signé leur protocole d'accord ;
- Nombre de PAP payées par catégories tel que décrit dans le PAR ;
- Proportion des PAP non payées ;
- Nombre de PAP bénéficiaires d'un appui au logement, déménagement
- Nombre de plaintes enregistrées et traitées ;
- Nombre de PAP vulnérables bénéficiaires d'une assistance ;
- Nombre de comités de suivi fonctionnels ;
- Niveau d'implication et de participation des parties prenantes au processus de mise en œuvre du PAR ;
- Niveau de satisfaction des PAP par rapport aux activités de mise en œuvre du PAR ;
- Rapports d'activités du CE-PAR et le rapport d'achèvement de l'ONG ;

11.2. Suivi-évaluation externe

Le suivi-évaluation externe a pour objectifs de :

- Vérifier la conformité des activités de mise en œuvre avec les exigences du PAR (exigences nationale et de la Banque mondiale) ;

L'évaluation externe consistera à commanditer un audit de la mise en œuvre du PAR pour vérifier la conformité de la mise en œuvre du PAR avec les exigences définies dans le PAR en analysant les thématiques suivantes pour tirer les leçons qui s'imposent, sur entre autres :

- Le cadre légal et réglementaire de la réinstallation économique des PAP ;
- Le processus des consultations publiques des PAP ;
- Les critères d'éligibilité des PAP à une compensation, des mesures d'accompagnement
- la méthodologie d'évaluation des compensations des biens perdus et la pertinence des types de compensations servis aux PAP;
- L'état de la mise en œuvre des PAR, les contraintes rencontrées et la pertinence des solutions apportées pour leur résolution ;
- L'amélioration des conditions de vie des populations réinstallées ;
- Le suivi étroit avec les autorités administratives pour l'obtention de titres fonciers au nom des Personnes Affectée par le projet.

Le suivi-évaluation externe est assuré par une entité extérieure, un consultant.

11.3 Suivi-Evaluation du PRMS

La mise en œuvre efficace des mesures de restauration des moyens de subsistance dépend d'un suivi constant et d'une évaluation régulière des progrès réalisés. Dans cette optique, le PASEA met en place un cadre structuré de Suivi et Évaluation (S&E) pour garantir que les Personnes Affectées par le Projet (PAP) atteignent, voire surpassent, leurs conditions de vie d'avant la réinstallation. Ce système de S&E inclut des indicateurs de performance clés, des évaluations périodiques et des mécanismes de feedback pour ajuster les interventions en fonction des besoins et des résultats.

11.3.1 Objectifs du Suivi et Évaluation

Les principaux objectifs du cadre de S&E sont les suivants :

- Assurer la progression des activités de restauration conformément aux objectifs établis.
- Suivre l'évolution des moyens de subsistance des PAP pour évaluer leur capacité à rétablir leurs conditions de vie.
- Identifier rapidement les obstacles ou défis rencontrés par les PAP et apporter des ajustements en temps réel.
- Rendre compte des résultats aux autorités locales, aux parties prenantes et aux partenaires financiers, notamment la Banque mondiale.

11.3.2 Modalités de Suivi

Le cadre de S&E se base sur des indicateurs quantitatifs et qualitatifs, mesurés périodiquement pour une évaluation globale de la progression et de l'impact des interventions. Ces modalités incluent :

- Visites de terrain régulières : Des équipes spécialisées effectueront des visites sur site pour vérifier le niveau d'atteinte des objectifs des PAP.
- Rapports trimestriels : Ces rapports détailleront l'évolution des activités et indiqueront les défis rencontrés, ainsi que les solutions apportées.
- Entretiens et focus groups : Ces sessions incluront les PAP et les autres parties prenantes pour recueillir leur perception de l'avancement des mesures de restauration et évaluer les impacts sur leur qualité de vie.

11.3.3 Méthodes d'Évaluation

Les évaluations permettront de mesurer les impacts à moyen et long terme du projet sur les moyens de subsistance des PAP. Deux types d'évaluation sont prévus :

- Évaluation à mi-parcours : Elle permettra de vérifier si les objectifs intermédiaires sont atteints, et d'ajuster les activités si nécessaires.
- Évaluation finale : Cette évaluation vise à confirmer si les PAP ont effectivement restauré ou amélioré leurs conditions de vie par rapport à leur situation d'avant le projet.

11.3.4 Mécanismes de Feedback

Un mécanisme de feedback participatif sera mis en place pour permettre aux PAP de faire part de leurs retours et de leurs préoccupations tout au long de la mise en œuvre du projet. Ce système inclut :

- Des réunions communautaires régulières avec les PAP et les parties prenantes.
- Une ligne de communication dédiée pour recueillir les retours, avec des actions correctives assurées par l'équipe de projet en temps opportun.

11.3.5 Rôle des Partenaires dans le S&E

Le suivi et l'évaluation seront réalisés en collaboration avec les partenaires locaux, les ONG impliquées et l'équipe de sauvegarde sociale du projet, assurant un soutien technique et opérationnel continu. Les parties prenantes, y compris la Banque mondiale, recevront les rapports de suivi et d'évaluation afin d'assurer la transparence et d'ajuster les ressources et l'appui si nécessaire.

Le cadre de suivi et d'évaluation du PRMS constitue un pilier essentiel pour garantir que les interventions contribuent effectivement à l'amélioration durable des conditions de vie des PAP et respecte les engagements du projet envers les communautés locales

11.3.6 Indicateurs de performance

Les indicateurs suivants seront utilisés pour évaluer l'efficacité des mesures de restauration des moyens de subsistance :

Nombre d'exploitants agricoles ayant repris leurs activités sur les nouvelles terres : Ce premier indicateur évaluera le taux de réinstallation des agriculteurs et leur retour à la production agricole sur les sites attribués.

Augmentation de la production agricole : L'impact des formations en techniques agricoles modernes sera mesuré par l'augmentation des rendements par hectare. Un suivi périodique permettra d'observer les progrès en productivité agricole et d'identifier les zones nécessitant un appui technique supplémentaire.

Diversification des cultures : Mesurer la diversité des cultures implantées par les exploitants permettra de voir dans quelle mesure les formations ont permis aux agriculteurs d'introduire de nouvelles cultures pour réduire la dépendance aux cultures traditionnelles et renforcer leur sécurité alimentaire.

Nombre de gérants d'activités commerciales réinstallés et opérant sur les nouveaux sites : Cet indicateur mesure le succès de la relocalisation des commerçants et artisans, ainsi que la reprise de leurs activités économiques.

Augmentation des revenus des PAP : Ce critère analysera l'évolution des revenus moyens des PAP pour évaluer l'impact économique des mesures de restauration, en comparant les revenus avant et après réinstallation.

Niveau de satisfaction des personnes affectées par le projet (PAP) : Des enquêtes de satisfaction régulières permettront d'évaluer le ressenti des PAP par rapport aux mesures de restauration de leurs moyens de subsistance, en s'assurant qu'elles répondent bien à leurs besoins et améliorent leur situation économique. Ce suivi inclura des évaluations semestrielles pour identifier les domaines nécessitant des améliorations.

Taux de participation aux formations et ateliers : Le suivi du taux de participation aux formations permettra de s'assurer que les PAP sont activement impliquées dans le développement de nouvelles compétences. Cet indicateur pourra également identifier les obstacles potentiels à la participation pour y remédier rapidement.

Accès aux services de soutien post-réinstallation : Cet indicateur évalue le pourcentage de PAP ayant bénéficié d'un suivi après réinstallation, que ce soit pour des conseils agricoles, un accompagnement pour la gestion d'activités commerciales, garantissant ainsi une continuité dans l'accompagnement.

XII – PLAN DE MISE EN OEUVRE DU PAR

12.1 Cadre institutionnel et organisationnel de mise en œuvre

Plusieurs catégories d'acteurs sont impliqués dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre du Plan d'Action de Réinstallation (PAR) du sous-projet, qui sont : (i) l'Unité de coordination du sous-projet (ii) et les partenaires de mise en œuvre (a) les acteurs administratifs de l'État, (b) les acteurs du secteur privé (entreprises, mission de contrôle, société civile), (c) le partenaire technique et financier, la Banque mondiale, (d) les PAP, (e) les acteurs/leaders communautaires, (f) les populations riveraines des sites du sous-projet.

Le tableau suivant présente les différentes implications des institutions et organisations dans ce projet :

Tableau 29 : Cadre institutionnel du projet

Ministères/organisme	Structures	Activités liées au projet
Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	PASEA	Maître d'ouvrage délégué et Promoteur du Projet, il coordonne les activités du projet, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - La sélection des entreprises des travaux ; - La sélection des bureaux de contrôle ; - Le suivi de la mise en œuvre des activités du projet. Dans le cadre du PAR, supervise les actions de mise en œuvre et s'assure de leur conformité avec les Politiques Opérationnelles de la Banque mondiale.
	Office National de l'Eau	L'ONEP est chargée : <ul style="list-style-type: none"> - de l'exécution des missions d'assistance à la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'ouvrage déléguée qui lui sont confiées par l'État ; - de la préparation et l'exécution des tâches de programmation ; - de la passation des marchés ;

Ministères/organisme	Structures	Activités liées au projet
		<ul style="list-style-type: none"> - du suivi des travaux ; - de la surveillance du réseau ; - de la constitution et l'exploitation des bases de données techniques
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	Direction régionale du Poro	<p>Le Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme est chargé de la conception et de l'exécution de la politique du Gouvernement en matière d'urbanisation de la Côte d'Ivoire. Il est responsable des constructions de façon générale, de l'urbanisation, de l'occupation de l'espace et de la protection des zones sensibles, mais aussi de l'assainissement en milieu urbain.</p> <p>Dans le cadre du présent PAR, le MCLU :</p> <ul style="list-style-type: none"> - assure l'évaluation de l'expertise immobilière des biens impactés (parcelles, bâtis) ; - Membre de la Cellule d'exécution, il contribuera à la mise en œuvre du PAR selon son mandat et l'expertise immobilière réalisée (sensibilisation des PAP et gestion des plaintes liées aux bâtis, parcelles recensées) ; - Assurera le Secrétariat Général de la cellule d'exécution.
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	Direction régionale du Poro	<p>Ce Ministère est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique gouvernementale en matière d'agriculture et du développement rural.</p> <p>De par ses attributions, il sera chargé de veiller à la bonne évaluation des pertes de cultures et des arbres fruitiers affectés par le projet.</p> <p>Membre de la Cellule d'exécution, il contribuera à la mise en œuvre du PAR selon son mandat, et en conformité avec l'expertise agricole réalisée (sensibilisation des PAP et gestion des plaintes liées à la perte de culture, d'arbres, biens fonciers) ;</p>

Ministères/organisme	Structures	Activités liées au projet
Ministère de l'Économie et des Finances	Trésor Public	Financement des activités suivant la quote-part de l'État. Il est représenté par l'agent comptable et le contrôleur financier du PASEA qui assure le paiement des indemnités et le contrôle de la régularité de ces paiements.
Ministère d'État, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	Préfecture de Korhogo	<p>À travers la préfecture de Korhogo, le Ministère d'État, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière d'administration du territoire, de décentralisation, de dépôt légal, d'identification des populations, de cultes, d'immigration et d'émigration, de sécurité intérieure et de protection civile.</p> <p>Dans le cadre du PAR, la préfecture de Korhogo assure la présidence du Comité de Suivi</p>
	Mairie de Korhogo	<p>Participation à la sensibilisation et à la consultation publique des populations locales.</p> <p>Elles appuient le MCLU dans la clarification des questions foncières et dans la libération des emprises.</p>
Société civile	Organisation Non Gouvernementale	<p>L'ONG sélectionnée pour le suivi social des personnes affectées, assurera la médiation et le suivi de la réinstallation des PAP. De manière spécifique, elle est chargée des tâches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer une coordination efficace de la mise en œuvre des activités du PAR, en collaboration étroite avec la Cellule d'exécution du PAR, l'expert social du PASEA et les autorités administratives locales, conformément au calendrier établi ; - Informer et sensibiliser les PAP et autres parties prenantes sur : (i) les objectifs et les résultats attendus du projet, (ii) les différentes étapes du processus de mise en œuvre du PAR, (iii) les voies de recours en cas de plaintes, réclamations,

Ministères/organisme	Structures	Activités liées au projet
		(iv) le processus de la négociation individuelle, (v) le processus de paiement des indemnités ; - L'accompagnement social des PAP et des personnes vulnérables
Banque mondiale	La Banque mondiale étant le partenaire technique et financier du projet : - (i) Assure la revue qualité et la validation du PAR, et des rapports de mise en œuvre du PAR soumis à ses amendement s; - Fournit les Avis de Non Objection (ANO) sur (i) la revue qualité du PAR pour l'entame des travaux de génie civil et sur (ii) les rapports de mise en œuvre du PAR pour la clôture du sous-projet	
Entreprise	L'entreprise est chargée de l'exécution des travaux, conformément à son offre et son cahier des charges, et aux exigences de la politique de la Banque mondiale en matière de sauvegarde environnementale et sociale. L'entreprise et la mission contrôlent à l'étape du chantier, contribuent à la mise en œuvre de mécanismes de gestion des plaintes et des réclamations, initiés depuis l'élaboration du PAR. Ils rendront compte périodiquement des plaintes enregistrées et traitées à leur niveau ;	
Mission de contrôle	La mission de contrôle est le maître d'œuvre chargé du contrôle et de la surveillance des travaux sur le chantier, représenté sur le terrain par le Chef de Mission : - Elle veillera à l'exécution des travaux de génie civil, conformément à son mandat et au cahier des charges de l'entreprise. - Elle s'assurera de la gestion des plaintes liées aux travaux de génie civil enregistrées à leur niveau et au sein de l'entreprise. - S'assurera que les rapports mensuels fournissent à l'UCP-PASEA les données statistiques attendues ;	

Source, Consultant, PAR barrage de Korhogo, avril 2023

12.2 . Dispositif de mise en œuvre de ce PAR

Le dispositif de mise en œuvre de ce présent PAR est organisé autour des structures suivantes : deux organes de mise en œuvre du PAR (un comité de suivi et une cellule d'exécution) et une ONG en charge du suivi social.

✓ Comité de Suivi du PAR

La maîtrise d'ouvrage du Plan d'Action de Réinstallation (PAR) des travaux de réhabilitation et de protection de la retenue d'eau à multi-usages de Korhogo est assurée par l'UC-PASEA qui assure la coordination entre les ministères, et servir d'entité d'arbitrage dans la mise en

œuvre du PAR. Il a également pour mission la prise des actes juridiques et administratifs qui encadrent la mise en œuvre du PAR.

Le comité de suivi est chargé de :

- Suivre régulièrement l'avancement de la mise en œuvre du PAR pour le compte de toutes les parties concernées.
- Valider les fiches de négociation individuelle des compensations et des protocoles d'accord ;
- Valider les modalités d'indemnisation proposées par le PAR.
- Contribuer à la gestion des plaintes, des réclamations et litiges en lien avec le projet enregistré à son niveau, Ou des plaintes non résolues au niveau de la cellule d'exécution du PAR. Il est le dernier niveau de recours du règlement à l'amiable des litiges.

Ce comité se réunit deux fois par mois au cours de la période de mise en œuvre du PAR, ou de manière extraordinaire en cas de nécessité exprimée par la CE-PAR.

Il est présidé par le Préfet de la région du PORO, et sera composé comme suit :

- Un représentant de la Préfecture de Korhogo, qui assure la présidence du comité ;
- Le Coordonnateur du PASEA
- Un représentant du MCLU ;
- Un représentant du MEMINADER ;
- Un représentant du MINFB ;
- Le chef de projet local de l'ONEP ;

✓ **Cellule d'Exécution du PAR (CE-PAR)**

Missions de la CE-PAR

La Cellule d'Exécution du PAR (CE-PAR), spécialement conçue pour cette opération, et placée sous la supervision du Comité de Suivi, sera constituée pour assurer la Maîtrise d'œuvre du PAR. Les principales missions assignées à la CE-PAR sont les suivantes :

1. accompagner la mise en œuvre du PAR ;
2. assurer la diffusion des informations aux différentes parties prenantes ;
3. Contribuer au processus de négociation individuelle des compensations ;
4. s'assurer que les compensations et les mesures d'accompagnement prévues sont effectivement versées aux PAP concernées ;
5. assurer le suivi de la libération des emprises et l'élaboration des Procès-Verbaux (PV) de libération ;
6. assurer le suivi du déplacement et de la réinstallation des PAP ;
7. Recueillir et gérer les plaintes ;
8. Assurer l'archivage des différents documents liés à la réinstallation.

✓ Composition des CE-PAR

Les CE-PAR seront présidées par le représentant des Préfets de département. Outre l'autorité préfectorale, cette cellule sera composée de :

- 01 représentant de la préfecture de région du Poro
- 01 représentant(e) de la mairie ;
- 01 représentant(e) des Personnes affectées par département ;
- 01 représentant(e) en région du ministère en charge de l'Hydraulique ;
- 01 représentant de la Direction régionale de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme ;
- 01 représentant de la Direction Régionale de l'Agriculture et du Développement Rural;
- 01 représentant de la Direction des Cantonnements des Eaux Forêts du PORO,
- 01 ONG spécialisée dans l'accompagnement social par département.

La mission assignée à chaque structure membre de la Cellule d'Exécution du PAR est consignée dans le tableau suivant :

Tableau 30 : Composition de la Cellule d'exécution du PAR

Structure	Représentants	Attributions
Préfectures de Korhogo	Préfet ou son représentant	<ul style="list-style-type: none"> - assure la présidence de la cellule et la coordination des actions entre les différents membres ; - assure la sécurisation des opérations d'indemnisation et de libération de l'emprise ; - Facilite l'organisation des réunions publiques. - Valident les fiches de négociation individuelle de compensation et des protocoles d'accord ;
Directions régionales de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme (MCLU)	Experts immobiliers	<ul style="list-style-type: none"> - valident les expertises immobilières réalisées dans le cadre de l'élaboration du PAR ; - Procèdent à la réalisation des expertises immobilières en cas de contestation ou d'omission lors de l'évaluation initiale.
Unité de Coordination du PASEA	SSS UCP Unité de Coordination du PASEA	<ul style="list-style-type: none"> - Coordonne le processus d'élaboration du PAR et de sa mise en œuvre ; - Assure la communication sur le PAR ; - met à disposition les moyens nécessaires pour l'accomplissement des différentes missions ; - assure le renforcement des capacités des membres des différents comités
Agence comptable du PASEA	Agent comptable du PASEA	<ul style="list-style-type: none"> - procède au paiement des indemnités des personnes affectées par le projet ; - Produis les pièces justificatives de tous les paiements effectués.
ONEP	Chef de projet	<ul style="list-style-type: none"> - Assure la coordination des activités en relation avec l'unité de coordination du PASEA.

Structure	Représentants	Attributions
Mairie de Korhogo	Directeur des services techniques	<ul style="list-style-type: none"> - accompagne le projet dans la préparation de la réinstallation ; - accompagne la cellule dans la diffusion de l'information et la mobilisation des PAP ; - assure la logistique pour l'organisation des différentes séances de travail, d'information et de consultation ; - organise les réunions publiques prévues dans le cadre du PAR ; - Informe et sensibilise les PAP sur les mesures arrêtées dans le cadre du PAR.
ONG locale	Un spécialiste des questions sociales	<ul style="list-style-type: none"> - informe les PAP sur le mécanisme d'indemnisation et de gestion des litiges ; - sensibilise et informe chaque catégorie de personnes affectées par le sous-projet ; - recueille les doléances des PAP et les transmet à CE-PAR ; - fait le suivi interne des opérations d'indemnisation (notamment le suivi des négociations sur les indemnisations, la signature des certificats de compensation et le contrôle de l'exécution des paiements) ; - fait le suivi social de personnes vulnérables identifiées ; - fait le contrôle interne en s'assurant que les paiements sont effectués avant le déplacement ; - Accompagne la mise en œuvre du PAR.
Personnes Affectées par le Projet (PAP)	2 Représentants des PAP choisis par leurs pairs, dont une femme	<ul style="list-style-type: none"> - participent aux séances de négociation ; - Participent au suivi des indemnisations et à toutes missions assignées à la Cellule d'Exécution du PAR.

Source : consultant PAR barrage de Korhogo, mai 2023

XIII. MÉCANISME DE GESTION DES PLAINTES

La mise en œuvre du projet va certainement créer des griefs, dans cette perspective, un Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) spécifique au projet a été élaboré en octobre 2024 et validé par la Banque mondiale. Le Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) du PASEA conforme aux exigences opérationnelles de la Banque a pour objectif de fournir un cadre transparent, accessible et équitable pour permettre aux populations affectées et à toutes les parties prenantes de soumettre leurs plaintes, préoccupations et suggestions liées aux activités de réinstallation et aux mesures de restauration des moyens de subsistance prévues dans ce PAR.

13.1 Procédure de gestion des plaintes

La procédure de gestion des plaintes obéit à la démarche suivante :

- **Dépôt et enregistrement** : Les plaintes peuvent être déposées via des boîtes physiques, en ligne (email, site web), ou oralement. Un accusé de réception est remis au plaignant.
- **Accusé de réception** : Dès qu'une plainte est reçue, qu'elle soit formulée par écrit ou oralement, un formulaire de plainte standardisé est rempli pour documenter tous les détails pertinents
- **Tri et classification** : Les plaintes sont triées (réinstallation, travaux, plaintes sensibles, etc.) et orientées vers les instances compétentes.
- **Examen et réponse** : Les comités responsables examinent les plaintes dans un délai de 10 à 15 jours ouvrables, proposent des solutions, et notifient les plaignants.
- **Clôture et archivage** : Les plaintes résolues sont documentées et archivées, et les non-résolues peuvent être transmises aux juridictions compétentes.

13.2 Dispositif institutionnel :

- **Niveau local** : Les comités locaux traitent les plaintes simples.
- **Niveau central** : Les plaintes complexes ou non résolues sont transférées à des comités spécialisés ou à l'Unité de Coordination du Projet (UCP).
- **Recours judiciaire** : En dernier recours, les plaignants peuvent saisir les tribunaux compétents.

13.3 Opérationnalisation et suivi

Des campagnes de sensibilisation, des formations des parties prenantes, et des outils de communication (brochures, radios locales) garantissent une large vulgarisation du MGP. Un système de suivi-évaluation basé sur des indicateurs (délais de traitement, taux de satisfaction) permet d'améliorer continuellement le mécanisme.

XIV – CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DU PAR

Dans le cadre de la mise en œuvre du présent PAR, est présenté dans le tableau ci-dessous ;

Tableau 31 : Calendrier d'exécution du PAR

N°	Activités	Responsable	Délai d'exécution	Mois 1				Mois 2				Mois 3				Mois 4				Mois 5				Mois 6			
				S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4
1	Mise en place des dispositifs de mise en œuvre du PAR		3 semaines																								
1.1	Mise en place du mécanisme de financement du PAR	PASEA																									
1.2	Signature des arrêtés portant création et fonctionnement du comité de suivi et Cellule d'exécution du PAR	Préfecture de Korhogo																									
1.3	Mise en place du comité de suivi et de la Cellule d'exécution du PAR	Préfecture/Mairie de Korhogo																									
1.4	Recrutement de l'ONG en charge du suivi social de la mise en œuvre du PAR	PASEA																									
1.5	Campagne de mobilisation et de sensibilisation des PAP sur la mise en œuvre du PAR																										
2	Renforcement des capacités des membres des deux comités		1 jour																								
2.1	Formation des membres du comité de suivi et de la Cellule d'exécution du PAR sur leur rôle et attributions, et le mécanisme de gestion des plaintes, y compris des cas de VBG	PASEA																									
3	Négociation individuelle des compensations avec les PAP et signature des fiches		2 semaines																								
3.1	Diffusion du calendrier des négociations individuelles des compensations et la signature des fiches d'accord	Comités de suivi Cellules d'exécution																									
3.2	Négociations individuelles des compensations et signature des protocoles d'accord avec les PAP	ONG et CE-PAR																									
3.3	Réception et traitement des plaintes en lien avec le recensement et les négociations individuelles des compensations	ONG et CE-PAR																									
4	Paiement des indemnités aux PAPs																										

PLAN DE REINSTALLATION (PR) DES PERSONNES TOUCHEES PAR LES TRAVAUX DE REHABILITATION ET DE PROTECTION DE LA RETENUE D'EAU DE SURFACE A MULTI-USAGE DE KORHOGO (SITE DU BARRAGE DE KORHOGO)

				Mois 1				Mois 2				Mois 3				Mois 4				Mois 5				Mois 6			
N°	Activités	Responsable	Délai d'exécution	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4
4.1	Elaboration et soumission des arrêtés interministériels portant octroi d'indemnités d'éviction aux PAP	CC-PREMU	5 semaines																								
4.2.	Publication du calendrier de paiement des compensations	Comités de suivi et CE-PAR																									
4.3.	Païement des indemnisations aux PAPs	Agent comptable																									
4.4.	Réception et traitement des plaintes suite au paiement des compensations	ONG et CE-PAR																									
5	Libération des emprises des sites du projet		1 semaine																								
5.1	Suivi des opérations de libération des emprises, assistance aux PAPs	Comités de suivi du PAR-ONG/CC-PASEA																									
5.2	Rédaction du rapport de libération de l'emprise	Comités de suivi-ONG																									
5.3	Démarrage des travaux																										
5.4	Suivi de la gestion des plaintes et des réclamations	ONG et CE-PAR																									
5.5.	Soumission du rapport de mise en œuvre du PAR à la Banque	CC-PASEA																									
5.6	Prise en compte des observations de la Banque du rapport de mise en œuvre du PAR	CC-PASEA																									
6	Restauration des moyens de subsistance																										
6.1	Aménagement des terres de remplacement	CC-PASEA-Entreprise	3 mois																								
6.3	Acquisition des moyens de déplacement (tricycles) destinés aux PAP																										
6.4	Equipement et fourniture d'intrants et des outils agricoles aux PAP exploitants	CC PASEA - ONG	2 semaines																								
6.5	Recrutement et formation des conducteurs des engins																										
6.6	Déploiement des exploitants agricoles sur les terres de remplacement																										
6.7	Reprise des activités agricoles maraichères	CC PASEA - ONG	2 mois																								

PLAN DE REINSTALLATION (PR) DES PERSONNES TOUCHEES PAR LES TRAVAUX DE REHABILITATION ET DE PROTECTION DE LA RETENUE D'EAU DE SURFACE A MULTI-USAGE DE KORHOGO (SITE DU BARRAGE DE KORHOGO)

N°	Activités	Responsable	Délai d'exécution	Mois 1				Mois 2				Mois 3				Mois 4				Mois 5				Mois 6			
				S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4
6.8	Formation/renforcement des capacités des PAP exploitants agricoles et gérants d'activités commerciales	CC PASEA - ONG	2 mois																								
7	Suivi-Évaluation de la réinstallation des PAP		1 mois																								
7.1	Suivi de la réinstallation des PAP	CE-PAR, ONG-PASEA																									
7.2	Evaluation de la réinstallation des PAP	CE-PAR, ONG																									
7.3	Evaluation de la mise en œuvre du PAR	Consultant/PA SEA																									
8	Restauration des moyens de subsistances		6 mois																								
8.1	Validation du PRMS																										
8.2	Mise à disposition des ressources destinées aux organes ou à la cellule de la mise en œuvre du PRMS	CC-PASEA																									
8.3	Constitution du comité de suivi du PRMS	CC-PASEA																									
8.4	Engagement des parties prenantes et des PAP (réunion régulière)	CC-PASEA																									
8.5	Présentation du PRMS au PAP et aux structures administratives et techniques	CC-PASEA/ONG																									
8.6	Signature individuelle des accords avec chaque PAP	ONG/CC-PASEA																									
8.7	Assistance à la Relocalisation des gérants d'activité (ONG)	ONG/CC-PASEA																									
8.8	Acquisition terre de remplacement	CC-PASEA																									
8.9	Aménagement des sites de réinstallation	CC-PASEA																									
8.10	Equipement et fourniture d'intrant agricoles	CC-PASEA																									
8.11	Acquisition des moyens de déplacement (tricycles) destinés aux PAP	CC-PASEA																									
8.12	Recrutement et formation des conducteurs des engins	CC-PASEA																									
8.13	Déplacement sur les sites de réinstallation	CC-PASEA																									
8.14	Renforcement des capacités des exploitants agricoles bénéficiaires (formation sur les techniques agricoles)	CC-PASEA, ANADER,																									
8.15	Renforcement des capacités des PAP gérants d'activité (formation)	CC-PASEA																									

PLAN DE REINSTALLATION (PR) DES PERSONNES TOUCHEES PAR LES TRAVAUX DE REHABILITATION ET DE PROTECTION DE LA RETENUE D'EAU DE SURFACE A MULTI-USAGE DE KORHOGO (SITE DU BARRAGE DE KORHOGO)

				Mois 1				Mois 2				Mois 3				Mois 4				Mois 5				Mois 6			
			Délai d'exécution	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4
8.1 6	Rapport de mise en œuvre du PRMS	CC-PASEA																									
8.1 7	Rapport de clôture de la mise en œuvre du PRMS	CC-PASEA																									

XV- COUTS ET BUDGET DU PAR

Le budget est formé par le coût des compensations diverses pour l'acquisition et la libération de l'emprise du projet intégrant le coût de fonctionnement de la Cellule d'Exécution du PAR, le coût de l'ONG, le coût des prestations pour l'évaluation externe du PAR, le coût de prestation du spécialiste en AGR et une provision de 10% pour prendre en compte les compensations complémentaires éventuelles.

Le coût du consultant extérieur pour l'assistance technique à la CE-PAR sera supporté par le promoteur.

Le budget de la mise en œuvre du présent PAR y compris le Plan de Restauration des Moyens de Subsistance s'élève à **cinq milliards six cent neuf millions trois cent vingt-sept mille quatre soixante-dix-neuf francs (5 609 327 479 FCFA)**, décomposé comme suit :

Tableau 32 : Coût global du PAR

	DESIGNATIN	EFFECTIF	BUDGET EN FCFA
1	INDEMNISATION		
1.1	Indemnisation des cultures agricoles site du projet	1035	276 456 927
1.2	Indemnisation des cultures agricoles sites de réinstallation	14	15 796 110
1.3	Indemnisation de terrains urbains non bâtis	66	281320000
1.4	Indemnisation terrain bâtis	79	422310000
1.5	Indemnisation de bâtis à usage d'habitation	83	979379569
1.6	Indemnisation de bâtis à usage commercial	23	47666774
1.7	Indemnisation des propriétaires de lots urbains	147	703 630 000
1.8	Indemnisation des propriétaires de bâtis	108	1 041 835 393
1.9	Besoin matériel pour rituel	4	1152000
1.10	Indemnisation pour perte de revenus locatif	13	1 106 500
1.11	Indemnisation pour perte de logement	48	2 745 000
1.12	Indemnisation pour perte de revenu commercial et artisanal	30	15 675 000
1.13	Assistance au déménagement	131	6 550 000
1.14	Indemnisation des arbres fruitiers	01	867 913
1.10	Total 1 : Indemnisations		3 796 491 186
2	RESTAURATION DES MOYENS DE SUBSISTANCES		

2.1	Acquisition de terre de remplacement en ha	03	645 500 000
2.2	Fourniture d'intrants et petits matériels	1035	38 295 000
2.3	Fourniture de petits matériels	1035	27 437 500
2.4	Renforcement des capacités en techniques de production agricole et techniques commerciales, marketing	1065	98 662 500
2.5	Appui financier transitoire pour exploitants agricoles	1035	186 300 000
2.5	Appui financier pour le déplacement des PAP et de leurs produits	1035	127 425 000
2.6	Recrutement de chauffeurs de tricycle	75	33 750 000
2.7	Total 2 : Restauration des moyens de subsistance		1 156 897 432
3	FONCTIONNEMENT DES INSTANCES DE SUIVI DU PAR		
3.1	Frais de fonctionnement des organes du PAR (CE, Comité de suivi, comités quartier) - Prise en charge de la tenue des sessions de gestion des plaintes (4 comités) ; - Prise en charge des comités pour les sortie terrain pour vérification de plaintes		15 000 000
3.2	Bureautique : registre de plainte, photocopie, bloc-notes, cartouche d'encre		1 000 000
3.3	Formation des membres de comités de gestion des plaintes		5 000 000
3.4	Total 3 : Fonctionnement des instances de suivi du PAR		21 000 000
4	RECRUTEMENT D'UNE ONG DE SUIVI		
4.1.	Frais de recrutement de l'ONG d'appui		95 000 000
4.2	Total 4 : Frais de recrutement d'une ONG		95 000 000
5	EVALUATION		
5.1	Evaluation à mi-parcours		15 000 000
5.2.	Evaluation finale		15 000 000
5.3	Total 5 : Evaluation		30 000 000
	TOTAL MISE EN ŒUVRE DU PAR		5 099 388 618
	Contingence (10%)		509 938 861
	BUDGET GLOBAL		5 609 327 479

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le présent PAR pour les travaux de réhabilitation du barrage de Korhogo a permis de recenser les personnes et les biens installés dans l'emprise du projet.

Mille trois cent quarante-trois (1343) personnes sont affectées par les travaux. Il s'agit de :

- deux cents-soixante-dix-sept (277) personnes affectées par la perte d'infrastructures à usage (i) commercial ou artisanal, (ii) d'habitation (résidant ou mis en location) ;
- mille trente-cinq (1035) exploitants de maraîchers et une communauté (01) propriétaire de soixante-dix-sept (77) arbres fruitiers ;
- trente (30) gérants d'activités commerciales recensés, dont deux absents lors du recensement ;

Ces résultats ont été obtenus grâce à la mise en œuvre de plusieurs alternatives visant à minimiser les impacts du projet. Les différentes catégories de populations éligibles au présent Plan d'Action de Réinstallation (PAR) devront bénéficier d'indemnisations ou de compensations adéquates pour les préjudices subis.

Concernant la Restauration des Moyens de Subsistance (RMS) des personnes affectées par le projet, trois sites de réinstallation ont été identifiés. Ces sites appartiennent à trois (03) propriétaires distincts et abritent des activités agricoles menées par quatorze (14) personnes. L'ensemble de ces individus a été recensé, et leurs biens ont fait l'objet d'une évaluation détaillée. Ainsi, le nombre total de personnes affectées par le projet s'élève à 1 360.

Le budget de la mise en œuvre du présent PAR y compris le Plan de Restauration des Moyens de Subsistance s'élève à **cinq milliards six cent neuf millions trois cent vingt-sept mille quatre soixante-dix-neuf francs (5 609 327 479 FCFA)**.

Ce PAR a été élaboré conformément aux dispositions réglementaires nationales et internationales, notamment la NES N° 5 de la Banque mondiale, relative à la réinstallation involontaire de populations. Le Plan de Restauration des Moyens de Subsistance (PRMS) devrait être finalisées dans les plus brefs délais pour soutenir les efforts des PAP à restaurer leur moyen de subsistance

La mise en œuvre de ce PAR et du PRMS contribuera à atténuer considérablement les impacts négatifs du sous-projet sur les populations riveraines et leurs biens.

Pour minimiser les risques de réoccupation des emprises qui seront libérées et éviter une réinstallation additionnelle dans le futur, les recommandations suivantes devront être appliquées :

- les travaux doivent démarrer immédiatement dès la libération de l'emprise du projet,
- l'entreprise en charge des travaux devra effectuer ses installations de chantier dans l'emprise dédiée au projet pour ne pas impacter des terrains additionnels ;
- L'entreprise devra sécuriser l'emprise des travaux de sorte à interdire effectivement tout accès au chantier, et le bureau de contrôle doit rigoureusement veiller à son application.

De manière formelle, le procès-verbal de mise à disposition de l'emprise du projet à l'entreprise devra clairement mentionner que toute réinstallation dans l'emprise et les accidents qui pourraient en résulter relèveraient de sa responsabilité.

Elle doit également remettre systématiquement en état les sites après les travaux.

Le PASEA devra intégrer, dans les dossiers d'appel d'offres, les mesures consignées dans le présent PAR.

BIBLIOGRAPHIE

- ❖ L'environnement de Côte d'Ivoire : Plan National pour l'Environnement 1996-2010, Ministère de l'Environnement, 1996
- ❖ Profil environnemental de la Côte d'Ivoire - rapport final, Commission européenne, août 2006
- ❖ Plan d'Action de Réinstallation (PAR) des travaux dans la ville de Lokossa, août 2015, République du Bénin. Cadre de Réinstallation, Projet de Cohésion Sociale des Régions Nord du Golfe de Guinée, République de Bénin, Décembre 2021, 300 p.
- ❖ Plan d'Action de Réinstallation, Projet de Réhabilitation du Réseau Routier (PRRR), Union des Comores, Octobre 2021, 98P.
- ❖ Rapport d'évaluation environnementale et sociale (EES) du barrage de Korhogo Etudes d'avant-projet détaillé (APD) de réhabilitation et de protection de neuf (09) ouvrages de retenue d'eau de surface multi-usage dans les villes de Kafiné, Katiola, Ouangolodougou, Korhogo, Boundiali, Tengrela, Séguéla, Touba et Odienné.
- ❖ Plan d'Action de Réinstallation (PAR) des travaux dans la ville de Lokossa, août 2015, République du Bénin
- ❖ Plan d'Action de Réinstallation du projet d'aménagement des ouvrages de drainage des eaux pluviales à ANONKOUA-KOUTE dans la commune d'abobo, mars 2021, 165 P.
- ❖ Banque mondiale, Cadre environnemental et social pour les opérations de FPI : NES no 5 : Acquisition de terres, restrictions à l'utilisation de terres et réinstallation involontaire, Première édition Publiée en juin 2018

ANNEXES

ANNEXE 1 : LISTE DES PAP (VOIR FICHIER EXCEL)

ANNEXE 2 : COMPTE RENDU DE RÉUNION

RCOMPTE RENDU D'ACTIVITE D'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES			
Méthode d'engagement : Consultation publique		Thème : Consultation publique avec les riverains du quartier Mongaha dans le cadre de la réalisation du PAR	
Date : 28/03/2023	Lieu : Quartier Mongaha, Korhogo	Heure de début : 07H 45min	Heure de fin : 09H 45min
Participants :	Nbre Total :68 (voir liste de présence en annexe)	H :58	F :10
Points abordés	1. Informations relatives à la réalisation du projet 2. Présentation du chronogramme de collecte de données 2. Sensibilisation de la population cible		
Résumé du contenu des points abordés	<p>La rencontre s'est déroulée dans une agréable atmosphère avec la présence importante des leaders communautaires (Chef du quartier, Guide religieux, Président des jeunes, Présidente des femmes). Les échanges ont porté sur trois points clés susmentionnés. Au cours de ladite consultation, les acteurs ont eu de plus amples informations sur l'étude/le PASEA par le canal du Consultant.</p> <p>A propos, le Consultant a signifié que le projet consiste à déplacer les riverains résidant et/ou pratiquant une quelconque activité autour du barrage afin de réhabiliter ledit barrage.</p> <p>Dans la faisabilité, il est judicieux de sensibiliser les populations concernées sur les risques et erreurs à éviter dans l'exécution et/ou la mise en œuvre du projet d'où l'importance de la tenue de la rencontre d'informations et de sensibilisation de ceux-ci. Ce fut l'occasion pour le Consultant de faire connaître le chronogramme du déroulement des activités aux riverains.</p> <p>Pour le consultant le travail consistera à recenser toutes les personnes dont les biens se trouvent dans le périmètre de 25 m autour du barrage à partir des plus hautes eaux. Les bâtiments, les lots, les activités agricoles et les activités commerciales situées à l'intérieur de ce périmètre seront détruits pendant les travaux.</p> <p>Les propriétaires de ces biens doivent se rendre disponibles pour se faire recenser. Ces personnes ne bénéficieront des compensations que si elles sont recensées avant la date butoir sera fixé de commun accord et partager avec la population.</p> <p>Dans l'ensemble, les interventions des leaders communautaires se sont résumées à la formulation des doléances allant dans le but de ne mettre personnes de côté (PAPs) et agissant en toute transparence avec justesse à l'heure des indemnités.</p>		
Contenu des échanges			
Questions posées/préoccupations		Réponses apportées	
Q1 : Comment faire pour trouver un site appropriés pour permettre aux PAPs de connaître une réinstallation souhaitable et/ou durable ?		R1 : c'est le défi majeur à relever pour notre projet. Nous sommes à la recherche de site pour accueillir toutes ces personnes à déplacer. Nous aurons une rencontre avec les parties prenantes institutionnelles (Préfet, Maire, etc.) au cours de laquelle nous serons vraiment situés sur l'identification des sites de recasement des PAP.	
Q2 : Que faire face pour les cas de personnes ne disposant pas de pièce d'identité notamment chez certaines exploitantes agricoles du milieu ?		R2 : il faut que la personne établisse ses papiers. Le problème c'est comment faire la différence avec une autre personne qui a le même nom. C'est avec les papiers qu'elle va se faire payer. Dans ces conditions, comme elles sont souvent plusieurs sur les parcelles	

<p>Q1 : Comment faire pour trouver un site appropriés pour permettre aux PAPs de connaître une réinstallation souhaitable et/ou durable ?</p> <p>Q2 : Que faire face pour les cas de personnes ne disposant pas de pièce d'identité notamment chez certaines exploitantes agricoles du milieu ?</p> <p>Q3 : Quelles sont les dispositions idoines préconisées pour les soucis liés aux terrains nus ?</p> <p>Q4 : Relativement à l'emprise, quel est le point de départ de la délimitation entre le barrage et les habitations ?</p>	<p>R1 : c'est le défi majeur à relever pour notre projet. Nous sommes à la recherche de site pour accueillir toutes ces personnes à déplacer. Nous aurons une rencontre avec les parties prenantes institutionnelles (Préfet, Maire, etc.) au cours de laquelle nous serons vraiment situés sur l'identification des sites de recasement des PAP.</p> <p>R2 : il faut que la personne établisse ses papiers. Le problème c'est comment faire la différence avec une autre personne qui a le même nom. C'est avec les papiers qu'elle va se faire payer. Dans ces conditions, comme elles sont souvent plusieurs sur les parcelles, l'enregistrement va se faire avec celle qui a des papiers. (frères, sœurs, etc.) qui en possèdent une pour justifier la prise en compte du dossier.</p> <p>R3 : Pour les cas de terrains nus, ils seront recensés sur la base des pièces justificatives de la possession de l'espace en qualité de propriétaire terrien.</p> <p>R4 : Dans le cadre de ce projet, l'emprise est de 25 mètre. Les 25 mètre commencent à partir des points géo référencés jusqu'à l'atteinte des 25 mètre. Tous les biens qui seront dans cette emprise seront pris en compte par le projet.</p>																				
Conclusions/Recommandations																					
<p>Au terme de la consultation, les leaders communautaires ont tenu à remercier le Consultant pour son approche communautaire facilitant la compréhension du bien-fondé du projet ainsi que les éventuels risques à éviter. Ils ont également tenu à rassurer le Consultant que le message est bien perçu. Par ailleurs, ces derniers ont formulé des doléances allant dans le sens de permettre aux exploitants agricoles de jouir des fruits de leurs labeurs avant leur déplacement. Avant de terminer le consultant a informé les populations les investissements réalisés après la date butoir ne seront pas éligibles à la compensation.</p>																					
<table><tr><td colspan="2">A FAIRE</td><td>Responsable</td><td>Echéance</td></tr><tr><td colspan="2">1. Administration du questionnaire d'enquête aux PAPs.</td><td>1. Agents-Enquêteurs</td><td></td></tr><tr><td colspan="2">2. Rencontre et échange avec les différents Chefs des quartiers concernés par le projet pour en savoir plus sur le système foncier.</td><td>2. Consultant et Chefs de quartier</td><td></td></tr><tr><td>Compte rendu</td><td>Prénom/Nom</td><td>Fonction</td><td>Structure</td></tr><tr><td>Rédigé par :</td><td>Agnero Hermès GNAGNE</td><td>Doctorant, Assistant du Consultant</td><td>Consultant</td></tr></table>		A FAIRE		Responsable	Echéance	1. Administration du questionnaire d'enquête aux PAPs.		1. Agents-Enquêteurs		2. Rencontre et échange avec les différents Chefs des quartiers concernés par le projet pour en savoir plus sur le système foncier.		2. Consultant et Chefs de quartier		Compte rendu	Prénom/Nom	Fonction	Structure	Rédigé par :	Agnero Hermès GNAGNE	Doctorant, Assistant du Consultant	Consultant
A FAIRE		Responsable	Echéance																		
1. Administration du questionnaire d'enquête aux PAPs.		1. Agents-Enquêteurs																			
2. Rencontre et échange avec les différents Chefs des quartiers concernés par le projet pour en savoir plus sur le système foncier.		2. Consultant et Chefs de quartier																			
Compte rendu	Prénom/Nom	Fonction	Structure																		
Rédigé par :	Agnero Hermès GNAGNE	Doctorant, Assistant du Consultant	Consultant																		

COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ D'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES			
Méthode d'engagement : Focus group avec les femmes		Thème : identification des activités de reconversion, situation genre dans le cadre de la réalisation du PASEA	
Date : 28/04/2023	Lieu : Quartier Mongaha, Korhogo	Heure de début : 14H00	Heure de fin : 15H45min
Participants :	Nbre Total : ... (voir liste de présence en annexe)	H : ...	F : ...
Points abordés	1. Identification des activités de reconversion 2. situation du genre ; 3. appartenance à une structure communautaire		
Résumé du contenu des points abordés	<p>L'objectif de la rencontre est d'une part, d'identifier les activités susceptibles de permettre le rétablissement des moyens de subsistance des femmes exploitantes de maraîchers et d'autre part s'informer de la situation de genre dans leurs différentes familles respectives.</p> <p>Aux termes des échanges, les activités ou domaines d'activité suivants ont été identifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elevage de poulet ; - Vente de beurre de Karité ; - Vente de pagne ; - Vente d'arachides et de maïs ; - Vente de pâte de manioc ; - Vente de friperie ; - Création de magasin de gaz ; <p>Il ressort des échanges que la majorité des femmes n'a aucune expérience dans l'exercice des activités identifiées.</p> <p>Rapports genre :</p> <p>Pour les femmes rencontrées, la femme ne peut rien entreprendre sans l'aval de son mari. Mais pour la gestion des finances, elles disposent de leur argent.</p> <p>Pour les VBG, on enregistre quelques cas. Mais, pas alarmant.</p>		

	<p>Les femmes. Elles surviennent généralement quand la femme demande à l'homme plus de responsabilité dans sa participation aux charges de la maison.</p> <p>Les femmes. Elles surviennent généralement quand la femme demande à l'homme plus de responsabilité dans sa participation aux charges de la maison.</p>
--	---

